

Révissez vos Références...

« **POLITIQUES** »

- 1981 / 2006 -

Mémento pour citoyens-candidats...
et journalistes pressés

Bruno Hongre

Ellipses (2006)

Du même auteur

- *L'Univers poétique de Jacques Brel* (L'Harmattan, 1998), en collaboration avec Paul Lidsky.
- *Le Dictionnaire portatif du bachelier* (Hatier, 2002, nouvelle édition revue et augmentée).
- *Révisez vos Références culturelles* (Ellipses, 2003, puis 2010), Mémento pour étudiants sérieux et journalistes pressés.
- *L'Intelligence de l'explication de texte* (Ellipses, 2005).

et, sous la signature de François Brune,

- *Mémoires d'un Futur président* (O. Orban, 1975 ; épuisé).
- *Le Bonheur conforme*, essai sur la normalisation publicitaire (Gallimard, 1985 ; réimprimé en 1996).
- « *Les Médias pensent comme moi !* », fragments du discours anonyme (L'Harmattan, 1997).
- *Sous le Soleil de Big Brother*, précis sur « 1984 » à l'usage des années 2000 (L'Harmattan, 2000).
- *De l'Idéologie, aujourd'hui* (Parangon, nouvelle édition, oct. 2005).
- *Médiatiquement correct !* 465 notes et maximes au dégoût du jour (Parangon, 2004).
- *L'Arbre migrateur*, et autres fables à contretemps (Parangon, 2005).

À *Michel Martin-Roland**,
(dont je fus le professeur
avant de devenir l'élève).

*Auteur, avec Pierre Favier, d'une magistrale chronique : *La Décennie Mitterrand*,
(Seuil, coll. Points (1991-1998)). Ce livre, fruit d'un labeur immense, est une leçon de
journalisme.

Avant-propos

Vous avez dit « références... *politiques* » ?

Sur cette scène du monde qu'on appelle « vie politique », les événements passent, les références restent. On parle de « *socialisme à visage humain* » en oubliant quel pays, à quelle époque, a tenté d'en approcher l'utopie. On fait allusion aux « *coquins et copains* » comme à une catégorie platonicienne, en ne sachant plus quels alliés de son propre camp visait ainsi un politicien connu en son temps. Si bien qu'en quelques années, les références ne réfèrent plus qu'aux références, et non aux faits dont elles sont issues. D'où la nécessité d'offrir aux amateurs, étudiants, journalistes, militants – au demeurant tous citoyens – quelques rappels utiles les aidant à repérer ou reconnaître ces multiples expressions/allusions dont sont truffés les discours qu'ils entendent. Le modeste objectif de ce petit mémento – dans le sillage du précédent¹ – est donc de recenser quelques deux cents références qui ont émaillé la vie politique des trente dernières années, en les replaçant dans leur contexte.

Selon quels critères ? C'est bien la question ! Il existe des expressions qui s'imposent au souvenir, en raison du tragique des événements qu'elles ont nommé (« *solution finale* ») ou de la dimension « historique » du personnage qui les a prononcées (« *La réforme, oui ; la chienlit, non !* »). D'autres semblent à l'inverse secondaires, comme les récentes mais déjà lointaines raffarinades, qui ont durant quelques semaines fait la Une du *Canard Enchaîné*. Entre les unes et les autres, le chercheur navigue, tantôt dans l'incertitude de savoir s'il a fait le « bon choix » de ce qu'il faut retenir, tantôt dans le secret espoir, en ayant déterré des strates du passé une expression oubliée, d'en faire à nouveau une « référence » mémorable.

Deux processus semblent en effet à l'origine de ces « références ». Le premier, traditionnel, se situe si l'on veut dans l'axe passé-présent : il est directement lié à la qualité de la formule et à la fréquence des reprises qu'en font les historiens ou les hommes politiques, sous forme de citations ou de pastiches (cf. « *Impossible n'est pas français* » de Napoléon, ou le « *Je vous ai compris* » du général de Gaulle). Le second, lié aux surmédiatisations soudaines, ne quitte pas l'axe présent-présent : c'est l'orchestration instantanée d'un énoncé – aussi banal soit-il – qui suffit à l'ériger en référence dont les journalistes satureront leurs titres et sous-titres (cf. « *responsable mais pas coupable* », « *Omar m'a tuer* », « *vrai faux passeport* », etc.). Il va de soi que ces deux processus ne cessent de se mêler. D'autant que nos politiques, coulant désormais leurs

petites phrases dans le moule du « prêt à penser » médiatique, se nourrissent à leur tour des slogans ou expressions fétiches que leur fournit le grand marché du discours ambiant.

Cette double genèse explique l'impression que l'on éprouve de ne pouvoir recueillir, dans un florilège de mots, que l'écume des choses. Quelle distorsion, entre les réalités complexes d'une époque et les expressions « politiques » qui lui ont survécu ! S'il y a des formules qui caractérisent assez justement le temps de leur éclosion (cf. « *l'état de grâce* » de F. Mitterrand), bien d'autres le trahissent ou le masquent en ne touchant qu'à des affaires secondaires (« *porteur de valise* »), sans parler des périodes cruciales dont il semble n'être resté dans la mémoire collective aucune véritable phrase « historique » (la chute du mur de Berlin, par exemple).

Reste que l'écume des choses, pour peu qu'on l'explore, conduit parfois à de fructueuses plongées sous-marines. Car ces formules qui émaillent au fil des ans notre champ politico-médiatique, même si elles n'en transcrivent pas l'histoire, peuvent servir à en baliser le cours. Elles sont comme des repères, souvent allègres, de situations dont elles ont été simplement concomitantes ; elles font ressurgir à nos yeux un passé qui bouge encore. Elles sont comme des « métonymies » de l'Histoire.

Voici donc, extraites de la gangue politique de trois décennies, ces quelques pépites verbales qui ont accompagné la vie de la cité... en nous donnant l'illusion de la façonner.

Le citoyen transmetteur²,
B. H.

1. *Réviser vos Références culturelles*, Ellipses, 2003. Réédition augmentée avril 2010.

2. Sur la difficulté de la méthode et l'impossibilité d'un exposé totalement dénué de subjectivité, voir la mise au point : « Le devoir d'impertinence » (p. 7).

SOMMAIRE

| | |
|--|--------|
| Avant-propos | p. 4 |
| Le devoir d'impertinence..... | p. 7 |
| Chapitre I. L'Avant-1981 : grand test de révision | p. 8 |
| Chapitre II. Sous Mitterrand premier : les années « tonton » | p. 35 |
| Chapitre III. Sous Mitterrand second : les années « dieu » | p. 61 |
| Chapitre IV. Sous Chirac premier : les années « compatriotes »..... | p. 79 |
| Chapitre V. Sous Chirac second : les années perlimpinpin | p. 102 |
| Index | p. 127 |

Le devoir d'impertinence

De l'objectivité des faits à l'irrespect du ton...

Ce n'est pas une mince affaire que d'enquêter sur des expressions-références souvent reprises – citées, alléguées ou tronquées –, mais dont l'origine précise, le libellé exact et le contexte d'émission se perdent dans les flux de l'histoire et le flou de nos mémoires. Mon premier souci a donc été, à l'encontre même de ce dont je croyais me souvenir, de rétablir les lieux, les dates, l'objectivité factuelle des citations, en allant aux « bonnes » sources quand elles existent, en butinant dans divers livres, en allant même pêcher en eau trouble (notamment sur Internet !) – quitte à opérer ensuite les recoupements nécessaires. C'est là un travail de longue haleine ; on s'aperçoit parfois, après de longues investigations, que les précisions qu'on recherchait se trouvaient au fond d'un tiroir oublié, dans des dossiers établis depuis plus de trente ans. On saisit alors telle coupure du *Monde* en criant en son for intérieur « Euréka ! », on cite ; après quoi l'on se demande : et si *Le Monde*, ce jour-là, s'était trompé¹ ?

Ce doute méthodique sur la factualité des références oblige à pratiquer une méfiance « lucide » à l'égard des contextes. Avec le recul historique, qui permet de mieux saisir des situations globales, on est conduit à réévaluer les phrases qui nous ont séduits ou irrités à l'époque. La question est alors : faut-il « évaluer » (porter des jugements de valeur) ou se contenter d'un commentaire « politique » purement objectif ? Question biaisée puisque, dans le simple choix des expressions et le rappel des contextes, l'auteur est déjà partie prenante : il n'y a pas de « pure » analyse politique. J'écris, donc je m'implique, que ce soit par ma façon de nommer ou par mes silences révélateurs.

Il m'a donc semblé que la position la plus pertinente consistait à pratiquer l'impertinence. À suspecter ce qui nous est affirmé, au risque d'adopter le parti pris inverse. Offensives ou défensives, autoritaires ou démagogiques, la plupart des « petites phrases » ne sont-elles pas plus ou moins manipulatrices ? Dès lors, le devoir d'irrespect fait partie de l'esprit d'examen, y compris vis-à-vis de formules qui ont pu, un temps, susciter notre adhésion. Bien entendu, aucun auteur n'étant exempt de présupposés idéologiques, il arrivera qu'on soit parfois plus critique à l'égard de certains énoncés que d'autres. Raison pour laquelle j'invite aussi le lecteur à pratiquer le devoir d'impertinence au sujet de mes propres commentaires...

1. Ce qui arrive parfois, par action ou par omission.... Cf. la note 1, **réf. 171**.

-I-

L'AVANT 1981

GRAND TEST DE RÉVISION

*60 questions dans le désordre, depuis l'Antiquité... jusqu'à
l'avènement de François Mitterrand.*

AVANT/APRÈS

Pourquoi un « Avant 81 » ? Parce qu'après, ce n'est plus pareil...

Dans *Les Mots de la fin de siècle*¹, Sylvie Brunet ironise sur « *ce tic compulsif* » qui consiste à « *fractionner à l'infini l'axe chronologique* », afin de magnifier chaque jour des faits qui tranchent radicalement sur ce qui existait jusqu'alors. Besoin rituel d'historique absolu, idéologie ambiante assoiffée de toujours nouveau, génèrent des kyrielles d'Après X qui placent au même plan des événements non négligeables (« *Il faut préparer l'Après-Saddam* », 31-01-91) et des épisodes vite oubliés (« *La Croix se demande comment Balladur va gérer l'après-manifestation* », 17-03-94).

Ces réserves faites, il est vrai que l'avènement des « socialistes » au pouvoir apparut comme une ère nouvelle dans le cours de la V^e République. Redoutée par les uns comme une catastrophe stalinienne, elle était attendue par les autres comme une ère paradisiaque, où l'on allait non pas seulement « *changer la société* » (projet de J. Chaban-Delmas en 1969) mais bien mieux, « *changer de société* » (objectif de F. Mitterrand), et pour finir, « *changer la vie* » ! Légitime est donc *politiquement* la distinction entre l'« avant » et l'« après » 1981, puisque la France entière semble avoir cru à cette rupture.

Un autre motif m'a imposé ce premier bilan : plusieurs expressions antérieures à 1981 figuraient en effet dans mon précédent mémento, *Révissez vos Références culturelles*. Comme tout auteur qui se croit lu, j'ai jugé indispensable d'en proposer à la fois un rappel et un enrichissement, sous la forme d'un questionnaire ludique. Je pouvais d'autant moins faire l'impasse sur ces références qu'il y fut souvent fait allusion dans les années qui ont suivi.

Une fois opéré ce rafraîchissement, simple formalité pour le lecteur savant, nous entrerons plus gravement dans le vif du sujet, en nous remémorant dans l'ordre chronologique ce qui s'est dit de 1981 à 2006, au fil de quatre présidences sous lesquelles la France s'est abondamment parlé à elle-même...

1. Belin, 1996, coll. « Le français retrouvé ». Excellent ouvrage, dont sont extraites les citations qui suivent (pp. 222-223).

■ **12 QCM :** *Donnez la bonne réponse, en rappelant le contexte précis des expressions citées.*

1/ Quelle est l'origine du précepte : « Il ne faut pas désespérer Billancourt » ?

- a. Le conseil amical de Joseph Staline à Maurice Thorez, lequel voulait faire cesser une grève.
- b. La fameuse réplique d'un personnage, dans le théâtre de Sartre.
- c. L'objurgation de M. Lévy, ancien PDG de la régie Renault, refusant de privatiser cette entreprise.
- d. Le titre du troisième tome du roman *Les Communistes* d'Aragon.

2/ L'expression « coup de Jarnac » se réfère :

- a. À une opération boursière géniale, mais qui frôle la malhonnêteté.
- b. Au massacre de la population protestante d'une cité d'Aquitaine.
- c. À l'emploi d'une botte secrète, au cours d'un duel historique.
- d. À la subtile manœuvre qui permit à F. Mitterrand de prendre le pouvoir au PS, lors du congrès de Latché, durant l'été 1972.

3/ Qui a déclaré : « La France s'ennuie. » ?

- a. Un journaliste du *Monde*, peu avant mai 1968.
- b. Lamartine, dans un discours à la Chambre des Députés.
- c. César, qui aurait dit plus exactement : « *La Gaule m'ennuie* ».
- d. Jack Lang, en 1978, promettant une future « fête de la musique ».

4/ Même question pour : « Vous n'avez pas le monopole du cœur. »

- a. Voltaire à Rousseau.
- b. Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand.
- c. Escartefigue à Panisse, au cours d'une fameuse partie de manille (*Marius*, III,1).
- d. Rodrigue provoquant en duel le Comte (*Le Cid*, II, 2).

5/ Idem : « J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer. »

- a. Hitler à propos de Mussolini.
- b. Mitterrand faisant de Rocard le premier secrétaire du PS en 1978.
- c. Louis XI au sujet du duc de Bourgogne.
- d. Un autre homme d'État.

6/ Idem : « Qui n'est pas avec moi est contre moi. »

- a. Un célèbre gourou.
- b. Le philosophe persan Manès, père du manichéisme.
- c. Attila menaçant le pape Léon I^{er}.
- d. De Gaulle à propos de Pétain.

7/ Idem : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la chose immonde.* »

- a. Des partisans de l'avortement opposés à la politique nataliste de Vichy.
- b. Un ministre de l'agriculture, bien avant l'affaire de la vache folle.
- c. Un militant anti-nazi, par ailleurs dramaturge.
- d. Zola, dans sa description des Halles (*Le Ventre de Paris*).

8/ Idem : « *La République sera conservatrice, ou ne sera pas.* »

- a. Chevènement.
- b. Thiers.
- c. Pompidou.
- d. Un autre personnage historique.

9/ Idem : « *Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas.* »

- a. Malraux faisant l'éloge de Jean Moulin.
- b. Jean-Paul II, en exergue de sa première encyclique.
- c. Un journaliste obscur resté dans l'anonymat.
- d. Le sous commandant Marcos, en confidence à Ignacio Ramonet.

10/ Quel politicien fit état publiquement de la résolution suivante : « *J'ai dit à ma femme : fais les valises, on rentre à la maison.* »

- a. Un baron du communisme qui voyageait en Corse.
- b. De Gaulle, après l'échec du référendum de 1969.
- c. Chirac, démissionnant de sa fonction de Premier ministre de Giscard d'Estaing en 1976.
- d. Jean Royer, humilié par Maurice Clavel au cours d'un face à face télévisé.

11/ Qui a parlé de « *bon choix* » pour la France en janvier 1978 ?

- a. Le président en exercice, sans doute en vue des législatives.
- b. Pascal Lamy, dans la revue *Que choisir*, qui prônait déjà le recours massif à l'énergie solaire.
- c. L'animateur de l'émission « Le Juste prix », le 27 janvier.
- d. Jean-Paul II, saluant le bien-fondé de l'expression choisie par Louis XIII : « *France, fille aînée de l'Église* ».

12/ Que désignent les « *Trente Glorieuses* » ?

- a. Une photo de groupe des trente « Miss France » de 1952 à 1982.
- b. Les trois décennies de prospérité économique qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale en France

- c. Les trente victoires les plus brillantes de Napoléon, depuis la campagne d'Italie jusqu'à la campagne de France.
- d. Les 30 journées qui ont ébranlé le pouvoir gaulliste, du 5 mai au 4 juin 1968.

■ 10 références historiques à rafraîchir

Il s'agit ici d'un test auquel un ancien adjudant-chef, promu maître de conférences à Sciences-Po, soumet ses jeunes recrues...

13/ Selon un grand homme d'État, de quoi la politique est-elle l'art ?

14/ D'après un célèbre timonier, au bout de quoi se trouve le pouvoir ? Et, sans transition, de quelle guerre a-t-on pu dire qu'elle était drôle ?

15/ Qui, selon le maréchal Pétain, ne mentait pas aux Français ?

16/ Qui, pendant ce temps, leur parlait régulièrement à la BBC ?

17/ Quel homme politique, futur président, a déclaré que l'Algérie c'est la France ?

18/ Qu'est-ce qui est arrivé aux murs, en mai 1968 ?

19/ Qu'étaient tous les Français, à la même époque, selon Daniel Cohn-Bendit ?

20/ Selon Georges Pompidou, qui était la Voix de la France ?

21/ Qui fut le « *cher parent* » du troisième président de la V^e République française ?

22/ Quand la « *dictature du prolétariat* » a-t-elle cessé en France ?

■ 8 expressions, au fond de vos mémoires

Certaines sont à compléter, d'autres sont à retrouver.

23/ Complétez cette devise d'un organe de presse :

« *Sans la liberté de blâmer...* »

24/ Idem pour : « *Le poids des mots ...* »

25/ Idem pour : « *La liberté ne s'use... »*

26/ Veuillez compléter cette formule fétiche de mai 68 :

« *Make love,... »*

27-30/ Retrouvez maintenant cinq autres slogans qui ont fleuri durant cette période...

■ Rectifiez les formules pastichées ci-dessous.

Et profitez-en, le cas échéant, pour les rendre à leurs auteurs.

31/ Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances : « *Je voudrais curer la France jusqu'au fond des dents »*

32/ François Mitterrand, célébrant la signature du « Programme commun de la gauche » : « *De l'avenir, faisons table rose »*

33-34/ Le cardinal Lustiger, lors du centenaire des apparitions de Lourdes : « *N'ayez pas peur : jouissez sans entraves »*

35/ Michel Rocard, toujours prophète en son pays : « *Le socialisme, une idée qu'on jette en chemin »*

■ Mettez de l'ordre dans votre disque dur

36-47/ Un virus informatique a déréglé votre mémoire vive. Il en résulte un chaos de mots, dont on pourrait extraire une douzaine d'expressions « historiques » : « *Bonnet blanc les casseurs bonsoir Elkabbach le parler-vrai homme du passé rouge petit livre et blanc bonnet globalement positif taisez-vous deuxième gauche payeurs soient les Messieurs les Censeurs révolution il est nécessaire socialisme ça avait la couleur de programme l'alcool commun à visage humain culturelle oui mais des panzani »... À vous de démêler cet écheveau !*

■ Pour finir, quelques expressions à authentifier

Voici certaines formules de diverses époques, plus ou moins modifiées, et dont l'attribution est le plus souvent erronée. Veuillez les corriger, en validant ou rectifiant les noms d'auteur.

48/ « *La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des infirmières.* » (W. Churchill)

49/ « *La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de la démocratie.* » (R. Barbosa, homme politique brésilien)

50/ « *Je fais à la France le don de ma personne.* » (Ch. de Gaulle)

51/ « *Tous les animaux sont égaux, bien que certains soient des hommes.* » (Coluche)

52/ « *La langue est fasciste.* » (B. Mussolini)

53/ « *J'aurai, si Dieu le veut, un destin patronal.* » (S. July)

54/ « *Mes copains sont des gredins.* » (J. Chirac, *Ma Part de vérité*)

55/ « *Cet homme est par nature un animal politique* » (Ch. Pasqua visant G. Marchais)

56/ « *La politique de la France ne se fait pas à Wall Street.* » (M. Debré)

57/ « *La France manque d'huile de pierre, mais elle a des concepts en béton.* » (F. Bouygues)

58/ « *On ne tire pas sur une ambulance.* » (J. Chaban-Delmas)

59/ « *Pour ne rien vous cacher, vos migrants m'intéressent.* » (V. Giscard d'Estaing)

60/ « *Les Français vivent au-dessus de la moyenne.* » (R. Barre)

61/ « *Que les démocraties seront heureuses quand les présidents seront philosophes ou que les nouveaux philosophes seront présidents !* » (A. Finkielkraut et B.-H. Lévy)

62/ « *À l'ère des médias-rois, le talent d'un petit télégraphiste peut suffire à libérer l'Afghanistan.* » (L. Brejnev)

RÉPONSES

■ QCM

1 bis : Réponse B

Cette réplique figure dans *Nekrassov* (1955)... mais en des termes parfaitement contraires ! Le personnage de Nekrassov, faux ministre soviétique qui est censé avoir fui Moscou pour dénoncer la grande misère russe, déclare en fait : « *Désespérons Billancourt ! Désespérons Billancourt ! [...] Je désespère les pauvres ? Et après ? [...] Je calomnie l'URSS ? C'est exprès ; je veux détruire le communisme en Occident.* » (Cinquième tableau)

Cette pièce de Sartre est en effet une vigoureuse satire de la presse bourgeoise qui, pour vendre du papier et nourrir l'anticommunisme primaire, organise cette imposture d'un pseudo ministre dissident, lequel « désespère » donc « Billancourt », fief et symbole du prolétariat français, qui fondait ses espoirs sur la réussite du socialisme en URSS. C'est à tort qu'on a tendancieusement prêté à l'auteur Sartre la parole « *Il ne faut pas désespérer Billancourt* », comme s'il avait sciemment justifié le droit de tromper les masses dans leur bien. L'examen du texte montre pourtant que, s'il attaque radicalement les mensonges bourgeois, il n'en ironise pas moins sur la phraséologie communiste.

2 bis : Réponse C

Le baron de Jarnac, en 1547, au cours d'un duel historique en présence de la cour royale, battit son adversaire La Châtaigneraie (qui lui était en principe supérieur) d'un coup au jarret habile mais inattendu. Un « coup de Jarnac » se dit depuis d'une manœuvre inattendue, avec une nuance (injustifiée) de déloyauté. On ne manqua pas d'en faire un procédé favori de F. Mitterrand, né à Jarnac, en 1916.

N.B. Bien entendu, il n'y a jamais eu de « congrès du PS » à Latché, résidence personnelle de F. Mitterrand ! C'est en juin 1971, au congrès d'Épinay, que celui-ci devint Premier secrétaire du PS.

3 bis : Réponses A et B

Lamartine fut le premier en effet à prononcer cette phrase : « *La France est une nation qui s'ennuie* » (en 1839). Il s'y référa lui-même dans un discours ultérieur : « *J'ai dit il y a quelques années, à la tribune, un mot qui a fait le tour du monde [...] j'ai dit un jour : **La France s'ennuie !*** » La formule fut reprise par le journaliste Pierre Viansson Ponté, en première page du *Monde* daté du vendredi 15 mars 1968 (c'est-à-dire publié le jeudi 14), sous le titre : « *Quand la France s'ennuie...* ». L'auteur analysait la morosité d'une société

française anesthésiée : « *Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient [...] La jeunesse s'ennuie [...] Le général de Gaulle s'ennuie [...], etc.* ». Le réveil qui s'ensuivit huit jours plus tard (début de la contestation étudiante le 22 mars à Nanterre), quasi annoncé dans cet éditorial, rendit célèbre... la phrase du journaliste, dont on ignore souvent (l'ignorait-il lui-même ?) qu'il s'agissait d'une allusion historique !

4 bis : Réponse B.

Lors des présidentielles de 1974, le candidat de l'Union de la gauche, F. Mitterrand, exhibait souvent sa sensibilité aux malheurs des Français malmenés par la droite (« *Ce dont j'ai le plus souffert, c'est de constater que la majorité des Français comptait bien peu pour le gouvernement, et quels Français ! ceux qui produisent, ceux qui travaillent, ceux qui supportent les rigueurs d'une vie difficile* », 20-04-74). C'était aussi une façon de présenter son adversaire, V. Giscard d'Estaing, comme indifférent à toute justice sociale. Le soir du grand débat entre les deux candidats (10 mai 1974), Mitterrand jugea qu'il était grand temps de partager entre tous les Français les richesses produites par tous : « *[...] c'est presque une question d'intelligence, c'est aussi une affaire de cœur.* » La réponse de Giscard d'Estaing fut cinglante : « *D'abord, je vais vous dire quelque chose : je trouve toujours choquant et blessant de s'arroger le monopole du cœur. Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur.* » La stratégie de Mitterrand était visée... au cœur : cette réplique fit mouche.

5 bis : Réponse D

Dans *Britannicus*, Racine prête ces mots à Néron (vers 1314). Celui-ci doit en effet ménager Britannicus, qui est son rival à la fois comme prétendant au trône et comme amant de Junie. Il feint donc de se réconcilier avec lui ; il le fera empoisonner peu après... Rappelons qu'au XVII^e siècle, le verbe *embrasser* a d'abord le sens concret d'*êtreindre avec ses bras*, ce qui donne toute sa saveur à la métaphore racinienne. Ce vers, justement célèbre, apparaît ainsi comme le mode d'emploi d'une pratique largement « autorisée » dans la vie politique. F. Mitterrand ne disait-il pas en mai 1981, quelques jours après avoir fait entrer des ministres communistes dans le gouvernement Mauroy : « *Ma politique d'alliance avec les communistes consiste à les faire disparaître.* »¹ ? (cf. aussi **réf. 41 bis**).

N.B. Bien entendu, F. Mitterrand n'a pas cédé à M. Rocard sa place de premier secrétaire à la tête du PS en 1978. Rocard n'occupera ce poste que brièvement, en 1993-94, contre l'avis du président.

1. *La Décennie Mitterrand*, par P. Favier et M. Martin-Roland, Tome 1, p. 77, coll. Points, Seuil

6 bis : Réponse A

On pourrait croire cette sentence d'un chef de guerre manichéen ou d'un paranoïaque célèbre : le « parano », qui se sent maladivement persécuté, considère en effet comme ennemis tous ceux qui ne rejoignent pas son camp, justifiant ainsi par avance leur élimination... Cette formule est en réalité prononcée par Jésus-Christ (Matthieu, XII, 30). Une telle intransigeance s'explique sans doute par l'horreur qu'éprouve le Christ pour les « tièdes », ceux qui refusent par lâcheté de s'engager dans la voie de son amour (cf. le commandement : « *Aime ton prochain comme toi-même* »). Ainsi formulée, cette sentence n'en a pas moins servi de caution aux brutalités du fanatisme, de l'Inquisition et des guerres de religion.

7 bis : Réponse C

C'est la conclusion de *La Résistible ascension d'Arturo Ui* (Bertolt Brecht, 1941), parabole de l'essor d'un nazisme toujours prêt à renaître de ses cendres. Notons que le « *ventre fécond* », à l'époque où cette pièce fut écrite, était encore gros de toutes les choses immondes qu'il allait engendrer. Une référence littéraire qui est donc bien une éternelle leçon de vigilance politique !

8 bis : Réponse B

Cette formule fut prononcée par Thiers le 13 novembre 1872, dans une allocution à l'Assemblée nationale. Il dit précisément, et absolument : « *Tout gouvernement doit être conservateur et nulle société ne pourrait vivre sans un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice, ou ne sera pas* ».

Voilà un paradoxe subtil, qui frappe par sa facture géométrique, dont la concision formelle suffit à faire taire toute contestation. Sur ce modèle (*X sera [ce qui semble] le contraire de X, ou ne sera pas*), d'innombrables pastiches ont été calqués, par exemple celui d'André Breton : « *La beauté sera convulsive, ou ne sera pas.* » Ou encore la référence suivante, faussement attribuée à Malraux.

9 bis : Réponse C

Cet oracle, prêté par on ne sait quels journalistes à Malraux, dénonce les impasses de nos sociétés matérialistes. Il a été ressassé à la fin du XX^e siècle, à propos des sectes, du renouveau religieux de certaines églises, ou de l'expansion de l'islamisme. Le problème, c'est que Malraux a récusé cette prophétie : « *On m'a fait dire que le XXI^e siècle sera religieux. Je n'ai jamais dit cela, bien entendu, car je n'en*

sais rien. Ce que je dis est plus incertain. Je n'exclus pas la possibilité d'un événement spirituel à l'échelle planétaire. » (Malraux au Point, en 1975)

10 bis : Réponse A

Ce baron du communisme, si l'on nous permet cette expression, n'est autre que Georges Marchais, secrétaire général du PCF.

Le PC et le PS, dans le Programme commun, s'étaient montrés très réservés sur la « force de frappe » gaulliste (la « dissuasion nucléaire »). La question devait de toute façon être réexaminée lorsqu'il fut temps d'actualiser le programme commun, en 76-77. Or, voici que F. Mitterrand, sans prévenir ses partenaires, émet l'idée d'un référendum sur la force de dissuasion nucléaire (en juillet). C'était assez pour précipiter le retour de G. Marchais aux affaires, et hâter la rupture de l'union de la gauche (en septembre). C'est au cours de l'émission « Cartes sur Table » (A2, 1^{er} février 1978) que le secrétaire évoque ce retour si précipité qu'il dut « prier » son épouse Liliane de faire les valises !

11 bis : Réponse A

En janvier 1978, le mécontentement était à son comble en France. Les sondages n'écartaient pas la possibilité d'une victoire de la gauche aux législatives. Au cours d'une tournée (pré-électorale) en Bourgogne, Valéry Giscard d'Estaing prit la parole à Verdun-sur-le-Doubs, le 27 janvier, à la fois pour dissuader les électeurs de faire un mauvais choix et se présenter comme un président de la République au-dessus de la mêlée. Cela donna le discours quelque peu jésuitique d'un responsable qui, tout en refusant d'avoir l'air partisan, préconisa le « **bon choix** » qui s'imposait aux citoyens : « *Le président de la République n'est pas un partisan, il n'est pas chef de parti. Mais il ne peut pas rester non plus indifférent au sort de la France. Il est à la fois arbitre et responsable. [...] Comme arbitre, je m'expliquerai avec modération, hors des polémiques et des querelles de personnes. Comme responsable, je vais vous parler du bon choix.* »

N.B. Le responsable de la revue *Que choisir* était alors François Lamy (sans lien avec « Pascal Lamy », actuel directeur général de l'OMC). Par ailleurs, Jean-Paul II ne devint Pape qu'en octobre 1978...

12 bis : Réponse B

C'est l'économiste Jean Fourastié qui, le premier, a qualifié de « *Trente Glorieuses* » les 30 années de croissance économique de la société française de 1945 à 1975. Il se référait intentionnellement aux journées révolutionnaires des 27/28/29 juillet 1830, dites « *Les Trois Glorieuses* », qui préludèrent à cette autre période historique de prospérité que fut la « monarchie de juillet ». À une différence près,

c'est que pour lui les « Trente Glorieuses » ont révolutionné la France imperceptiblement, sans en avoir l'air, comme l'indique le titre complet de son essai : *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible*, paru en 1979. On a gardé l'expression et oublié le livre : un bel exemple d'auteur « cannibalisé » par son propre discours !

■ Le test de l'adjudant-chef : 10 références à rafraîchir

13 bis : « *La politique est l'art du possible.* »

Cet adage est attribué par plusieurs auteurs à Léon Gambetta (1838-1882) : il peut surprendre si l'on a en mémoire la fougue du personnage, lors de ses premières interventions d'homme de gauche. Il cadre assez bien, en revanche, avec le politicien de la fin des années 1870, plus modéré, et prônant une démarche consensuelle qui fut nommée « l'opportunisme »... La question est de retrouver l'endroit précis de ses discours où se trouve cet aphorisme, peut-être emprunté à d'autres que lui, et devenu proverbial (Chirac l'a repris en 1995, sous la forme : « *La politique est l'art de rendre possible ce qui est souhaitable* »).

14 bis : « *Le pouvoir est au bout du fusil.* » (Mao Zédong, 1938)

Ce « grand timonier », futur grand pilote de la Chine populaire, est donc le Mao des années 1930 (qu'on appelait alors Mao Tsé Toung). Celui-ci professait que seule une guerre révolutionnaire pouvait faire de son pays une république démocratique, en renversant le pouvoir réactionnaire – lui-même organisé militairement. D'où cet étrange éloge du fusil : « *Avec le fusil, on peut tout obtenir [...]. La classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent vaincre les classes armées de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers que par la force du fusil. En ce sens, on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil. Nous sommes pour l'abolition des guerres ; la guerre, nous ne la voulons pas. Mais on ne peut abolir la guerre que par la guerre. Pour qu'il n'y ait plus de fusils, il faut prendre le fusil.* » (*Problèmes de la guerre et de la stratégie*, 1938).

Le problème de nos « libérateurs », c'est qu'il est toujours plus facile de prendre les armes que de les déposer.

N.B. **L'autre réponse.** Si vous avez bien lu, vous avez pu remarquer que, « sans transition », l'interrogation de notre adjudant-chef pose cette autre question : *de quelle guerre a-t-on pu dire qu'elle était drôle ?* Il s'agit bien sûr de la « drôle de guerre », cette étrange période de septembre 1939 à mai 40 où la France, pour être sûre de remporter la défaite, attendit sans bouger que l'Allemagne se fortifie. L'expression « drôle de guerre » provient d'un article de Roland Dorgelès paru en octobre 1939 (source : *Quid* 2004).

15 bis : « *La terre, elle, ne ment pas.* » (Ph. Pétain, 1940)

Cet apophtegme du maréchal Pétain, qui sera repris sur une affiche vichyssoise en 1941, est issu de son « Message aux Français » du 25 juin 1940 : « *La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre secours. Elle est la Patrie elle-même.* » D'où un nécessaire retour aux valeurs ancestrales (cf. la devise *Travail, Famille, Patrie*) : car si la terre « *ne ment pas* », elle, c'est bien entendu par opposition aux bavardages de la démocratie « parlementaire », dont la démagogie mensongère mène à l'impuissance politique.

Si l'on doit demeurer réservé à l'égard de cette mythologie droitière et aux dérives qu'elle a cautionnées, on peut néanmoins regretter que l'image de la terre en ait été compromise. Car il est vrai que la Terre et le Temps demeurent des repères fondamentaux de l'existence humaine, avec lesquels il est difficile de tricher.

16 bis : « *Les Français parlent aux Français.* » (de Gaulle, 1940)

C'est évidemment le général de Gaulle qui, en 1940, incarna la « voix de la France » parlant aux Français qui refusaient de se soumettre. Mais on peut aussi répondre à cette question que ce sont les Français eux-mêmes qui s'exprimaient à travers sa parole, puisque l'émission entretenant la flamme de la Résistance sur la BBC avait précisément pour titre : « *Les Français parlent aux Français* ».

17 bis : « *L'Algérie, c'est la France.* » (Mitterrand, 1954)

C'est bien entendu... François Mitterrand, qui, le 12 novembre 1954 à l'Assemblée nationale, exprime en ces termes la position du gouvernement français, en parfait accord avec le président du Conseil, Pierre Mendès-France. Il s'agit de réprimer les premières émeutes des partisans de l'indépendance algérienne : « *L'Algérie, c'est la France. Et qui d'entre vous, mesdames, messieurs, hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ?* » Ces propos sont reproduits tels quels dans le Journal officiel.

N.B. Quant au général de Gaulle, il a dit plus précisément, le 6 juin 1958 à Mostaganem : « *Vive l'Algérie française !* », deux jours après avoir jeté à la foule immense qui l'acclamait son fameux : « *Je vous ai compris !* »... On sait qu'il agira dans un sens diamétralement opposé.

18 bis : « *Les murs ont la parole.* »

Jusqu'alors, la sagesse proverbiale avait énoncé une vérité d'expérience : les murs ont des oreilles. En 1968, tout à coup, les murs « prirent » la parole, celle des étudiants et militants qui les couvraient d'aspirations libertaires, en écrivant précisément : « *Les murs ont la parole* », selon la mode chinoise des « dazibaos » ! Ce slogan fut d'ailleurs le titre choisi par l'éditeur Tchou pour recueillir la plupart des formules de mai 1968.

19 bis : « *Nous sommes tous des juifs allemands !* » (Cohn-Bendit)

Daniel Cohn-Bendit, l'un des meneurs de la contestation étudiante à partir de mars 1968, se vit reprocher par les autorités d'oser troubler la France alors qu'il était de nationalité allemande. Il fut d'ailleurs interdit de séjour de mai 68 à 1978 (ce qui n'empêcha pas son retour clandestin, le 28 mai). C'est à l'occasion de ces événements que, parodiant le titre du film d'André Cayatte *Nous sommes tous des assassins*, il stigmatisa par cette formule une certaine xénophobie française (cf. réf. 159).

20 bis : « *La télévision, qu'on le veuille ou non, c'est la Voix de la France.* » (Pompidou, juillet 1970)

Non, ce n'est pas de la « Voix » du général de Gaulle que Pompidou parlait, lorsqu'il justifia le droit de regard de l'État sur le petit écran et la nécessaire orthodoxie des journalistes : c'est de la télévision elle-même, – l'ORTF à l'époque. Elle était pour lui une institution qui ne pouvait se permettre de contredire la politique officielle. Il le déclara lors de la conférence de presse du 2 juillet 1970 : « *L'ORTF, qu'on le veuille ou non, c'est la Voix de la France* ». Et il le répéta le 21 sept. 1972 : « *Qu'on le veuille ou non, la télévision est considérée comme la Voix de la France, et par les Français, et par l'étranger. Cela impose une certaine réserve* »¹.

1. *Le Monde* daté du 23-09-72, page 2, sixième colonne en bas.

21 bis : Bokassa 1^{er}... empereur de Centrafrique

Jean-Bedel Bokassa, ex-officier de l'armée française, prit le pouvoir (par un coup d'État) en 1966. Six ans plus tard, il se déclara « président à vie » de la République de Centrafrique, puis se fit couronner empereur, peu avant d'être destitué (1977). C'est en 1973 qu'il offrit à V. Giscard d'Estaing, grand chasseur en Centrafrique, une fameuse « plaquette de diamants » – affaire qui devait compromettre la (future) réputation du chef de l'État français, dont la complaisance était sans limite à l'égard de Bokassa 1^{er}. En témoigne cette allocution : « *Bonjour, monsieur le président à vie, [...] Croyez bien, monsieur le président à vie, mon cher parent et ami, que la France ressent profondément cette solidarité envers la République Centrafricaine, etc.* » (*Le Monde* du 7-03-75, p. 7, 1^{ère} colonne en haut).

22 bis : Abandon de la dictature du prolétariat : janvier 1976 !

Le concept de « *dictature du prolétariat* » fut élaboré par Marx et largement développé par Lénine. Il est dans la logique de la lutte des

classes. Pour renverser la dictature qu'exerce la bourgeoisie (y compris sous les espèces d'une démocratie formelle), le prolétariat doit lui-même pendant un certain temps exercer un pouvoir dictatorial, ne serait-ce que pour étouffer toute tentative contre-révolutionnaire de l'ancienne classe dominante. Mais cette « *dictature du prolétariat* » n'est en principe qu'une transition vers la société sans classes.

Naturellement, l'évolution des pays dits « communistes », au fil du XX^e siècle, sembla montrer que cette transition, non seulement se prolongeait, mais qu'elle s'était muée en dictature d'une nouvelle classe minoritaire, nommée « bureaucratie », qui tyrannisait le bon peuple... Le concept issu du marxisme-léninisme paraissant de moins en moins convenir à l'idéal socialiste, Georges Marchais, au nom du PCF, annonça donc l'abandon de la « dictature du prolétariat », le 7-1-1976 sur Antenne 2 : « *Le parti communiste [...] sait s'adapter aux conditions de son temps. Or, aujourd'hui, le mot "dictature" ne correspond pas à ce que nous voulons. Il a une signification insupportable, contraire à nos aspirations, à nos thèses. Même le mot « prolétariat » ne convient plus, car nous voulons rassembler, avec la classe ouvrière, la majorité des travailleurs salariés.* » Comme le font remarquer P. Desalmand et Ph. Forest¹, cette évolution ouvrait la porte à la « collaboration de classes », laquelle se concrétisa, en 1981, avec l'entrée des communistes dans le gouvernement Mauroy.

1. *100 grandes citations expliquées*, Marabout, 1992.

■ Quelques expressions au fond de nos mémoires

23 bis : « *Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur.* »

Cette réplique de Figaro, dans *Le Mariage de Figaro* (V, 3), est effectivement la devise du journal qui a emprunté son nom. Reste à savoir si l'esprit de ce quotidien a conservé la vitalité satirique du personnage.

24 bis : « *Le poids des mots. Le choc des photos.* »

Slogan lancé par *Paris-Match* en 1976, pour résumer en quelque sorte son programme d'éducation populaire.

25 bis : « *La liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.* »

C'est la devise que se donne – en dernière page – le *Canard Enchaîné*. Il s'agit d'un pastiche évidemment beaucoup plus subtil que l'antique slogan (tautologique) dont il s'inspire : « La pile X ne s'use que si l'on s'en sert ».

26 bis : « *Make love, not war.* » (*Faites l'amour, pas la guerre*)

Cette formule fétiche, reprise en mai 68, date en réalité de 1962. Elle est née lors d'une manifestation des étudiants américains contre l'intervention militaire des USA, au Vietnam (qui débute en 1961). Parmi les divers pastiches qui en furent faits, citons celle des paysans du Larzac luttant (en 1978) contre la transformation de leurs terres en camp militaire : « *Faites labour, pas la guerre !* » L'un d'eux était d'ailleurs promis à un bel avenir militant : José Bové.

27 bis/ 30 bis : **Autres slogans de mai 68**

- . « *Métro, boulot, dodo* »
- . « *Ouvrez les yeux, fermez vos télé. Vous êtes concernés.* »
- . « *Sous les pavés, la plage* »
- . « *Soyez réaliste, demandez l'impossible !* »
- . « *L'imagination au pouvoir !* »
- . « *Vivre vite et mourir jeune* »
- . « *Il est interdit d'interdire* »

Voir aussi la référence **34 bis**.

■ Pastiches... redressés !

31 bis : « *Je voudrais regarder la France au fond des yeux.* »

Tel est l'étrange désir qu'avoua le candidat à la présidence de la République qu'était V. Giscard d'Estaing en 1974. Il reprit cette phrase à la télévision les 19 et 22 avril. On lui avait conseillé, dit-on, de mettre à profit la fixité hypnotique de son regard pour fasciner les citoyen(ne)s. Soucieux d'éviter que ce pouvoir du regard parût aussi le regard du pouvoir, il ajouta cette antithèse étudiée : « *Dans cette campagne, j'ai dit que je voulais regarder la France au fond des yeux, mais je voudrais aussi atteindre son cœur.* » (22-04-74). On comprend donc, s'agissant d'un ministre des Finances, le sens et le sel du pastiche : « Je voudrais curer la France jusqu'au fond des dents. »

32 bis : « *Du passé, faisons table rase.* »

Cette injonction est un vers de *L'Internationale*, chanson révolutionnaire dont le texte fut écrit en 1971, pendant la Commune, par Eugène Pottier. On peut en retrouver l'historique et les diverses variantes à la page 951 du *Quid 2004*. Le pastiche « *De l'avenir, faisons table rose* », qui correspond assez bien au rêve socialiste de la fin des années 70 (dont la rose était le symbole et le logo), n'a évidemment jamais été prononcé. Il provient d'un pamphlet percutant, publié avant les élections de 1986 contre le pouvoir dit « socialiste », où l'on en trouve d'autres aussi cinglants que celui-ci : « *Le capitalisme, une idée qui fait son chemin.* »¹

1. *La Deuxième droite*, Jean-Pierre Garnier/Louis Janover, Laffont, 1986, p.101.

33 bis : « N'ayez pas peur ! »

Cette parole fut adressée au monde par le nouveau pape Jean-Paul II, le jour de son intronisation (22-10-1978). Elle appelait les chrétiens à vivre leur foi sans crainte, face au monde moderne, en particulier les catholiques des pays de l'Est, toujours en proie à l'anticléricalisme de leurs dirigeants. Mais selon un commentateur digne de foi, cet appel est à comprendre dans son sens le plus large : « *C'était un encouragement adressé à tous les hommes, afin qu'ils surmontent la peur que leur inspirait l'état du monde, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, au Nord qu'au Sud. N'ayez pas peur de ce que vous avez vous-même créé, n'ayez pas peur de tout ce qui, dans ce que l'homme a produit, risque de se retourner contre lui ! En un mot, n'ayez pas peur de vous-même !* » Ce commentateur est d'ailleurs Jean-Paul II lui-même, dans le livre *Entrez dans l'Espérance* (Plon/Mame, 1994).

N.B. Un tel impératif ne pouvait donc pas être prononcé lors du centenaire des apparitions de Lourdes (en 1956), ni par ce pape (élu en 78) ni par le futur cardinal Lustiger. Il va de soi que cet appel ne pouvait pas davantage être accompagné du commandement « *Jouissez sans entraves* », lancé par des étudiants en mai 68, et non encore d'actualité dans la sainte Église catholique, apostolique et romaine...

34 bis : « Vivez sans temps morts : jouissez sans entraves. »

Slogan-type de l'an 1968, qui complète la liste donnée ci-dessus (réf. 27 bis), et n'a effectivement rien à voir avec la pensée du futur cardinal Lustiger (qui était alors aumônier des étudiants, au « Centre Richelieu », près de la Sorbonne).

35 bis : « Le socialisme, une idée qui fait son chemin. »

Tel est le slogan de l'affiche PS, lors des législatives de 1978. Le visuel (repris en 1981) présentait François Mitterrand en gros plan, sur fond de campagne française (avec plaines, village et clocher lointains), véritable incarnation d'un « socialisme à la française »... qui sera abandonné au fil des années 82-84 (cf. réf. 70 et 78).

■ **Un disque dur enfin en ordre chronologique...**

Voici la reconstitution des 12 expressions authentiques, les autres n'étant que des extraits de slogans :

36 bis : La « révolution culturelle » (Chine de Mao, 1966-1969)

La « révolution culturelle » désigne historiquement la période 1966-69, au cours de laquelle Mao Zedong, pour lutter contre le « révisionnisme » des cadres et des intellectuels du Parti, créa les fameux *gardes rouges*, chargés de promouvoir la révolution en épurant les responsables en place.

D'un point de vue théorique, la « révolution *culturelle* » (au sens large du mot « culture ») se fondait sur deux principes. D'une part, sur l'idée que la guerre révolutionnaire doit toujours demeurer sous le contrôle des « masses », dont la vigilance et la vitalité doivent empêcher le retour des anciennes idéologies ou la confiscation du pouvoir par une bureaucratie. D'autre part, sur l'idée que l'instauration de la « dictature du prolétariat » et d'un nouvel ordre économique ne suffisent pas : il faut sans cesse éduquer et rééduquer, travailler à la conscientisation du peuple, car s'il est vrai selon Marx que la « conscience sociale » est le produit de l'infrastructure matérielle de la société, il n'en faut pas moins reconnaître et intensifier le processus inverse, c'est-à-dire « *l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique* ». Ainsi la révolution sera-t-elle totale.

D'un point de vue plus pratique, cette « révolution culturelle » fut surtout le moyen pour Mao et les maoïstes d'éliminer leurs adversaires, non sans faire au passage quelques millions de victimes.

37 bis : Le « *socialisme à visage humain* » (Tchécoslovaquie, 1968)

Au moment même où éclataient les révoltes de mai 68, il se produisait en Tchécoslovaquie un notable assouplissement du régime socialiste, sous la houlette du nouveau Premier ministre O. Cernik et du premier secrétaire du PC, Alexandre Dubcek. Ce fut le « *printemps de Prague* », dont le programme de libéralisation promettait ce fameux « *socialisme à visage humain* » dont la gauche française rêvait depuis longtemps. Mais les chars de Moscou et les troupes du Pacte de Varsovie veillaient : il ne fallait pas qu'un tel modèle devînt contagieux en Europe de l'Est. Le « *printemps de Prague* » fit place à l'été soviétique, les Russes envahissant la Tchécoslovaquie en août 68. Le 16 janvier 1969, l'étudiant Jan Palach s'immolera par le feu, place Wenceslas, pour protester contre l'occupation soviétique.

38 bis : « *Bonnet blanc et blanc bonnet* » (présidentielles, 1969)

Lorsqu'en 1969 le président de Gaulle démissionna, de nouvelles présidentielles opposèrent – au sein de la majorité régnante – deux candidats qu'on ne pouvait guère considérer comme « progressistes » : le centriste Alain Poher et le gaulliste Georges Pompidou. Certaines personnalités de gauche avancèrent alors l'idée que le sénateur Alain Poher était tout de même un candidat plus rassurant que son concurrent. Position que le candidat communiste Jacques Duclos pourfendit hautement en estimant que les deux rivaux feraient des politiques équivalentes : « *C'est blanc bonnet et bonnet blanc* » dit-il, en citant un proverbe éminemment populaire.

39 bis : « *Il est nécessaire que les casseurs soient les payeurs.* »

Cette phrase fut prononcée par Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, dans un entretien télévisé, le 7 avril 1970. Parlant des troubles qui agitaient le pays, il fit remarquer qu'il était inadmissible que l'on puisse – aussi bien à l'Université que dans d'autres domaines « *saccager, littéralement briser, endommager, détruire des bâtiments et des installations et du matériel. Et il est nécessaire que les casseurs soient les payeurs* ». La « loi anti-casseurs » fut votée peu après (malgré l'opposition de la gauche, qui y voyait une entrave au droit de manifester). L'expression de Chaban-Delmas est restée dans les mémoires. On l'a notamment évoquée à propos des pétroliers poubelles, depuis le naufrage de l'Amoco Cadiz jusqu'à celui de l'Erika...

40 bis : « *Petit Livre rouge* » (Mao, 1971)

Pour faciliter la formation des *gardes rouges* et les aider dans le travail d'épuration idéologique qu'impliquait la « révolution culturelle » (cf. réf. 36 bis), Mao Zedong constitua un recueil de citations extraites de ses œuvres principales : le *Petit Livre rouge*, véritable bible du maoïsme. L'ouvrage, tiré à 800 millions d'exemplaires (de juin à septembre 1971), fut traduit en de nombreuses langues.

41 bis : « *Le Programme commun* » (la gauche, 1972)

Le « programme commun de la gauche », (dont l'idée fut émise dès 1962 par le PCF), fut signé le 27 juin 1972 par le PS, le PC et le Parti radical. Il exposait les points principaux de la politique que mènerait, au gouvernement, l'Union de la gauche. Plus communément appelé « programme commun », il fut une référence de base de nombreux débats, électoraux ou non, durant les années 1970. D'un côté, la droite pronostiquait à la fois l'écroulement du pays et la dictature communiste si ce programme était appliqué ; de l'autre, les communistes suspectaient leurs alliés d'en trahir l'esprit ou de vouloir récupérer leur électorat en phagocytant le parti (cf. ce que déclara F. Mitterrand à Vienne, fin juin 72, devant l'Internationale socialiste : « *Notre objectif fondamental, c'est de construire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste...* »). Quoiqu'il en soit, le mythe du « programme commun » persista bien au-delà de la « rupture » de l'Union de la gauche (en septembre 1977).

42 bis : « *Messieurs les Censeurs, bonsoir !* » (M. Clavel, 1973)

Il y avait, fin 1973 à la télévision française, des débats qu'arbitrait (déjà) Alain Duhamel. Chacun des deux invités avait droit de projeter

un film de quelques minutes exposant *librement* son analyse de la situation. Le maire de Tours, Jean Royer, fut ainsi opposé à un écrivain connu, Maurice Clavel. Et voici qu'en voyant paraître son film sur l'écran, M. Clavel constata qu'il avait été censuré par les organisateurs de l'émission. Dénonçant cette violation de la liberté d'expression, il se leva et quitta le plateau en déclarant : « *Messieurs les Censeurs, bonsoir !* ».

43 bis : « *Vous êtes un homme du passé.* » (Giscard d'Estaing, 1974)

Telle est la définition et l'image que tenta de donner V. Giscard d'Estaing de son rival F. Mitterrand, lors du débat télévisé du 5 mai 1974, peu après l'avoir transpercé du fameux « *Vous n'avez pas le monopole du cœur* » (cf. **réf. 4 bis**). Voici quelques unes des banderilles verbales qui servirent à dresser cette image passéiste :

« *Alors, M. Mitterrand part d'un raisonnement sur le passé. J'aurais préféré, et je le lui ai dit, que nous parlions de l'avenir. Je n'arrive pas à le faire parler de l'avenir. C'est impossible. Il parle toujours du passé [...]*

« *Ce qui me frappe dans ce débat, monsieur Mitterrand, je vous le dis très simplement, c'est que vous êtes un homme du passé [...] Je ne peux pas parler de l'avenir avec vous [...]*

« *Vous êtes un homme du passé ; toutes vos évocations à propos de ce que je propose, c'était le passé, c'était 1969, c'était 1962, c'était 1945* »

Il faut se souvenir de ce leitmotiv pour apprécier à sa juste mesure la revanche du candidat socialiste, au cours de cet autre débat décisif que fut l'empoignade du 10 mai 1981 (cf. **Réf. 66** : « *l'homme du passif* »).

44 bis : « *Taisez-vous, Elkabbach !* » (G. Marchais, 1978-81 ; émission « *Cartes sur Table* », Antenne 2)

Selon certains journalistes¹, cette formule attribuée à G. Marchais, et que de nombreux téléspectateurs croient avoir entendue (notamment le 1^{er} février 1978), n'aurait jamais été prononcée. Elle serait née de cette étonnante fabrique d'imaginaire qu'est la mémoire collective, aidée en cela par un sketch de l'imitateur Thierry Le Luron ayant pour titre cette invective. Dans son livre, pourtant intitulé *Taisez-vous, Elkabbach !*, Jean-Pierre Elkabbach déclare lui-même n'en avoir pas retrouvé de trace précise², bien qu'il en cite de nombreuses variantes. Seule l'écoute patiente des six ou sept émissions « *Cartes sur Table* » où Marchais brilla par sa faconde, face aux harcèlements d'Alain Duhamel et de J.-P. Elkabbach, permettra d'en décider.

En attendant, s'il s'avère que Marchais n'a jamais prononcé cette formule, il est sûr qu'il l'a abondamment répétée... coupant sans fin la

parole de ceux qu'il accusait de lui couper la parole. En voici des variantes, tirées du livre d'Elkabbach ou de décryptages personnels : « *Laissez-moi parler, Elkabbach ! pour une fois que je viens ici* », « *Si vous m'empêchez de répondre, je me lève et je m'en vais* », « *Alors, vous me faites venir, et je ne peux pas placer un mot !* », « *M'interrompez pas tout le temps !* », « *Vous êtes un drôle d'arbitre, vous dites donc !* », « *Dites donc, hé ho, hé doucement ! Hé doucement, mon ami !* »

« Marchais, arrête ton char ! » titra *Libération* le mardi 22-01-1980. Il est vrai que la veille, à « Cartes sur Table », le secrétaire du PCF avait justifié, au nom du socialisme et de la paix, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes.

1. Par exemple Jérôme Bourdon, dès 1993 (*Le Monde*, 12-07-93, p. 16).
2. En collaboration avec son épouse, Nicole Avril, (*Flammarion*, 1982).

45 bis : « Bilan globalement positif » (PCF, 1979)

Cette expression figure dans la « Résolution » du Parti communiste français qui fut débattue (et approuvée) lors du XXIII^e Congrès, en mai 1979. Le texte est celui-ci : « *À la question de savoir quel est aujourd'hui l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés et à l'humanité dans son ensemble, nous répondons : le bilan des pays socialistes est globalement positif* ». G. Marchais soutint l'expression à plusieurs reprises, en 1979 et 1980, notamment dans son ouvrage *L'Espoir au présent* (Éditions sociales, 1980).

Naturellement, il fut beaucoup ironisé sur cette formule qui présentait comme des bavures regrettables les horreurs du totalitarisme qui opprimait alors les pays de l'Est (bureaucratie stalinienne, pénurie, famines, liquidations des camarades, goulags, etc.), en laissant entendre que tout le reste était « socialisme » radieux. Un quart de siècle après, l'expression demeure, mais c'est le « bilan globalement positif » du capitalisme multinational, à l'échelon d'une planète mise à mal, qui suscite parfois l'examen critique...

46 bis : « Parler-vrai » (Michel Rocard, 1979)

Le « parler-vrai », si souvent évoqué à propos de Rocard, est le titre d'un livre qu'il publia en 1979. Ce titre renvoyait à la déclaration très « inspirée » qu'il fit le 28-03-78, au soir des élections législatives : « *La gauche vient de manquer un nouveau rendez-vous avec l'Histoire [...] Est-il impossible qu'elle gouverne ce pays ? Est-ce une fatalité ? Je dis non !* ». Déclaration inspirée, certes, mais faussement improvisée – on le sut par la suite...

Si l'effort d'authenticité de ce futur Premier ministre fut parfois indéniable, les résultats n'ont pas toujours été flamboyants. Il fit des

« flops » que d'ailleurs il reconnut lui-même, en particulier son fameux « Appel » de Conflans-Sainte-Honorine, le dimanche 19-10-1980, – appel par lequel il se déclarait candidat à la candidature aux présidentielles de 1981.

47 bis : « Deuxième gauche » (1977/1980)

Appellation recouvrant un ensemble de responsables politiques et syndicaux qui, par opposition à la gauche traditionnelle (jacobine), dénoncent toute forme de totalitarisme, désirent dépasser l'alternative réforme/révolution, s'opposent à l'État-Providence (la société civile n'ayant pas à attendre de l'État un changement venu d'en haut), prônent à la fois un socialisme autogestionnaire et un syndicalisme contractuel. C'est ainsi qu'au congrès de Nantes du Parti socialiste, en juin 1977, Michel Rocard reproche à la « première gauche » d'être « jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste »¹. Quelques années après, H. Hamon et P. Rotman intitulent un essai sur la CFDT *La Deuxième gauche* (Ramsay), Edmond. Maire incarnant celle-ci au niveau syndical comme Michel Rocard l'incarrait au niveau politique. Il va sans dire que les aspirations libérales/libertaires de la « deuxième gauche » semblèrent si proches du « social-libéralisme », auquel les socialistes se convertirent dès les années 83-84, qu'elle put être qualifiée de « deuxième droite » par des intellectuels radicaux².

1. Cité par Serge Halimi dans *Le Grand Bond en arrière*, p. 436 (Fayard, 2005).

2. Cf. *La Deuxième droite*, *op. cit.*

■ **Phrases rectifiées et authentifiées**

48 bis : « La guerre ! c'est une chose trop grave pour la confier à des militaires. » (Clemenceau, 1918)

Ces mots sont de Clemenceau, surnommé « père de la Victoire » en 1918. Ils sont d'autant plus pertinents que les troupes de la Première Guerre mondiale furent surtout constituées de paysans français. Ce sont eux, ces fameux poilus qui ont « tenu » sur le front, en dépit des erreurs stratégiques de nombreux généraux. À noter que de Gaulle n'hésita pas à pasticher cette phrase en 1962, à propos de la réforme de la Constitution : « *La réforme constitutionnelle est une affaire trop sérieuse pour la confier aux députés* » (selon R. Tournoux, *Paris-Match*, 22-09-62). On peut poursuivre : « La justice est une affaire trop grave pour être confiée à des magistrats », « La santé est une chose trop sérieuse pour la confier aux médecins », etc.

49 bis : « La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres. » (Churchill ?)

Ce mot attribué à Winston Churchill n'est pas vraiment de lui. Il l'a sans doute repris de l'homme d'État brésilien Ruy Barbosa (1849-1923) dont il fut contemporain, non sans l'améliorer au passage. En effet, énonçant cette célèbre phrase, Churchill eut soin de la présenter comme une réminiscence : « *Indeed, it has been said that democracy is the worst form of government, except all those other forms that have been tried from time to time.* » (Chambre des Communes, 11-11-1947). À qui se référait-il en déclarant « *il a été dit que* » ? Sans doute à R. Barbosa qui, dans ses *Lettres d'Angleterre*, avait écrit : « *La pire des démocraties est [de] beaucoup préférable à la meilleure des dictatures.* » (P. Dupré, *Encyclopédie des citations*, 1959, p. 484).

50 bis : « Je fais à la France le don de ma personne. » (Pétain, *Appel aux Français*, 17 juin 1940)

Cette phrase fut adressée à la nation par le maréchal Pétain, devenu président du Conseil au lendemain de la démission de Paul Reynaud. Il déclarera trois jours plus tard : « *J'ai été avec vous dans les jours glorieux, je resterai avec vous dans les jours sombres* », avant de signer l'armistice à Rethondes (22 juin). C'est le 10 juillet, à Vichy, que l'Assemblée nationale lui accordera les pleins pouvoirs.

S'il faut se méfier de la démarche christique de tout homme politique affichant son sens du sacrifice, il semble bien que le vieux maréchal, alors âgé de 84 ans, ait été sincère en prononçant sa célèbre formule. Quant à son rival, le général de Gaulle, il fut présenté par l'humoriste Henri Jeanson comme l'auteur d'un « sacrifice » inverse : « *De Gaulle a fait le don de la France à sa personne.* »

51 bis : « Tous les animaux sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres. » (G. Orwell, 1945)

C'est effectivement chez Orwell que se trouve cette formule, reprise à sa façon bien plus tard par Coluche. *La Ferme des Animaux* est l'histoire d'une révolution trahie par ceux qui l'ont menée. Après avoir écrit dans la « Déclaration des Droits des Animaux » que « *Tous les Animaux sont égaux* », les dirigeants s'empressent d'ajouter, pour justifier leur dictature, « *mais certains le sont plus que d'autres* »...

52 bis : « La langue est fasciste. » (Barthes, 1977)

En déclarant « *la langue est fasciste* », lors de son cours inaugural au Collège de France (7-01-77), Roland Barthes a quelque peu choqué. C'était sans doute une coquetterie d'homme de gauche que d'employer le mot « fasciste »... Le contexte explique cependant la sentence : « *La langue, comme performance de tout langage, n'est ni*

réactionnaire, ni progressiste ; elle est tout simplement fasciste ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire. »

La langue, qui classe toute chose dans des catégories et nomme arbitrairement le monde, nous enferme dans une vision préconstruite qui est fatalement une « idéologie ». Son système, en tant que système, conditionne ainsi par d'innombrables moyens ceux qui parlent autant que ceux à qui ils s'adressent : « ***Discourir, c'est assujettir*** ».

53 bis : « J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin *national*. »
(Pompidou, 1969)

Ce mot « historique » de G. Pompidou fut prononcé le 13-02-1969 à Genève, peu après une visite au pape. Le « destin national » désigne, on le sait, la présidence de la République, placée ici dans une perspective plus providentialiste que démocratique (*si Dieu le veut* : et Dieu le voudra, quatre mois plus tard...). En juin 68, Pompidou ayant conduit victorieusement la campagne des élections législatives, à la surprise générale, le général de Gaulle l'évinça de son poste. Il affirma (le 9-09-68) qu'il avait intentionnellement placé son dauphin « ***en réserve de la République*** ». Autre expression restée, comme la première, dans les Annales de la V^e République.

N. B. Serge July eut effectivement un « destin patronal »... à la direction du journal *Libération*.

54 bis : « *les copains et les coquins* » (Poniatowski, 1972)

La « *République des copains et des coquins* », qui vise ce qu'on appelait aussi à cette époque « l'État UDR », est une forte expression énoncée par Michel Poniatowski, sur laquelle Alain Duhamel l'interroge dans le livre-interview *Cartes sur Table* (Fayard, mai 72, p. 143). Le président G. Pompidou avait alors pour Premier ministre le gaulliste J. Chaban-Delmas (UDR) et pour ministre des Finances V. Giscard d'Estaing, président des RI (Républicains Indépendants), dont le Secrétaire était justement Poniatowski. Dans le cadre de ses fonctions, Giscard jouait le jeu de l'unité gouvernementale, mais en tant que chef de parti (et futur rival de Chaban-Delmas aux présidentielles), il confiait à son Secrétaire le soin d'affaiblir le parti gaulliste, auquel on reprochait d'infiltrer l'État de « copains » qui se révélaient des « coquins »... Le succès de l'expression *copains/coquins* vient de ce que le rapprochement des signifiants suggèrent l'équivalence des signifiés – effet produit par la *paronomase*, figure de rhétorique bien connue (*Qui se ressemble s'assemble, Qui s'excuse s'accuse*, etc.).

N.B. *Ma part de vérité* est le titre d'un livre publié par F. Mitterrand en 1969.

55 bis : « L'homme est par nature un animal politique. »

Cette formule, dénuée de tout rapport avec Ch. Pasqua ou G. Marchais, résume la pensée d'Aristote qui écrit : « *Que l'homme soit un animal politique à un plus haut degré qu'une abeille quelconque ou tout autre animal vivant à l'état grégaire, cela est évident.* » (*Politique*, chap. 2). Le mot politique n'a donc rien à voir ici avec cet usage courant qui nous fait dire que certains hommes de pouvoir sont des « bêtes politiques » ! Il prend son sens du grec *polis* qui signifie « cité ». Ainsi, plus que tout autre animal, l'homme se définit par son appartenance à la communauté qui lui préexiste, avec ses lois et ses dieux, et dont il deviendra « citoyen ». Hors de la Cité, il n'y a pas d'humanité. Position qui se trouve aux antipodes de la thèse de Rousseau, pour qui l'homme est seul à l'état de nature, mais aussi de tous ceux qui pensent l'individu comme indépendant de la société.

56 bis : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille. »
(De Gaulle, 28/10/66).

Pour les grands hommes d'État, on le sait, « l'intendance doit suivre » : c'est à la politique de déterminer la marche de l'économie, et non l'inverse. Voilà ce que rappelle le président de Gaulle au cours de cette conférence de presse, la « corbeille » désignant ici la Bourse. C'était une époque, fort ancienne, où la volonté des gouvernants refusait de céder à la « logique » des intérêts financiers.

57 bis : « En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées. »

Slogan compensatoire, chauvin et auto-consolateur, né à la suite de la première crise du pétrole (en 1973), et qui contribua à justifier une politique du « tout nucléaire » déjà fort décriée. L'Agence pour les économies d'énergie développait des argumentaires de ce type : « *En France, on a Astérix, le champagne et la Tour Eiffel, 400 variétés de fromages, mais on n'a pas de pétrole* » ; puis, après nous avoir exhorté à l'économie, concluait par le slogan : « **On n'a pas de pétrole, mais on a des idées.** »

58 bis : « On ne tire pas sur une ambulance. » (F. Giroud, 1974)

Ce précepte de la Croix Rouge fut appliqué (au sens figuré) par Françoise Giroud à la funeste campagne de J. Chaban-Delmas, peu avant le 1^{er} tour des présidentielles (*L'Express* n°1190, paru le lundi 28 avril). Notant que la moindre intervention du candidat ne faisait que précipiter sa déconfiture, F. Giroud conclut : « *Si M. Chaban-Delmas retrouve soudain la faveur du sort, il sera bien temps d'en parler sérieusement. En attendant, on ne tire pas sur une ambulance.* » On ne saurait mieux enrober une phrase assassine dans

un langage de compassion, tant il est vrai qu'une telle formule contribua passablement à faire de l'ambulance un corbillard...

59 bis : « Pour parler franchement, votre argent m'intéresse. » (BNP, 1974))

Ce slogan publicitaire de l'an de grâce 1974 fut abondamment pastiché. Selon Jean Baudrillard, l'affiche de la BNP avait ceci d'« obscène » que le banquier mis en scène avouait à haute voix le « bas » mobile animant sa dynamique entrepreneuriale : l'argent. Attitude d'autant plus choquante (à l'époque) que le protagoniste entendait faire partager cette légitime ambition à son public, en déclarant dans le spot publicitaire correspondant : « *J'aime l'argent, ça, vous le savez. Mais ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que vous aussi vous aimez l'argent.* » Une noble passion devenue aujourd'hui la chose la plus naturelle du monde...

N. B. Concernant la question posée, il va de soi que les « migrants » – clandestins ou non – intéressaient surtout les entreprises qui les faisaient travailler, et non particulièrement V. Giscard d'Estaing, qui fut toutefois à l'origine de la loi sur le regroupement familial

60 bis : « La France vit au-dessus de ses moyens. » (Barre, 1976))

Ces propos du « *meilleur économiste de France* », selon le président Giscard d'Estaing (qui le qualifia aussi de « *Joffre de l'économie française* »), avaient pour objet de légitimer le « plan d'austérité » lancé par Raymond Barre en sept. 76 (dit « plan Barre »). Souvent invoquée depuis 30 ans, cette idée n'a cessé de justifier les plans de rigueur que la « France d'en haut » ne cesse de recommander à la « France d'en bas », au nom du bien commun. À noter qu'en août 1979, à la suite du nouveau « choc pétrolier », R. Barre avait repris cette rhétorique de l'effort pour annoncer de nouvelles restrictions, mais en ménageant cette fois « les plus défavorisés » : « *Dans l'effort supplémentaire qui est nécessaire, il importe que ceux qui sont les plus défavorisés bénéficient d'une atténuation des conséquences des décisions qui seront prises.* » Chacun « bénéficie » de ce qu'il peut...

61 bis : « Que les peuples seront heureux quand les rois seront philosophes ou que les philosophes seront rois ! »

Phrase attribuée à l'empereur Antonin, dans l'article « Philosophe » de *l'Encyclopédie* de Diderot. C'est en réalité Platon qui est à l'origine de cet idéal, puisqu'il fait dire à Socrate, au Livre V de *La République* : « *Tant que les philosophes ne seront pas rois dans la cité, ou que ceux qu'on appelle aujourd'hui rois et souverains ne seront pas vraiment sérieusement philosophes [...] il n'y aura de cesse aux maux de la cité, ni ce me semble à ceux du*

genre humain. » Un philosophe étant au sens originel un « ami de la sagesse », on comprend que le désir de placer la Sagesse sur le trône ait animé tant de penseurs, et quelques souverains, depuis 2500 ans... On comprend aussi qu'il ait engendré autant de déconvenues (celles de Platon auprès du tyran Denys de Syracuse, celles de Voltaire ou de Diderot qui ont voulu croire au « despotisme éclairé » de Catherine II de Russie, ou celle de R. Debray auprès de feu F. Mitterrand).

Il faut dire que le souhait d'inspirer les souverains n'échappe pas à certaines stratégies dont nos chers penseurs ne sont pas toujours exempts. Quand l'homme de Sagesse obtient sa part de Pouvoir, il arrive que la logique du Pouvoir le conduise à oublier la Sagesse.

62 bis. Histoire du « petit télégraphiste » (par F. Mitterrand)

Tel est le qualificatif dont le candidat socialiste affubla le président Giscard d'Estaing, au cours de l'émission « Cartes sur table » du 16-03-81 (Antenne 2). Mitterrand reprochait au chef de l'État d'avoir hésité « onze jours » avant de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan (le 27 décembre 1979). Puis, le 19 mai 1980, d'être allé saluer Leonid Brejnev à Varsovie, en s'imaginant avoir pu infléchir sa politique en Afghanistan ; et, fort de cette conviction, un mois plus tard au sommet des pays occidentaux les plus industrialisés (à Venise), d'être venu – tel un messenger planétaire (« petit télégraphiste » en vérité !) – révéler à ses partenaires que le Kremlin était prêt à retirer une partie de ses troupes de Kaboul. Il faut relire ce récit savoureux, retranscrit dans *Le Monde* du 18-03-81. Selon Mitterrand, c'était pour remercier Giscard de s'être ainsi entremis que *La Pravda* venait de prendre position en sa faveur lors des présidentielles (c'était « le salaire de Varsovie »).

-II-

SOUS MITTERRAND PREMIER,
Les années « tonton »
1981-1988

SOUS FRANÇOIS LE PREMIER...

Grâce et disgrâces en 40 formules

Pourquoi titrer « *Sous François le Premier* » ? Parce qu'évidemment, les expressions les plus « mémorables » sont à mettre au crédit du chef de l'État (ou parfois de ses amis aux commandes du pays), même lorsqu'elles sont « empruntées » à d'autres auteurs. La question n'est donc pas de savoir si le président est « meilleur » que bien d'autres membres de la classe politique (ou commentateurs, plus ou moins critiques, de la « société civile »). Simplement, il est « le » grand timonier, et cette position institutionnelle, relayée par les chœurs médiatiques, fait de ses moindres éternuements des mots d'esprit. Ainsi vont les références : ce n'est pas la qualité intrinsèque des énoncés qui fait leur succès, mais la position de pouvoir de celui qui les formule.

Cependant, c'est là une situation à double tranchant. Si les expressions réussies bénéficient très vite d'une réputation de sublimité, les mots manqués « magnifient » aussitôt la médiocrité de leurs auteurs. Au pays de Molière et du *Canard Enchaîné*, le ridicule tue – il tue encore, et c'est souvent heureux. Raison pour laquelle les inspirations de l'ère Mitterrand, somme toute, ont souvent eu plus d'allure que les productions laborieuses ou cocasses, fussent-elles « *abracadabrantesques* », des « communicants » chiraquiens.

■ 1981 : l'année fertile

fév-mars 81 ► **63.** « *La force tranquille* » (affiche 1981, F. Mitterrand)

Ce slogan « inventé » par le publicitaire Jacques Séguela a marqué pour longtemps la campagne du candidat François Mitterrand en 1981. Dans le sillage de l'affiche « *Le socialisme, une idée qui fait son chemin* » (cf. réf. 35 bis), au sein d'un décor similaire (village au clocher estompé, plaine aux couleurs du drapeau français), le futur président apparaissait comme un terrien inébranlable, sûr de parvenir au terme du chemin qu'il s'est tracé, à qui l'on pouvait donc se fier.

Le « *coup* » de la « *force tranquille* » (cf. l'analyse de Laurent Greilsamer dans *Le Monde* du 13-06-81) fut unanimement salué dans les milieux de la « communication », la question étant de savoir si le slogan avait déterminé ou simplement accompagné le succès du futur président. Car « la force tranquille » a elle-même une histoire qui en relativise l'originalité. Le slogan avait en effet été plusieurs fois utilisé, aussi bien pour illustrer un produit de beauté : « *Drakkar : la force tranquille d'un parfum d'homme* », que pour vanter les bienfaits volcaniques du lait : « *À force tranquille, boisson tranquille... Le lait, une des recettes de vie d'Haroun Tazieff* ». Qu'allait donc faire le leader socialiste dans cette galerie marchande ?

La réponse nous est fournie par l'Histoire. Que J. Séguela et F. Mitterrand en aient été conscients ou non, on doit rappeler que Léon Blum déclarait, le 5 juin 1936: « *Un grand avenir s'ouvre devant la démocratie française. Je l'adjure, comme chef du gouvernement, de s'y engager avec cette force tranquille qui est la garantie de victoires nouvelles.* » (cité par René Bayssière, *Le Monde diplomatique*, juin 1986)

16-03-81 ► **64.** « *L'état de grâce* » (François Mitterrand, Antenne 2)

C'est bien avant les élections présidentielles, et non pas, comme on le croit souvent, au cours des premiers mois qui ont suivi, que Mitterrand employa et consacra cette expression dans son sens politique actuel. Le lundi 16 mars 1981, à l'émission « Cartes sur table », répondant aux questions d'Alain Duhamel et de Jean-Pierre Elkabbach, il souligna la réalité du changement qu'engendrerait l'élection d'un président socialiste : d'une part, il y aurait « *des milliers et des milliers de Français* » prêts à se reconnaître en lui, y compris parmi ceux qui n'auraient pas voté pour le nouvel élu ; d'autre part, celui-ci bénéficierait « *d'un état de grâce que lui accordent les citoyens le temps de justifier la confiance* » qu'ils ont

placée en lui. L'expression « *état de grâce* », fait d'ailleurs l'objet d'un intertitre dans *Le Monde* daté du 18-03-81 (p. 8).

À cette importante émission où le « candidat tranquille » se montra plus que jamais en (futur) président fiable, Georges Marchais (lui aussi candidat) riposta huit jours plus tard en ironisant sur l'expression chrétienne, laissant entendre que les changements politiques ne tomberaient pas du ciel mais de la mobilisation du prolétariat : « *L'“état de grâce”, ce sera la ferme volonté des travailleurs, par la lutte, d'imposer la satisfaction de leurs légitimes revendications* », comme au temps des grèves de 1936.

Peu après, dans un article intitulé « L'utopie socialiste » (*Le Monde* daté du 6-7 avril 1981), Michel Durafour (futur ministre du Mitterrand Second) crie au feu ou au fou : « *La concurrence internationale, pas plus que le parti communiste, ne se laisse séduire par “l'état de grâce” !* »

Ainsi se propage l'expression, qui devient une référence obligée au cours du second semestre 1981, dans des revues (*Esprit*, déc. 81, « État de grâce/État de choc » par J. Julliard) aussi bien que dans les quotidiens (cf. *Le Monde* du 26-09, p. 3, où J.-M. Colombani présente la conférence de presse du 24). La grande question est alors de savoir quand s'achèvera « l'état de grâce », pour les uns dès octobre 1981 (au Congrès de Valence), pour les autres en juin 82 (quand la France compte deux millions de chômeurs et que s'ébauche « la rigueur »).

Dès lors, l'expression « *état de grâce* », qui désignait à la fois un état d'euphorie où tout vous réussit (sens depuis longtemps usité dans le langage sportif) et une période d'innocence où tout vous semble permis – où donc on ne peut rien vous reprocher (sens originel de l'âme lavée de tout péché), va se banaliser et s'appliquer à tout nouvel élu, fût-ce dans le cadre des organismes les plus divers de la société civile. Synonyme : chèque en blanc.

05-05-81 ► (Les quatre expressions qui suivent sont les « incontournables » du grand débat télévisé qui eut lieu le mardi 5 mai, avant le second tour des présidentielles, entre celui qui se définissait comme « citoyen-candidat », Valéry Giscard d'Estaing, et son rival tranquille, François Mitterrand. Plusieurs escarmouches de cet échange font elles-mêmes référence aux altercations célèbres du 10-05-74)

65. « *Vous gérez le ministère de la parole [...] Moi, je gérais la France.* » (Giscard)

Le débat a pris son rythme de croisière, avec divers échanges d'amabilités (« *Vous êtes bien changeant, Monsieur Mitterrand* »/ « *Monsieur Giscard d'Estaing, vous vous êtes toujours trompé* »). Le président en exercice concède en effet deux « revers », la hausse des prix et le chômage, mais qu'il estime dus à « la crise ». François Mitterrand, rappelant ses anciennes promesses, stigmatise l'échec de

la politique économique qui en est résulté. Valéry Giscard d'Estaing lui décoche alors cette réplique (visiblement préparée) : « *Vous me faites penser au mot de Rivarol : "C'est un terrible avantage de n'avoir rien fait ; mais il ne faut pas en abuser." En effet, vous gérez le ministère de la parole, et ceci depuis 1965 ou depuis 1974. Moi, je gérais la France.* »

Le *ministère de la parole*, il est vrai, est le seul dont dispose un opposant. On peut néanmoins rappeler, pour bien apprécier cette expression, qu'elle désigne aussi dans le vocabulaire chrétien la part de l'office consacrée aux homélies : le ministère de la « parole », c'est celui des vœux pieux...

66. « L'homme du passif » ↔ « L'homme du passé » (Mitterrand)

Au fil du débat, plutôt que de défendre son bilan, Giscard d'Estaing a tenté inlassablement d'embarrasser son rival sur sa politique à venir, commettant ainsi l'erreur de « jouer le rôle de challenger » (selon A. Laurens, *Le Monde* du 7-05-81). Ce qu'a fort bien compris Mitterrand qui, soudain rappela l'image dans laquelle l'avait enfermé Giscard sept ans plus tôt (cf. **réf. 43 bis**). En voici les termes : « *Vous ne voulez pas parler du passé, je le comprends bien, naturellement. Mais rappelez-vous le refrain d'il y a sept ans : Mitterrand, l'homme du passé ! C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenu l'homme du passif.* »

On sait que cette réplique ne fut pas improvisée. Dite au moment voulu, aidée par l'allitération, elle fut immédiatement entendue et mémorisée. Le glissement « passé/passif » faisait bien comprendre que le « passé », ce n'était plus le programme du candidat socialiste, mais le bilan du président en place, à qui Mitterrand venait de dire : « *Comment imaginer que vous pourriez faire demain, si vous étiez réélu, ce que vous n'avez pas su faire au cours d'un premier septennat ?* »

67. « Je ne suis pas votre élève. » (Mitterrand)

En 1974, l'image de Giscard d'Estaing bénéficiait d'un atout majeur, celle de la compétence économique – à l'inverse du candidat socialiste, réputé mal à l'aise en la matière. « *D'où vient cette huile ?* » avait interrogé Giscard. Et Mitterrand de répondre « *Elle vient de l'arachide* », se laissant réduire au rôle de l'élève...

Sept ans plus tard, le président sortant voulut récidiver, à propos du cours du deutschemark : « *Nous sommes passés, comme vous le savez, pour le deutschemark... Pouvez-vous me dire les chiffres ?* ». Bien entendu, le candidat socialiste avait prévu le coup : il fit semblant d'hésiter... avant de reprendre l'avantage :

« F. M. : *Je connais bien la chute du franc par rapport au mark entre 1974 et...*

V. G. E. : *Non, non, mais aujourd'hui ?*

F. M. : *Le chiffre de la journée, de la soirée ?*

V. G. E. : *Oui, comme ordre de grandeur ?*

F. M. : *Cela s'est aggravé... D'abord, je n'aime pas beaucoup – hein ! je vais vous dire les chiffres –, je n'aime pas beaucoup cette méthode. Je ne suis pas votre élève et vous n'êtes pas le président de la République ici. Vous êtes simplement mon contradicteur, et j'entends bien...*

V. G. E. : *Oui, et je vous ai posé une question...*

F. M. : *Non, pas de cette façon-là ! Je n'accepte pas cette façon. Je n'accepte pas cette façon de parler.*

V. G. E. : *Le fait de vous demander quel est le cours du deutschemark...*

F. M. : *Non, non, pas de cette façon-là ! Ce que je veux simplement vous dire, c'est que lorsque l'on passe de 1,87 F à 2,35 F environ en l'espace de sept ans, cela n'est pas une réussite pour le franc. »*

N.B. La distinction que fait alors F. Mitterrand entre les deux rôles de son concurrent (candidat/président) sera reprise par J. Chirac à l'adresse de son contradicteur de 1988, F. Mitterrand (cf. **réf. 105**, N.B.).

68. « *Moi, j'ai changé.* » (Giscard)

À la fin du débat télévisé, chaque candidat est amené à conclure. C'est là que le très doué Valéry Giscard d'Estaing commet sa plus glorieuse maladresse et, comme on le dit en termes familiers, se prend littéralement les pieds dans le tapis. Alors qu'il a déclaré au cours du débat « *Vous êtes bien changeant, Monsieur Mitterrand* », le voici qui croit devoir observer que le discours de François Mitterrand « *n'a pas changé* ». En même temps, il déclare que si quelque chose joue en la faveur de ce dernier, c'est « *le goût des Français pour le changement* ». Certes, tout ceci semble argumenté, mais l'impression globale n'est pas nette. Comme, par ailleurs, il ne propose pas d'autre politique que celle qu'il a menée, quand il proclame soudain qu'il a lui-même changé, fort d'une expérience des Français qui l'aurait « *transformé* », et que c'est cela qui va le faire réussir cette fois, on doute de ce « *Moi, j'ai changé* » qui n'annonce rien de nouveau !

15-05-81 - 69. « *Les gens du Château sont partis. Le peuple aura son mot à dire* » (Mauroy à TF1, *Le Monde* du 17-5-1981)

Ce cri de victoire de Pierre Mauroy, à peine nommé Premier ministre, a un indiscutable accent républicain : « *Les gens du Château sont partis. Le peuple aura son mot à dire. Ce dont les*

Français avaient le plus besoin, c'était de dignité. » L'ennui, c'est que bien vite, dans les milieux socialistes bien introduits, le palais de l'Élysée sera familièrement nommé « le Château ». Et comme le remarquent J.-P. Garnier et L. Janover¹, ni le palais ni les ministères ne sembleront majoritairement fréquentés par les rescapés du prolétariat. Deux siècles après 1789, la révolution socialiste aurait-elle consisté en ce qu'une nouvelle « petite-bourgeoisie » chasse la précédente ?

1. *La Deuxième droite, op. cit.*, p. 206.

22-05-81 - 70. « *Socialisme à la française* », « *Changer de société* » (Mitterrand)

Peu avant d'annoncer sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, F. Mitterrand parle longuement avec son ancien collègue (et ami) J. Chaban-Delmas, qui préside l'Assemblée. Ils confrontent leurs idées et leurs stratégies, l'un se voulant plus réformiste (c'est Chaban-Delmas) et l'autre maniant encore le verbe révolutionnaire. D'où ces propos, que rapportent P. Favier et M. Martin-Roland : « *Nous allons créer un socialisme à la française qui concilie justice et liberté [...] Tu voulais transformer, améliorer, changer la société. Moi, je ne veux pas changer la société, je veux changer de société.* »¹ Ces expressions se retrouveront d'ailleurs dans d'autres documents. Espérances des uns, décriées par les autres, elles furent maintes fois reprises dans la presse au cours des années 1980. Puis oubliées ou trahies (cf. **réf. 78**).

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome 1, p. 77 (Seuil, coll. Points).

31-08-81 – 71. « *Le 2 septembre, j'enlève le haut / Le 4, j'enlève le bas* »

Cette campagne publicitaire de l'afficheur Avenir mit en scène une jeune femme en bikini, fraîchement sortie de l'eau, qui déclare le 30 août 81 : « *Le 2 septembre, j'enlève le haut* » ; puis, apparaissant les seins nus deux jours plus tard, annonce : « *Le 4 septembre, j'enlève le bas* » ; et qui le 4, comme promis, s'exhibe totalement nue – *mais de dos* ! Myriam, c'était son nom, tenait parole, mais pas tout à fait comme le public l'avait cru. On a abondamment commenté, célébré ou déploré, ce strip tease mural chargé d'illustrer le slogan : « *Avenir : l'afficheur qui tient ses promesses* ». Mais sans prendre garde aux implications politiques d'un moment où le « socialisme », loin d'avoir tenu toutes les siennes, ne s'apprêtait à les remplir qu'en leur tournant – lui aussi – le dos...

24-09-81 - 72. « **Beaucoup reste à faire !** » (Mitterrand, à la presse)

Tout le monde a observé l'aisance dont fit preuve François Mitterrand, lors de cette première conférence de presse, le 24 septembre 1981. Si aucune expression particulière n'est restée dans la mémoire médiatique (si l'on ose dire), plusieurs nous ont paru intéressantes :

« **Moi, j'ai trouvé cela dans l'escarcelle...** » : il s'agissait des premiers grands groupes industriels français qui s'étaient vendus à des capitaux privés étrangers, ce qui justifiait selon l'orateur le programme de nationalisations en cours (« *Elles sont pour nous une arme de défense de la production française [...] Je refuse une division internationale du travail et de la production, décidée loin de chez nous, obéissant à des intérêts qui ne sont pas les nôtres* »).

« **Le mur d'argent** » : vieille expression, employée par Édouard Herriot en 1926, visant les actionnaires ou financiers cyniques qui expatrient sciemment leurs capitaux, de sorte qu'en ruinant l'économie ils sapent toute politique de gauche éprise de justice sociale. F. Mitterrand reprend habilement l'expression en déclarant : « **Je ne sais pas s'il y a un mur de l'argent, mais j'en connais beaucoup qui s'y sont cassé la tête.** »

« **Le profit n'est pas un facteur de paix sociale.** » Cette formule s'inscrit dans le projet de « rupture avec le capitalisme » annoncé par les socialistes, et largement renié au cours des années qui vont suivre. Vingt-cinq ans après, à l'heure où le profit – nommé « retour sur investissement » – ne semble pas encore avoir engendré le nirvana social, la sentence de Mitterrand peut sembler un doux euphémisme.

« **On me dira : et vous la France ?** » Association traditionnelle de la nation et du représentant censé l'incarner. Être enfin « la France », ô ivresse du pouvoir !

« **Beaucoup reste à faire !** » Formule inattaquable (qui peut prétendre avoir tout fait ?), qui laisse entendre que déjà pas mal de choses sont faites (V. Giscard d'Estaing en disait autant lors du débat télévisé ci-dessus évoqué)... Le « **peuple de gauche** » (autre expression rituelle de l'époque) était invité à cultiver l'espérance.

10-10-81 - 73. « **De Gaulle a doté la France de la force de frappe militaire, je la dote de sa force de frappe économique.** » (Mitterrand)

Cette formulation de Jean Lacouture résume (et améliore) le propos réellement tenu par François Mitterrand, dans l'avion qui le ramenait du Caire, au lendemain des obsèques de Sadate : « *Je fais par les nationalisations ce que le général de Gaulle a fait en matière de stratégie nucléaire : je dote la France d'une force de frappe économique* » (*Le Monde* daté du 13-10-81).

24-10-81 - 74. « *Il ne faut pas non plus dire : “des têtes vont tomber”, comme Robespierre à la Convention, mais il faut dire lesquelles et le dire rapidement.* » (Paul Quilès, Congrès socialiste de Valence)

Cette formule vise les divers acteurs de l'économie ou de l'Administration, qui faisaient obstacle à la politique du gouvernement socialiste issu des élections de mai/juin 1981. Cette maladroite allusion à Robespierre et aux « têtes » qui devaient (symboliquement) « tomber » déclencha un tollé dans la presse. On parla de « *terreur tranquille* » et de « *fascisme rose* », l'auteur fut surnommé « *Robespaul* », si bien que P. Mauroy dut appeler ses camarades à la modération : « *N'oublions pas que nous sommes le gouvernement de la force tranquille* ».

Le contexte permet cependant d'atténuer l'horreur de ces propos. Car il est vrai que de nombreux responsables, n'admettant pas le verdict des urnes, essayaient de saboter les réformes du nouveau pouvoir, en particulier les nationalisations. Il est vrai aussi que P. Quilès, récusant toute « *chasse aux sorcières* », ne faisait allusion qu'aux gens « *déterminés à saboter la politique voulue par les Français, recteurs, préfets, dirigeants d'entreprises nationales, hauts fonctionnaires* »¹. P. Favier et M. Martin-Roland, qui racontent par le menu cet épisode, précisent que le pouvoir socialiste ne « vira », en 1981, qu'une quarantaine de personnes, contre 440 déplacées à l'avènement du président Giscard d'Estaing, en 1974.

N.B. Robespierre avait l'habitude, à la fin de ses discours, de désigner les opposants qu'il fallait guillotiner. La seule fois où il resta dans le vague, le 26-07-1794, il inquiéta tous les membres de la Convention, qui réclamèrent « *Des noms ! Des noms !* » L'orateur se tut ; tout le monde eut peur ; et deux jours plus tard, Robespierre gravissait les marches de l'échafaud. D'où l'allusion de P. Quilès !

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome 1, pp. 159 et suivantes.

13-12-81 - 75. « *Bien entendu, nous allons ne rien faire.* » (Claude Cheysson)

Dans la nuit du 12/13 déc.1981, coup d'État du général Jaruzelski en Pologne : des milliers d'opposants sont arrêtés ; le pays est coupé du monde. Lech Walesa, héros du syndicat Solidarité, est placé en résidence surveillée. On craint une invasion soviétique destinée à briser le processus de libéralisation du régime. Toutes les diplomaties du monde sont en émoi. Cl. Cheysson, ministre des Relations extérieures, est interrogé le dimanche matin 13 déc. par un journaliste d'Europe 1 qui lui demande : « *Le gouvernement français a-t-il l'intention de faire quelque chose ?* ».

Réponse du ministre : « *Bien entendu, nous allons ne rien faire.* » Stupeur des citoyens ! Cet aveu d'impuissance avait un relent

munichoïsis qui alerta les humanistes et surprit les médias. Mitterrand sera le premier à reprocher cette gaffe à son ministre...

Deux raisons expliquaient en réalité cette position. D'une part, la France était bien incapable, surtout seule, d'envoyer des divisions sur le territoire polonais. D'autre part, aucune intervention soviétique ne paraissait menacer Varsovie ; certains estimaient que le général polonais, patriote sincère, n'avait opéré ce coup d'État que pour prévenir une invasion russe, qui eût été irréversible et beaucoup plus sanglante.

Reste que ce mot fit retentir longuement son terrible « *Bien entendu* », qui paraît encore plus piquant dans la formulation qu'en donne Jean Lacouture : « *Naturellement, nous ne ferons rien !* »

■ 1982-1984, le virage : mutation ou reniement ?

Même s'ils suscitent peu de phrases mémorables, bien des « événements » se produisent de la fin 1981 jusqu'au milieu de l'année 1984, où sera nommé le nouveau Premier ministre Laurent Fabius. En vrac : fin 81, la France atteint deux millions de chômeurs ; Jacques Delors demande « une pause » dans les réformes ; le fastueux sommet des pays industrialisés à Versailles, en juin 82, est suivi d'un premier plan de rigueur, avec dévaluation et blocage des prix ; à gauche, se multiplient les « déçus du socialisme » ; en mars 1983, un nouveau plan de rigueur est lancé, dont les mesures d'austérité sont aux antipodes du « projet socialiste » de l'automne 1980 ; entre-temps, de nombreux attentats ont lieu courant 82-83, qui culmineront avec la fusillade de la rue des Rosiers... On n'oubliera pas non plus la guerre des Malouines qui prouva l'excellence des « exocets » français, ni la révélation en 1983 par le Canard enchaîné de l'affaire des « avions renifleurs » relative au précédent septennat, ni enfin les manifestations massives pour l'enseignement libre, en avril-juin 84.

L'An 1982 - 76. Le « parti des godillots »

À mesure qu'expire « l'état de grâce », les militants et responsables du PS sont interpellés par les électeurs mécontents. La question se pose de savoir si le Parti socialiste doit aveuglément défendre la politique gouvernementale, ou garder un rôle critique pour pousser le pouvoir à réellement mettre en œuvre le « projet socialiste ».

Lionel Jospin, alors premier secrétaire du parti, avait déclaré que si le PS devait « être un parti de godillots [...] il en mourrait ». Le problème, c'est qu'au cours des « petits déjeuners du mardi » où il était convié, le chef de l'État l'associait de telle sorte aux décisions, qu'il ne pouvait que les soutenir et faire accepter aux camarades militants. Il fallait donc convaincre la base qu'elle n'était pas à la botte des gouvernants, mais simplement à leurs côtés... D'où des échanges plaisants, par exemple entre un militant qui déclare : « *S'il devait y avoir des godillots, je préférerais voir des ministres godillots du parti, plutôt que l'inverse* », et J.-P. Chevènement qui répond : « *N'est pas donné à tout le monde d'être le godillot. C'est une belle et*

*bonne chaussure. Pour ma part, je préfère les socialistes godillots aux socialistes en escarpins. »*¹

1. Cité par J.-P. Garnier et L. Janover, *La Deuxième droite, op. cit.*, p.92

16-09-82 - 77. « Les déçus du socialisme » (Valéry Giscard d'Estaing)

Le 16 septembre 1982, à la télévision, Giscard d'Estaing relève la tête. L'ex-battu de 81, surfant avec aisance sur les difficultés du pouvoir et le mécontentement des électeurs, lance son « *appel aux déçus du socialisme* ». L'expression cristallise l'humeur désenchantée des Français. Elle fait mouche, laissant entendre perfidement que « le socialisme », c'était ce qui venait d'avoir lieu pendant 16 mois, alors que, pour d'autres citoyens, c'est l'absence de réelle mise en œuvre du socialisme qui était à déplorer. On pouvait lire en effet dans le *Projet socialiste* : « *Le pouvoir réel que les socialistes veulent pour le travailleur passe par la rupture avec le capitalisme.* »

27-09-82 - 78. « Le socialisme à la française, je n'en fais pas une Bible. »
(François Mitterrand)

C'est le lundi 27 septembre à Figeac que Mitterrand lance cet étonnant propos qui, en reniant sa foi socialiste (cf. **réf 70**), semble préparer sa conversion à une nouvelle religion. L'état de grâce fait place au « péché Capital ». Partie du thème de la lutte des classes, la gauche au pouvoir va peu à peu passer à l'éloge de la libre entreprise.

Le contexte explique sans doute cette surprenante annonce. L'inflation est un cancer qui ronge l'économie française et que n'a pas éradiqué le précédent pouvoir ; nos échanges commerciaux sont déficitaires ; les entreprises sont surendettées. En même temps qu'il prêche la rigueur pour tous (blocage des salaires), le président « rassembleur » fait donc un geste spécial en faveur des entreprises. Il annonce ainsi sa future conversion à l'économie de marché, que certains accepteront comme une « *parenthèse* » dans la construction du socialisme (L. Jospin), tandis que d'autres célèbreront sans fard le « *capitalisme soixante-huitard* » (S. July).

02-02-83 - 79. « Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça doit l'ouvrir, ça démissionne. » (Jean-Pierre Chevènement).

Au cours du Conseil des ministres du 2-02-83, le chef de l'État avait quelque peu reproché à Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie, responsable des nationalisations, d'exercer un contrôle trop tatillon sur les patrons du secteur public : « *Il ne faut pas confondre socialisme et bureaucratie.* » Le ministre, estimant qu'on lui reprochait ce qui précisément était de son ressort, s'empressa d'en tirer les conclusions. L'après-midi, il déclarait à la presse : « *Un*

ministre, ça ferme sa gueule. Si ça doit l'ouvrir, ça démissionne ». Simultanément, il rédigeait une lettre de démission, dans laquelle il exprimait en outre son désaccord avec la politique de rigueur. Comme le président lui demanda de reporter sa démission jusqu'au lendemain des municipales de mars, celle-ci demeura secrète. C'est ainsi que le ministre, ce jour-là, n'ouvrit la gueule qu'à demi...

13-10-83 - 80. « *Les pacifistes sont à l'Ouest, les euromissiles à l'Est.* » (François Mitterrand)

C'est à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, le 13 octobre 1983, que François Mitterrand prononça ces mots, et non pas le 20 janvier dans son discours au Bundestag. Les soviétiques, on le sait, avaient déployé plus de 300 missiles SS20 dont les têtes nucléaires menaçaient l'Europe et, au premier chef, l'Allemagne fédérale. Pour répondre à cette menace, il était question d'installer des Pershing américains sur le territoire allemand, ce à quoi s'opposait la frange pacifiste de la gauche allemande. Le président français prit donc parti pour l'installation des Pershing, disant notamment dans son discours au Bundestag : « *Il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés [...] le maintien de l'équilibre des forces implique à mes yeux que des régions entières d'Europe ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires dirigées contre elles.* » Ce propos soulagea grandement le chancelier Kohl et renforça l'axe Paris-Bonn. Mais il fallait contrer l'influence des pacifistes européens qui, opposés à la guerre nucléaire, proclamaient : « *Mieux vaut être rouge que mort* ». À Bruxelles, F. Mitterrand revint donc à la charge : « *Je suis moi aussi contre les euromissiles, seulement je constate que les pacifistes sont à l'Ouest et que les euromissiles sont à l'Est.* »¹ Selon des sources bien informées, cette formule fut en réalité conçue par Jean-Michel Gaillard, qui préparait les discours du président.

1. *La Décennie Mitterrand*, Tome 1, Seuil, Coll. Points, p. 324.

fin-10-83 - 81. « *C'est dans la tourmente que la France nous a choisis pour vaincre les forces du déclin.* » (message du président Mitterrand au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse)

Cette phrase, citée dans la revue *Esprit* (déc. 83, p.81), présente en termes de vocation historique une politique que certains nommeront au même moment « pragmatisme », et d'autres, « sale boulot ». « *Car, précisent P. Favier et M. Martin-Roland, à la politique de rigueur décidée en juin 1982 et durcie en mars 1983, qui entraîne une baisse du pouvoir d'achat des salariés sans pour autant inverser la courbe du chômage, va s'ajouter la douloureuse modernisation de l'industrie*

française et son cortège de suppressions d'emplois, de "dégraissages" comme disent les technocrates. »¹ La revue *Esprit*, qui voit dans « l'épreuve du réel » l'occasion d'un « renouvellement des idées », se demande même ce qu'est devenue la « deuxième gauche », citant J. Julliard : « *Il nous appartient d'empêcher le socialisme autogestionnaire de s'abîmer dans le libéralisme vulgaire* » (p. 57). C'est pourtant sur cette pente que semble s'engager le gouvernement, avec son nouveau ministre de l'Industrie, L. Fabius, chargé de « moderniser » et de « rassembler » la France. Dès 1983 en effet, on voit émerger dans la presse, avec le culte de l'entreprise, les mots fétiches qui caractériseront le néo-libéralisme : *restructuration, flexibilité, déréglementation, dégraissage, compétitivité*. Au risque de grossir le nombre de « déçus du socialisme ». Les auteurs de *La Deuxième droite* font ce bilan :

« *La planification démocratique, la lutte contre le profit, l'exploitation, les multinationales ? Connais plus ! Une Europe fondée sur la solidarité des travailleurs et la lutte contre le capitalisme international ? Connais plus ! Une nouvelle organisation des échanges, une politique active de désengagement des blocs, un véritable dialogue Nord-Sud, connais plus ! [...] Le socialisme à la française ? Sa danse macabre n'aura duré qu'un seul printemps !* »²

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Seuil, coll. Points, Tome II, p. 54.

2. *Op. cit.*, p. 37.

1981-1983 – 82. « Il faut laisser le temps au temps »/ « Il faut donner du temps au temps. » (Mitterrand, Cervantès, et quelques autres)

Cet intéressant proverbe, que la classe journalistique a longtemps considéré (à tort) comme une devise propre à François Mitterrand, figure d'abord dans *Le Nouvel Observateur* du 28-04-81 : « *Les idées mûrissent comme les fruits et les hommes, déclare le futur président. Il faut qu'on laisse le temps au temps. Personne ne passe du jour au lendemain des semailles aux récoltes, et l'échelle de l'histoire n'est pas celle des gazettes. Mais après la patience arrive le printemps.* »¹

C'est au cours des premières années du septennat que cet adage passe pour une réflexion coutumière du président. C'est sur elle, par exemple, que Michel Schifres et Michel Sarazin concluent leur enquête *L'Élysée de Mitterrand, secrets de la maison du Prince* (Alain Moreau, 1985). La formule est aussi citée sous son autre version : « *"Il faut donner du temps au temps", comme aime à le répéter François Mitterrand après César* », écrit ainsi Pierre Drouin (*Le Monde* du 14-09-93, p. 21). Après César ? Où cela ?

De son côté, dans son édition 1993, *Le Petit Robert* introduit cette citation au mot *Temps*, en combinant les deux versions, ce qui donne : « *"Il faut laisser du temps au temps"* (Mitterrand) ».

En 1995, Michel Martin-Roland (co-auteur par ailleurs de *La Décennie Mitterrand*) publie un recueil de citations du président sous le titre *Il faut laisser le temps au temps* ; il est le premier, à ma connaissance, à en préciser la source (*Le Nouvel Observateur*) et en consacre la notoriété.

Reste à savoir – autre enquête – d'où provient la maxime. Dans son *Dictionnaire des citations* (Livre de Poche, 1992, page 322), O. Millet l'attribuait au pape Jean XXIII, sous la forme « Il faut *laisser* du temps au temps », le verbe « donner » étant considéré comme une déformation fréquente. *Le Petit Robert*, dans sa nouvelle version (2006), corrige sa précédente attribution en précisant : « *Cervantès, repris par Mitterrand* ». Mais où, dans Cervantès ?

Une collègue espagnole, qui a cherché en vain le proverbe chez Cervantès, atteste qu'il est répandu en Andalousie, et cite un poème d'Antonio Machado où l'on peut lire : « *Darémos tiempo al tiempo* ».

Mieux encore, un éminent professeur de lettres, mon ami Jacques Pignault, lisant l'intégrale des *Mémoires* du Cardinal de Retz (La Pléiade, 1984, p. 1017), y a trouvé la phrase suivante, adressée au Cardinal par le Pape Alexandre VII, en 1655 : « *Il faut que je me conduise avec beaucoup de circonspection, et il est bon aussi que vous m'aidiez de votre côté, et que nous donnions tous deux tempo al tempo* » (l'éditeur précise même en note : « *dar tempo al tempo* : laisser mûrir les choses »).

Qui osera douter, après des preuves aussi flagrantes, que Mitterrand ne soit la réincarnation du Cardinal de Retz ?²

1. Mitterrand faisait déjà montre de cette sagesse paysanne en écrivant : « *J'ai renoncé une fois pour toutes à l'impatience du lendemain pour ne considérer que la patience du temps.* » (*L'Abeille et l'Architecte*, 1978)

2. En attendant bien sûr, un complément d'enquête.

22-02-84 - 83. « *Vive la crise !* » (Antenne 2)

Célèbre émission télévisée où des personnalités phares du monde politico médiatique, très largement à l'abri du besoin, vinrent célébrer une « crise » qui, quoique multipliant les chômeurs et les exclus, avait l'avantage de stimuler l'inventivité des politiciens et le dynamisme des marchés. Le fouet du marasme économique, exhortant les « *citoyens assistés* » à devenir des « *citoyens entreprenants* », devait sonner le glas de « l'État-providence ». La crise était une chance !

L'émission fut d'autant plus glorieuse que son principal animateur, Yves Montand, qui se disait « *de gauche, tendance Reagan* », avait prêté tout son talent de comédien convaincu à cette campagne de salubrité idéologique (cf. « Il y a quinze ans : *Vive la crise !* », in *Le Monde diplomatique*, par P. Rimbart, février 1999). À noter que ce

n'est pas ce soir-là, mais pour l'émission « Montand à domicile », en déc. 1987, qu'il toucha un chèque de 800 000 francs.

N.B. Ce slogan « Vive le crise », qui prêchait si bien aux citoyens la nécessaire austérité, n'était pas totalement nouveau. Au début des années 30, aux États-Unis, le secrétaire du Trésor A. Mellon s'était écrié : « *Vive la crise ! Cela purgera la pourriture qui infecte le système [...] Les gens travailleront plus dur, ils auront une vie plus morale. Les valeurs boursières trouveront un niveau d'ajustement, et les gens entreprenants ramasseront les débris abandonnés par les moins compétents* » (cité par I. Ramonet, *Le Monde diplomatique*, 06-87).

■ L'ère Fabius (1984-1986)

Après les remous du premier semestre 84, ses grèves et ses manifestations, la nomination de L. Fabius semble apaiser le pays. L'homme est supposé compétent, il donne un style lisse à une gestion économique qui s'efforce de « mener une politique de rigueur sur une base de justice sociale ». Il est ce « jeune premier ministre que j'ai donné à la France », tel que le nomme le président devenu « Tonton », qui se fait image de Père. Cela n'empêchera pas la gauche au pouvoir, après un bref retour de l'« état de grâce », de s'acheminer vers sa défaite électorale de mars 86. Car le chômage ne recule pas, sans parler de certains ratages comme l'affaire du Rainbow-Warrior, coulé par les services secrets français, ou celle du sang contaminé, en 1985, mais qui n'éclatera vraiment qu'en 1992.

05-09-84 - 84. « *Lui c'est lui, moi c'est moi !* » (Laurent Fabius, Antenne 2)

C'est à l'« Heure de Vérité », émission-phare d'Antenne 2, que Laurent Fabius énonce cette double tautologie, aussitôt célèbre. « *Rarement on a vu un homme plus proche du chef de l'État prendre, vis-à-vis de ce dernier, en apparence, autant d'autonomie* » note le commentateur du *Monde* (7-09-84, p. 7). En apparence...

Fabius est en effet un bien jeune Premier ministre (38 ans). On sait qu'il est depuis toujours l'un des plus proches collaborateurs de Mitterrand. À sa nomination, des éditorialistes pensent qu'il n'est qu'un double du président, et ironisent : *Mitterrand se nomme à Matignon (Le Quotidien de Paris)*... Il fallait donc que le Premier ministre manifestât hautement son originalité et son indépendance. Dans *Les Blessures de la vérité*, Fabius indiquera que la formule avait été « essayée » auprès du président, qui l'avait agréée (selon Jean Lacouture). Elle n'avait donc pas le caractère d'impertinence et d'autonomie que certains ont cru pouvoir lui donner. La voici dans son contexte : « *Je vais vous faire une révélation. Lui, c'est lui, moi c'est moi [...] Et ça va se voir. Chacun a son caractère, ses qualités, ses défauts, mais je pense que c'est très important de bien s'entendre.* »

« S'entendre », c'est cela qui compte d'abord. Début 86, dans un entretien au *Monde*, Fabius précisera : « *Lui, c'est lui ; moi, c'est moi ; et lui et moi, c'est nous.* » (*Le Monde* daté du 7-01-86). En dépit de sa « révélation », il ne cessera d'être le gestionnaire dévoué d'une politique voulue par le président.

N.B. C'est au cours de cette même émission que le Premier ministre prononça cette formule que l'on rappelle parfois : « *L'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions* » (*Le Monde*, 7-09-84).

Si j'en juge enfin d'après ce que je crus entendre, il fit également ce soir-là un excellent lapsus. Citant le proverbe « *Il faut faire flèche de tout bois* », il débuta ainsi : « *Il faut faire flash de...* ». Telle est la civilisation de l'image.

17-10-84 – 85. « Parlons France » (Laurent Fabius)

Titre du quart d'heure télévisé mensuel, lancé par Fabius le mercredi 17 octobre 1984 sur TF1 (non encore privatisée, il va sans dire). Au cours de cette émission « pédagogique », le Premier ministre conversait avec un journaliste pour expliquer la France aux Français. Elle fut décriée par l'Opposition, à cause de l'absence de « droit de réponse ». Mais ce sont surtout les ambiguïtés de la formule « Parlons France » qui ont pu susciter des réserves. Elle donne l'impression d'un échange, là où il y a parole unilatérale. La familiarité du ton laisse entendre qu'on ne fera pas de phrases sur une chose aussi simple que la France de Fabius, dont les réalités vont comme d'elles-mêmes informer un citoyen qui ne saurait contester le réel. Effet pervers d'un titre, intention perverse d'un orateur venu « embobiner » son public ? Parlons France, parlons franc ? Sans arrière-pensée ? Pour vous parler franchement, votre Opinion m'intéresse...

23-10-84 – 86. « La politique que nous menons est socialiste, en premier lieu, parce qu'elle est menée par des socialistes » (Jospin, *Le Monde* du 23-10-84)

Cette tautologie de Lionel Jospin, alors Premier secrétaire du PS, s'inscrit dans la problématique d'un parti qui veut encore se donner l'air de ce qu'il croit avoir été. N'y avait-il plus que les mots pour définir comme « socialiste », auprès des militants et des électeurs, une politique de rigueur et de modernisation prétendant concilier justice et efficacité (cf. réf. 78 et 81) ? C'est ce que semblent indiquer diverses formules comme celle-ci : « *Il s'agit de donner un sens socialiste aux mesures gouvernementales* » (Convention de nov. 1985)¹.

1. Cf. J.-P. Garnier et L. Janover, *La Deuxième droite*, op. cit., p. 40-43.

An 1985 – 87. « Le désenchantement du monde » (Marcel Gauchet)

Cette expression du sociologue allemand Max Weber (1864-1920) est devenue le titre, en 1985, d'un essai fondamental du philosophe Marcel Gauchet, auquel il sera beaucoup référé.

Max Weber avait montré les liens entre l'essor du capitalisme et certains traits de l'éthique protestante : sens de l'épargne, désir de faire fructifier la terre, dont le succès est signe de la faveur divine. Mais voilà que l'évolution de l'économie, en suivant sa logique

propre, a rendu superflue l'éthique qui l'avait favorisée. L'univers perd alors sa « magie ». Le monde, amputé de sa signification religieuse, devient totalement rationnel. Les présences invisibles et surnaturelles qui l'habitaient ont disparu. Il est *désenchanté*.

En 1985, le philosophe M. Gauchet, partant de cette thèse, développa le paradoxe selon lequel le christianisme a été, historiquement, « *la religion de la sortie de la religion* » : d'une part, en créant un écart tragique entre l'homme et Dieu (le Très Haut reste là-haut), et, d'autre part, en autonomisant la raison humaine, – appelée à régner seule sur le monde temporel. Dès lors, débarrassant peu à peu la religion de ses aspects « magiques », la rationalité humaine a définitivement désenchanté le monde.

Cette thèse, abondamment discutée, laisse également entendre que les grandes idéologies philosophico-politiques des XIX^e-XX^e siècles, se substituant au christianisme, ont joué le rôle provisoire de « *religions séculières* ». Mais ce temps est révolu (les « *déçus du socialisme* » en savent quelque chose !). D'où la fréquence des références au titre de ce livre par des journalistes qui, ne l'ayant pas toujours lu, estiment qu'il importe de « *ré-enchanter le monde* », ou encore de « *ré-enchanter la politique* ».

28-04-85 – 88. « *Vous savez ce que c'est, le "chébran" ? [...] – C'est déjà un peu dépassé : vous auriez dû dire "câblé".* » (TF1, émission spéciale « Ça nous intéresse, monsieur le président », animée par Yves Mourousi)

De ce petit « show Mitterrand » assez réussi pour qu'il fit quelque bruit à l'époque (avec ses 47,7% d'audimat), il ne reste que le souvenir de cet échange où F. Mitterrand joua au président « câblé ». Ne nous en étonnons pas : quand un responsable politique s'adonne à la « politique spectacle », le public n'en retient que le spectacle.

En l'occurrence, cette émission avait pour objet de faire remonter la cote du chef de l'État dans les sondages, beaucoup plus basse que celle de son très moderne Premier ministre, Laurent Fabius. Selon les spécialistes en « communication », il fallait donc que le président se montre proche des Français et de ce qui « les intéresse ». Il fallait créer l'image d'un « Tonton » capable de jeunisme.

D'où la question du journaliste, et la réponse intégrale du président : « *Vous savez ce que c'est, le "chébran" ? – Vous savez, quand j'étais enfant, on renversait l'ordre des syllabes dans les mots : ce n'est pas très nouveau, ça ! Ça veut dire "branché", bien entendu. Je ne veux pas faire le malin, je ne suis pas très informé, mais c'est déjà un peu dépassé : vous auriez dû dire "câblé"* »

15-06-85 – 89. « Touche pas à mon pote » (SOS-Racisme)

C'est le soir du 15 juin 1985 qu'a lieu le premier rassemblement de SOS-Racisme, présidé par Harlem Désir. Ce mouvement, fondé en octobre 1984, est devenu très vite populaire à la suite de l'émission « Droit de réponse » (janvier 85). Il a pour objectif de lutter contre le racisme et la xénophobie, à un moment où se répandent les thèmes du Front national, fondé par Jean-Marie Le Pen.

Le slogan « *Touche pas à mon pote* » fut créé en décembre 84 par le journaliste Didier François, ami du militant socialiste Julien Dray, tous deux à l'origine de cette organisation. Ce slogan nous renvoie bien sûr, quoique en beaucoup plus sommaire, à la devise fondatrice de l'humanisme occidental : « *Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger* » (Térence). Mais, nous expliquent P. Favier et M. Martin-Roland, l'ambition de SOS-Racisme n'est pas seulement humanitaire. Dès le départ, l'organisation a un objectif politique : elle est en relation avec l'Élysée qui la soutient pour contrer l'influence du Front national, mais aussi, à plus long terme, pour amener la jeunesse idéaliste à rejoindre le « peuple de gauche », lors de futures élections. D'où l'éclosion du jeu de mots : « *potes aux roses* »¹...

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome II, page 478 et suivantes.

07-10-85 – 90. « Vous parlez au Premier ministre de la France ! » (L. Fabius)

Ce soir-là, Chirac, chef de l'Opposition, réputé peu à l'aise à la télévision, avait particulièrement préparé son face à face avec Fabius.

Ce dernier, à l'inverse, trop sûr de lui, n'avait pas cru devoir annuler un aller-retour à Mururoa, –dont il revint fatigué. En outre, il avait choisi pour stratégie, au lieu de défendre son bilan avec son habituelle clarté, de pousser son adversaire à la faute, en le harcelant.

D'où cet échange :

« J. CHIRAC : – *La tactique qui consiste à vouloir en permanence, parce que cela vous gêne, interrompre pour essayer de déstabiliser l'adversaire, ne sert à rien. Car ce n'est certainement pas vous, monsieur Fabius, qui allez me déstabiliser, vous l'imaginez bien !*

L. FABIUS : – *Ne vous énervez pas, ne vous énervez pas.[...]*

J. CHIRAC : – *Soyez gentil de me laisser parler et de cesser d'intervenir incessamment –un peu comme un roquet...*

L. FABIUS : – *Écoutez, je vous en prie, vous parlez au Premier ministre de la France... »*

Cette grandiloquence inattendue du technocrate agressif se retourna contre lui. La presse et les médias, grossissant ce dérapage, y réduisirent tout le débat. En ne restant pas lui-même, comme il le reconnut plus tard, Fabius avait remporté la défaite.

nov-85 – 91. « *Au secours ! la droite revient.* » (PS, élections 86)

Tandis qu'en vue des législatives de 1986 les affiches de Chirac arboraient un slogan-lapsus trahissant sa longue impatience du pouvoir (« *Vivement demain !* »), et que François Léotard, après s'être créé une image de jeune loup idéaliste, se cherchait un contenu (du genre : « *Nous ne récolterons pas sans produire* »), la campagne du PS se voulut à la fois « décoiffante » et humoristique. On vit donc, courant novembre 85, les murs se couvrir d'une bizarre affiche où divers citoyens supposés « de gauche » s'exclamaient : « *Au secours ! La droite revient* ». C'était du « marketing politique ».

« Second degré », ou pervers infantilisme ? Cette formule réduisait l'assemblée des citoyens à une foule qui panique. Elle postulait que le pouvoir menait vraiment une politique de gauche, ce dont doutaient justement les « déçus du socialisme ». Ceux qui criaient au loup prenaient-ils leurs amis pour des moutons ?

La suite de cette campagne confirma ces ambiguïtés. Début 86, ce fut effectivement un « méchant loup » bien cravaté qui fut mis en scène, et auquel on invitait les passants (toujours de gauche ?) à poser naïvement la question : « *Dis-moi, jolie droite, pourquoi as-tu de si grandes dents ?* » Cependant, le Premier ministre, plus moderne que jamais, exhortait ses troupes à « *prendre une France d'avance* ».

Les élections allaient-elles se réduire à une course-poursuite entre « *la France qui gagne* » de Guy Drut (slogan chiraquien) et la foule de gauche fuyant le loup pour prendre « *une France d'avance* » (sur l'autre) ? Selon certains, on frisait le degré zéro de la politique.

04-12-85 – 92. « *Je suis troublé.* » (Fabius, à l'Assemblée nationale)

Un certain petit homme glacé à lunettes noires, le général Jaruzelski, auteur du coup d'État du 13-12-81 en Pologne, demanda à être reçu par le président Mitterrand à l'occasion d'une escale à Paris. Certes, son régime s'était quelque peu assoupli, et d'autres dirigeants européens avaient accepté de le rencontrer. Mais il n'en avait pas moins réprimé son peuple et bafoué les droits de l'homme. Accepter de le recevoir équivalait, selon *Le Monde*, à lui décerner un « *brevet de respectabilité internationale* ». C'est pourtant ce que fit le président Mitterrand, « au nom de l'avenir ». Et contre son opinion publique¹.

Le Premier ministre, Laurent Fabius, en fut outré. Non seulement il avait été mis devant le fait accompli (n'apprenant cette visite que par une dépêche de l'AFP), mais c'était selon lui une erreur impardonnable, qui pouvait par ailleurs, en termes électoraux, coûter très cher à la « gauche » au pouvoir. Répondant le jour même à une question orale, il confia donc son émoi à l'Assemblée nationale :

« C'est la question la plus difficile à laquelle j'ai été amené à répondre depuis ma nomination. La visite en France, même rapide, du chef de l'État polonais, m'a personnellement troublé. »

Si le « trouble » de Fabius fut tout à son honneur, il semble que son président ne l'ait guère apprécié, non plus que les responsables socialistes. Pourtant, le « *moi c'est moi* » prenait enfin son sens...

1. Sur cette affaire, cf. *La Décennie Mitterrand, op.cit.*, Tome II, Septième partie, chap. 4. Ce chapitre retrace aussi « l'affaire Greenpeace ».

08-01-86 – 93. « Le sale boulot » (Fabius, « L'heure de vérité », A2)

Renier de socialiste, ou satisfaction de gestionnaire ? Interrogé sur la progression du chômage depuis 1981, le Premier ministre invoqua le « *sale boulot* » auquel le pouvoir avait dû se résoudre, dans des termes que nous laisserons au lecteur le soin d'apprécier :

« *Est-ce que vous ne trouvez pas que, souvent, c'est à nous qu'est revenu de faire le sale "boulot", précisément parce qu'il n'avait pas été fait avant ? Et ce sale "boulot", c'est un déchirement, à chaque fois, lorsqu'il faut fermer une entreprise, parce qu'elle n'a plus de marchés ; lorsqu'il faut licencier, parce que, si on ne licencie pas vingt personnes, cela va être deux cent cinquante qui vont être licenciées. Mais ce "boulot" [...] c'est la gauche [qui l'a fait], et c'est son courage et c'est son honneur de l'avoir fait, parce que c'est l'intérêt du pays, parce que, à terme, nous pouvons moderniser et créer des emplois.* » (*Le Monde* du 10-02-86, p. 6)

■ La (première) cohabitation

F. Mitterrand eût voulu la nommer « coexistence », en raison des connotations triviales du mot « cohabitation » ; mais c'est cette dernière expression qui a prévalu. Elle va durer deux ans, semée de tensions souvent vives. En politique extérieure, J. Chirac et F. Mitterrand feront en sorte que « La France parle d'une seule voix ». En politique intérieure, l'application par la nouvelle majorité de son programme libéral - privatisations, lois sécuritaires qui n'empêchent pas les attentats terroristes, sélection à l'université, etc. - provoquera divers remous et manifestations... Mais bien vite, la classe politique ne songe plus qu'aux présidentielles de 1988.

mars-avril 86 – 94. « Nous allons terroriser les terroristes » (Ch. Pasqua)

La droite chiraquienne fut élue en grande partie sur l'argument de la sécurité, ce qui sera souvent le cas dans les années à venir. De fait, les attentats terroristes – avant et après les législatives – ont largement facilité cette thématique : le 17 mars, dans le TGV Paris-Lyon ; le 20 mars, dans la galerie « Point show » des Champs-Élysées ; le 4 avril contre un responsable du CNPF ; le 26, dans les bureaux lyonnais de l'American Express ; le 9 juillet, contre la préfecture de police de Paris.

À peine nommé, le nouveau ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, estimant que la peur doit changer de camp, lance donc cet avertissement : « *Nous allons terroriser les terroristes* », qui sera repris sous diverses formes (« *Il faut, nous devons* », etc.). Son compère Robert Pandraud déclare ainsi au Figaro (26-04-86) : « *Terroriser les terroristes, c'est aussi s'attaquer aux réseaux de soutien, empêcher d'agir les porteurs de valises* ». Dans la foulée, seront votées en août les lois sur le terrorisme, sur la criminalité et sur les conditions de séjour des étrangers en France, dites « Lois Pasqua ». Suffiront-elles à dissuader les terroristes, ou ne réprimeront-elles que des suspects innocents ?

La réponse semble être donnée par les faits : en septembre, il se produit une nouvelle vague d'attentats ; en novembre, c'est Georges Besse, PDG de Renault, qui est assassiné. Il est vrai que Pasqua et Pandraud parviendront à démanteler le groupe Action directe, responsable de ce crime et de quelques autres. Mais la série ne s'arrêtera pas là, ce qui rend bien hâtif leur cri de victoire de juin 87 : « *Que n'a-t-on pas dit quand j'ai déclaré qu'il fallait terroriser les terroristes !* » (Ch. Pasqua, *Le Monde*, 20-06-87, p. 8).

N.B. L'expression « *terroriser les terroristes* » avait déjà été utilisée par certains groupes paramilitaires d'Irlande du Nord (cf. *Le Monde Diplomatique*, déc. 83, article « Craintes et divisions des unionistes », par Dominique Foulon).

29-04-86 – 95. « *Le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière.* » (vraie-fausse référence !)

Cette formule répandue dans les médias n'a jamais été prononcée ; elle correspond néanmoins à ce qui a été dit sous d'autres formes. C'est le type même de vraie-fausse référence.

Rappelons les faits. Le 26 avril vers 1h30 du matin explose le réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl (on est encore le 25 avril vers 22 heures en France). L'annonce de l'explosion sera faite par l'AFP le 28. Le nuage radioactif arrive sur la France le 29. Ce même jour, le professeur Pierre Pellerin, responsable du SCPRI (Service Central de Protection contre les Rayons Ionisants), déclare sur France-Inter que la France n'est nullement menacée car « *les vents tournent en sens inverse des aiguilles d'une montre autour d'une dépression centrée sur l'Europe* ». Le lendemain, il estime qu'aucune élévation significative de la radioactivité n'a été constatée (alors qu'il concédera le 10 mai sur TF1 que les mesures de radioactivité étaient anormales dès le 30 avril). Deux jours plus tard, dans une circulaire officielle, le même responsable estimera que « *ni la situation actuelle, ni l'évolution ultérieure ne justifient dans notre pays quelque contre mesure sanitaire que ce soit* ». Tout s'est donc passé comme si notre beau pays avait été épargné par le sort...

La question qui se pose est de savoir s'il y a eu inconscience des autorités responsables, ou mensonge d'État délibéré (comme l'estime le réseau « Sortir du nucléaire »). Mais la simple erreur, en une telle circonstance, est déjà criminelle. Deux choses sont en effet certaines : d'une part, la réalité fut sous-estimée (« *Le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de la centrale de Tchernobyl* », déclarait le ministère de l'agriculture le 6 mai !); d'autre part, les autorités ont sciemment voulu cacher cette réalité, comme l'avouera Alain Carignon, ministre de l'Environnement, le 18 mai : « *[le gouvernement] a commis l'erreur de croire que, parce qu'il n'y avait pas de danger, il n'était pas nécessaire d'informer fortement les Françaises et les Français* ».

J'ai lu quelque part qu'un observateur situé à Strasbourg avait été frappé par le contraste entre le calme qui régnait en Alsace et la panique qui sévissait en Allemagne : « *Tout se passe comme si le nuage s'était arrêté sur le Rhin* », aurait-il déclaré. Réflexion qui, sous l'effet des rayons ionisants, se serait métamorphosée en « *Le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière* ». Ainsi vont les médias. Mais n'était-ce pas déjà le sens de la déclaration du professeur Pellerin sur France-Inter ?

année-86 - 96. « *Les promesses n'engagent que ceux qui y croient* » (Ch. Pasqua)
Cynisme ou « second degré » ?

Cette boutade mérite surtout qu'on s'interroge sur sa formulation exacte et son auteur véritable. Alain Rollat, par exemple, l'attribue à Charles Pasqua sous la forme « *Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent* » (*Le Monde* du 23-02-88, p. 5 ; *Le Monde* du 09-06-90, p. 7). Entre-temps, J.-Y. Lhomeau la donne comme empruntée à Chirac, avec cette variante : « *Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent* » (*Le Monde*, 04-06-88, p. 12). Mais B. Poirot-Delpech, qui s'y connaît en mots, l'attribue à Ch. Pasqua sous sa version la plus répandue : « *Les promesses n'engagent que ceux qui y croient* », la datant d'ailleurs de l'an 1986 (*Le Monde* du 01-11-95). Cependant, en 1999, Jean-Louis Saux en parle comme d'un « *vieux refrain gaulliste dont on a oublié la paternité* » (*Le Monde*, 18-09-1999). On trouve aussi, dès 1990, de multiples allusions référant à cet aphorisme sans en donner l'auteur, dans le genre : « *On sait bien que les promesses n'obligent que ceux qui les croient* ». Comment savoir ? Les auteurs présumés de la formule (Chirac, Pasqua) n'ont-ils pas eux-mêmes été traversés par d'inconscientes réminiscences ?

Dans l'attente de précisions, contentons-nous de signaler deux références qui approchent ou préparent cette citation. Le général de Gaulle, laissant entendre que les paroles politiques ne sont pas

faites pour être tenues, écrit ainsi : « *Comme un homme politique ne croit jamais ce qu'il dit, il est étonné quand il est cru sur parole* » (*Le Dictionnaire du gaullisme*, p. 438, Albin Michel, juin 1954). Plus loin dans le passé, le moraliste Chamfort, contestant l'adage selon lequel « la plus belle femme du monde ne donne que ce qu'elle a », nous explique : « *elle donne précisément ce qu'on croit recevoir, puisqu'en ce genre, c'est l'imagination qui fait le prix de ce qu'on reçoit.* »¹ En d'autres termes, ceux qui « croient » aux promesses s'engagent par la même... à croire en leur réalisation, en accordant leur imaginaire à leur foi.

1. *Maximes et pensées*, 383.

16-11-86 – 97. « *Le vrai-faux passeport d'Yves Chalié* » (affaire du « Carrefour du développement »)

Il était une fois un ministre socialiste de la Coopération, Christian Nucci, qui avait fondé une association destinée à former des cadres africains : le « *Carrefour du développement* ». Il avait pour chef de Cabinet le trésorier de ladite association, Yves Chalié. Or, lorsque s'installa le nouveau gouvernement, le successeur de Ch. Nucci s'aperçut que cette association avait couvert des opérations suspectes : fausses factures et détournements de fonds, servant notamment à financer des campagnes électorales. Chalié avait-il agi sur ordre, ou de lui-même ?

L'affaire devint publique en juin-juillet 86. La justice rechercha Yves Chalié. Il avait fui et demeurait introuvable. Et d'autant plus introuvable qu'il avait bénéficié, par la grâce d'un responsable important du ministère de l'Intérieur, d'un passeport *authentique* sous une *fausse* identité. Le document était vrai, puisque délivré par un service officiel, et faux, puisque son contenu falsifiait la réalité : c'était bien un « *vrai-faux passeport* », expression qui fit aussitôt fureur.

Mais pourquoi cette entorse à la légalité ? Le ministre responsable, Charles Pasqua, avait-il couvert ce faux commis par ses services ?

L'une des hypothèses fut que, dépité d'être « lâché » par Ch. Nucci et ses relations, Y. Chalié s'était confié aux nouveaux maîtres du ministère de l'Intérieur, et avait obtenu leur protection en échange d'un certain nombre de révélations sur les fraudes de ses ex-amis.

Mais voilà : se trouvant bientôt abandonné par ses nouveaux protecteurs, Y. Chalié décida de tout dire à la Justice française. Le 16-11-86, il rentra à Paris, muni du fameux « vrai-faux passeport »... Après avoir sali le gouvernement socialiste, l'affaire du « Carrefour du développement » éclaboussait les chiraquiens.

Rassurons-nous : les responsables invoquèrent le « secret-défense » qui leur permit de ne pas s'expliquer. « *Je suis de marbre* » déclara sans vergogne Ch. Pasqua, le 19 janvier 1987. Et l'on en resta là.

N.B. C'est à partir de cette affaire que se multiplie le qualificatif de « vrai-faux » appliqué à toutes sortes d'événements suspects, depuis la « *vraie-fausse* guerre "chirurgicale" menée en Irak » par les Américains, jusqu'à la non moins « *vraie-fausse* » interview de Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor (le 16 déc. 1991).

23-11-86 – 98. « Tonton, tiens bon, nous revenons ! » (la foule)

Le dimanche 23 novembre a lieu la première grande manifestation contre la « loi Devaquet », accusée d'introduire la sélection à l'Université. Depuis deux semaines, l'agitation étudiante grandit ; la jeunesse gronde contre l'autoritarisme du gouvernement chiraquien (cf. les lois Pasqua). La loi Devaquet a mis le feu aux poudres...

La manifestation pour le retrait de la loi Devaquet, au-delà de ceux qu'elle concerne directement, est en effet l'occasion pour les militants socialistes de se refaire une santé. SOS-Racisme et les syndicats de gauche y contribuent largement. Le président Mitterrand lui-même, la veille, s'est déclaré en phase avec le mouvement. Alors sourd des profondeurs du peuple le cri longtemps contenu :

Tonton, tiens bon, nous revenons !

N.B. Le surnom « Tonton » se propage vers 86-87. La « Tontonmania » sera un élément non négligeable de la réélection de Mitterrand. Pierre Tourlier, son chauffeur et garde du corps, déclare l'avoir nommé ainsi dès 1978 (*Tonton*, P. Tourlier, p. 25, éd. Du Rocher, 2005). Catherine Nay avait signalé la présence du surnom au PS dès 1980 : « *Celui qu'on appelait jadis "le Prince", avec défiance mais surtout avec respect, devient dans les sections "Tonton" »*, cf. *Le Noir et le Rouge*, 1984, p. 351).

27-11-86 – 99. « Un vaquet ça va, Devaquet, bonjour les dégâts. » (la foule)

Deuxième grande manifestation étudiante : plus de cinq cent mille jeunes participants. Les slogans pleuvent comme en 1968. Mais l'imprégnation publicitaire étant passée par là, l'imagination ne dépasse pas encore le niveau du pastiche... D'où ce cri qui parodie la campagne d'intérêt général contre l'ivresse au volant : « *Un verre, ça va, trois verres, bonjour les dégâts* » (1984-85)

06-12-86 – 100. « Une jeunesse atteinte de SIDA mental » (L. Pauwels)

Le samedi 6 décembre, tandis que le gouvernement hésite entre la répression et le retrait de la loi Devaquet, paraît le *Figaro Magazine* dont l'éditorial, signé de Louis Pauwels, s'en prend avec un mépris rageur aux lycéens et étudiants qui manifestent : « *Ce sont les enfants du rock débile, les écoliers de la vulgarité pédagogique, ahuris par les saturnales de "Touche pas à mon pote", les produits de la culture Lang [...]. C'est une jeunesse atteinte de SIDA mental.* »

Le soir même, au cours d'affrontements violents, des policiers chargés de disperser les « casseurs » se trompent de cible et matraquent à mort un étudiant pacifique, Malek Oussekine.

Bien entendu, l'éditorialiste du *Figaro*, héraut de l'ordre mental, n'avait pas prévu cette bavure au moment où il désirait mettre au pas notre belle jeunesse. Il est néanmoins permis d'exhorter les « penseurs » qui écrivent à se méfier des métaphores empoisonnées.

10-12-86 – 101. « Plus jamais ça ! » (la foule en deuil)

La mort de Malek Oussekine, ainsi que d'autres bavures policières, conduisent le sage Alain Devaquet à démissionner et le gouvernement à retirer la loi. C'est l'apaisement bien nécessaire. Les jeunes manifestent alors une dernière fois, dans le calme, en criant : « *Plus jamais ça !* »

Ce cri a déjà été prononcé à propos de la Shoah, à propos également de la Seconde Guerre mondiale, ou d'autres conflits qui ont suivi (cf. le « *Plus jamais la guerre !* » de Paul VI à l'ONU, le 5-10-65). Il sera souvent repris par la suite : sur Internet, l'explorateur Google en dénombre des dizaines de milliers d'emplois.

N.B. Pour ces quatre dernières références, voir *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome II, IX^{ème} partie, chap. 5, qui relate les troubles liés à la loi Devaquet.

14-05-87 – 102. « Mieux vaut perdre l'élection que de perdre son âme. » (Michel Noir, *Le Monde*)

Pendant que se déroulent ce que Jean Lacouture nomme « *Les délices poivrés de la cohabitation* », la classe politique dans son ensemble pense et « arrière-pense » aux présidentielles de 1988. Pour la droite chiraquienne, la rivalité du Front national devient une sérieuse menace. D'où la tentation de développer des thèmes proches de ceux de J.-M. Le Pen, afin de « mordre sur son électorat », sans exclure la possibilité d'envisager certains accords.

Supportant mal ces dérives, Michel Noir, ministre du Commerce extérieur, fils d'un Résistant torturé par les nazis, publie un article qui fera quelque bruit, où brille la formule légèrement modifiée plus haut : « *Mieux vaut perdre l'élection présidentielle que son âme en pactisant avec Le Pen et ses idées* ». Formule qui aurait provoqué, de la part de Ch. Pasqua, ce cri historique : « *Oh ! le con* ». M. Noir avait pourtant raison. On regrette seulement que sa belle âme, quelques années après, se soit elle-même trouvée compromise dans de suspectes affaires, qui entraînent sa condamnation (procès Noir-Botton, 20-04-95).

1. *La Décennie Mitterrand*, Tome II, coll. Points, p. 865.

13-09-87 - 103. Le « *point de détail* » (Le Pen, Grand Jury RTL-Le Monde)

En 1987, parallèlement à l'essor du Front national se développent les thèses « révisionnistes ». Celle-ci mettent en cause l'existence des chambres à gaz et contestent le chiffre de « six millions » de juifs exterminés durant la Seconde Guerre mondiale. Interpellé sur cette question, Jean-Marie Le Pen se déclare « *hostile à toutes les formes d'interdiction et de réglementation de la pensée* », et ajoute :

« *Je ne suis pas passionné par l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de la Deuxième Guerre mondiale.* »

On lui demande alors : « *Six millions de morts, c'est un point de détail ?* », et il précise : « *C'est un point de détail de la guerre.* »

Ces propos sont quasi unanimement condamnés. Se présentant comme victime de « *la meute politicienne et médiatique* », le leader d'extrême droite croit devoir s'expliquer à nouveau cinq jours plus tard : « *Les camps de concentration où moururent par milliers juifs, tziganes, chrétiens et patriotes de toute l'Europe, et les méthodes pour mettre à mort les détenus : pendaisons, fusillades, piqûres, chambres à gaz, traitements inhumains, privations, constituèrent un chapitre, une partie, un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.* »

Pour juger de ces déclarations, il faut distinguer trois significations du mot « détail ». 1/ Circonstance particulière, qui n'est pas essentielle à la question (le point essentiel, c'est le génocide ; par rapport à cela, la technique utilisée peut être dite un « point de détail ») ; 2/ Élément d'un ensemble, partie d'un tout (les camps de concentration, avec leurs exterminations méthodiques, sont effectivement l'un des aspects de l'ensemble de la Seconde Guerre, de ses batailles, de ses enjeux géo-politiques et de ses abominations) ; 3/ Chose négligeable : « c'est un détail » se dit couramment d'une chose *sans importance*.

Ces distinctions permettent de préciser le reproche fait à Le Pen : avoir tendancieusement fait passer le sens n°3 en ne paraissant exprimer que les deux premiers. Mais ses questionneurs n'avaient-ils pas, les premiers, opéré cet amalgame pour piéger l'orateur ?

-III-

SOUS MITTERRAND SECOND

Les années « dieu »

1988-1995

SOUS FRANÇOIS LE SECOND

*On ne prend pas tout à fait les mêmes,
...mais on recommence !*

Nouveau septennat, nouvel état de grâce. Puis quelques épreuves, dont les affaires « financières ». Puis la débâcle économico-sociale, qui débouche sur une nouvelle cohabitation ! L'Histoire ne semble-t-elle pas se reproduire ?

Mais pourquoi Mitterrand a-t-il brigué un nouveau mandat ?

- parce que l'idée de voir Chirac et le RPR envahir définitivement l'État l'insupporte : « *Je veux que la France soit unie, et elle ne le sera pas si elle est prise en main par des esprits intolérants, par des partis qui veulent tout, par des clans et par des bandes [...]* » (22-03-88) ;

- parce qu'il a la certitude d'être le seul à pouvoir battre son principal adversaire (des sondages le confirmeront) : Rocard ferait moins bien que lui, et ne serait pas même sûr de l'emporter ;

- parce qu'il désire profondément, depuis son entrée à l'Élysée, laisser une trace durable dans l'Histoire du pays ; d'ailleurs, dira-t-il « *Je fais partie du paysage de la France* » ;

- parce qu'il a un cancer, qu'il ne cesse de défier ce mal intime depuis six ans déjà, et que l'exercice du pouvoir lui semble sa meilleure arme dans cet honorable combat ; or, après s'être interrogé sur sa capacité physique de gouverner, ce qui a retardé sa décision intérieure, il se sent depuis quelques mois rassuré sur sa santé.

Certes, François le Second ne sera pas tout à fait le même que François le Premier. Il n'a plus de projet socialiste. Il veut présider un gouvernement d'ouverture et intégrer la France à l'Europe, en en faisant une social-démocratie parmi d'autres.

Pourtant, le personnage, bientôt surnommé « Dieu », tel qu'en lui-même les septennats le changent, ne se modifie guère. « *Si Mitterrand est Mitterrand, écrit F-O. Giesbert, ce n'est pas parce qu'il change. Presque tous les hommes politiques le font. C'est parce qu'il dure. Il renâit tout le temps de ses propres défaites* » (*Le Président*, Seuil, 1990).

■ 1988. Campagne présidentielle : le « grand » débat

87-début 88 – 104. « *Génération Mitterrand* » (PS, présidentielles 1988)

Ce slogan trop célèbre, avec son « visuel » attachant (un bébé !), fut longuement concocté durant l'automne 1987 par Jacques Séguéla en personne, dont grande était déjà la notoriété de Castafiore de la publicité riant-toujours-de-se-voir-si-belle-en-son-miroir.

On fut frappé par sa nouveauté et par l'ampleur du ratissage électoral qu'il opérait. De fait, la « génération » Mitterrand parut habilement rassembler les anciens et les nouveaux, les foules de l'euphorie 81 et leurs progénitures qui avaient manifesté en décembre 86, sans compter les « déçus du libéralisme » qui ne voyaient guère la situation économique décoller. Et surtout, ce slogan parvenait – par son ambiguïté même – à faire la campagne du candidat socialiste sans que celui-ci se soit encore déclaré officiellement : il convenait aussi bien au président sortant qu'à l'impatient Rocard, ou à tout autre socialiste aspirant au pouvoir suprême. N'étaient-ils pas tous, socio-politiquement, de la même « génération » ?

Ce fut seulement le 22 mars 88 que François Mitterrand entra en lice, s'incarnant lui-même en son successeur attendu. La « génération Mitterrand » devint alors pour lui, à en juger par son ardeur combative, une régénération.

N.B. Avec le recul, il semble que cette campagne fut beaucoup moins originale qu'on le crut alors. L'expression « génération X » était déjà un poncif des modes médiatiques (on a eu « *Génération 80* », « *Bôf génération* », on aura « *Génération écologie* » avec Brice Lalonde, en 1990). L'ambiguïté même de l'expression « génération Mitterrand », *politiquement parlant*, ne signifiait rien. Elle illustre une sorte de conception météorologique de la vie de la Cité, en laquelle tout se succède par générations spontanées, indépendamment du jeu complexe des forces économiques, des logiques de classes, des responsabilités politiques, des conditionnements idéologiques, etc.

28-04-88 – 105. « *Mais vous avez tout à fait raison, Monsieur le Premier ministre.* » (F. Mitterrand, jeudi 28 avril, face à face télévisé)

Entre les deux tours des élections présidentielles a lieu la rituelle confrontation entre les deux candidats restés en lice. F. Mitterrand et J. Chirac commencent par débattre de la situation dans laquelle se trouve le pays (chômage, essor du Front national, partialité de l'État). Chacun essaye de rendre l'autre responsable de ce qui ne va pas. Le président, qui a dû se battre pour défendre ses prérogatives présidentielles, dénonce l'État-RPR, tandis que J. Chirac assure avoir respecté l'État impartial. On assiste alors à cet échange :

« F. MITTERRAND : *Moi, je continue à vous appeler monsieur le Premier ministre, puisque c'est comme cela que je vous ai appelé pendant deux ans, et que vous l'êtes. Eh bien ! en tant que Premier ministre, j'ai constaté que vous aviez, et c'est bien juste de le dire, de*

très réelles qualités ; vous n'avez pas celles de l'impartialité, ni celle du sens de la justice dans la conduite de l'État.

J. CHIRAC : *Permettez-moi juste de vous dire que, ce soir, je ne suis pas le Premier ministre, et que vous n'êtes pas le président de la République. Nous sommes deux candidats à égalité, et qui se soumettent au jugement des Français. Vous me permettez donc de vous appeler M. Mitterrand.*

F. MITTERRAND : *Mais vous avez tout à fait raison, monsieur le Premier ministre ».*

Au cours de cette première escarmouche, la stratégie de Mitterrand est claire : il s'agit de si bien enfermer Chirac dans son image de Premier ministre... que celui-ci ne saurait prétendre se hausser à la stature présidentielle. Outre l'effet réducteur propre à la nomination, il y réussit par la condescendance glaciale du ton employé.

N.B. Les électeurs qui se souvenaient du grand débat de mai 1981 ne pouvaient que s'amuser de voir Chirac reprendre le distinguo fonction officielle/position de candidat qu'avait rappelée Mitterrand à Giscard (cf. **réf. 67**). Comme si le Premier ministre n'avait été capable que de mimer le président.

28-04-88. – 106. « Dans les yeux, je la conteste. » (F. Mitterrand, même soir ; propos rapportés dans *Le Monde* du 30-04-88)

Traitant de l'immigration, de la sécurité, de l'école, etc., les deux candidats continuent de débattre du récent passé gouvernemental. Ce sont les « règlements de compte » de la cohabitation. C'est alors que, sur la question du terrorisme, faisant pour se défendre le procès de son adversaire, Chirac se livre à des accusations jugées indignes en face d'un Mitterrand qu'on ne pouvait suspecter de laxisme face au terrorisme. *« Vous en êtes là, monsieur le Premier ministre ? s'exclame le président. C'est triste. Et pour votre personne et pour votre fonction. »*

Récusant les insinuations de J. Chirac, F. Mitterrand passe alors à l'offensive. Le Premier ministre n'a-t-il pas lui-même plusieurs fois libéré des terroristes, dont l'iranien Gordji ?

« Je suis obligé de dire que je me souviens des conditions dans lesquelles vous avez renvoyé en Iran M. Gordji, après m'avoir expliqué, à moi, dans mon bureau, que son dossier était écrasant et que sa complicité était démontrée dans les assassinats qui avaient ensanglanté Paris à la fin de 1986. Voilà pourquoi je trouve indigne de vous l'ensemble de ces insinuations. »

Chirac vacille. Reprochant au président de dérapier *« dans la fureur concentrée »*, et de lever le voile sur un entretien considéré comme secret d'État, il déclare avoir tenu des propos parfaitement contraires à ce qu'affirme Mitterrand, et lance ce défi :

« Est-ce que vous pouvez me dire, en me regardant dans les yeux, que je vous ai dit que nous avons les preuves que Gordji était

coupable [...] Pouvez-vous vraiment contester ma version des choses en me regardant dans les yeux ?

– *Dans les yeux, je la conteste* », réplique le chef de l'État.

Défi relevé. La France tremble. Sur le plan dramatique, avantage à Mitterrand. Mais, yeux dans les yeux, qui donc a menti ?

L'un et l'autre, bien entendu. Mitterrand sur la forme, Chirac sur le fond. Selon plusieurs commentateurs, au cours de la fameuse réunion alléguée par Mitterrand, ce n'est pas Chirac mais Pasqua qui avait fait état du « *dossier écrasant* » établissant la culpabilité du fameux Gordji. Et le Premier ministre n'avait pas contredit ce jour-là son ministre de l'Intérieur. Ainsi, le chef de l'État (qui dans la suite incrimine « *le gouvernement* ») avait bien raison sur le fond.

En somme, nous avons là un beau cas de « *vraie-fausse* » allégation, ou si l'on préfère, de « *mentir-vrai* ».

■ **Sous Michel Rocard**

Michel Rocard, nommé Premier ministre, le restera jusqu'en mai 1991, malgré la défiance du chef de l'État à son égard. Une période beaucoup moins fertile en « mots » qu'en « événements », parmi lesquels on peut retenir : l'apaisement en Nouvelle Calédonie, quelques affaires politico-financières, la création du RMI et de la CSG, l'amnistie très impopulaire liée à la loi de financement des partis, le bicentenaire de la révolution de 1789, la chute du mur de Berlin, et la « logique de guerre » en Irak avec tout ce qui s'ensuit. On oubliera en revanche les déchirements des socialistes au Congrès de Rennes de mars 1990, – querelles d'éléphants dans ce qui était devenu un Parti de porcelaine...

03-01-89 – 107. « Délit d'initiés » (La Tribune de l'expansion)

Il était une fois une entreprise nationalisée, « Pechiney », qui – pour de bonnes raisons – voulait acquérir une société étrangère nommée « Triangle ». Il lui fallait pour cela l'accord des responsables de l'État, le président Mitterrand et le ministre des Finances (P. Bérégovoy). Les divers protagonistes chargés de mettre en œuvre cet accord devaient garder le secret jusqu'à ce que l'opération soit officielle, ce qui eut lieu le lundi 21 novembre 88, sous la forme d'une OPA lancée par Pechiney sur Triangle. Cette Offre Publique d'Achat proposait aux détenteurs d'actions Triangle de céder leurs titres au cours de 56 dollars, alors qu'elles étaient cotées 11 dollars une semaine auparavant.

Bien entendu, quelqu'un de subtil qui eût été averti de l'affaire en cours se serait empressé d'acheter des dizaines milliers de titres *avant* son lancement officiel (à 11\$), pour les revendre à partir du 21 novembre, et empocher une coquette plus-value. C'est ce que fit Roger-Patrice Pelat, très vieil ami de François Mitterrand. Il avait été « initié »... Par qui ?

La COB (Commission des Opérations Boursières) enquêta dès le mois de décembre. Le 3-01-89, son patron révéla l'affaire. Il y avait bien eu « *délit d'initiés* ». Aussitôt, les médias firent de cette locution juridique (délict pénal) une référence notoire.

Pour l'observateur un peu désabusé des rhétoriques politiciennes, cette troublante affaire est surtout l'occasion de dénicher de savoureux propos. Par exemple, les réactions de J. Attali consignées dans son journal *Verbatim III* :

« Le 3 : Jean Farge, patron de la COB, laisse entendre qu'il y a eu délit d'initiés dans l'affaire Pechiney. Je ne parviens pas encore à y croire. Le 4 : Le président trouve surprenant que Pelat soit mêlé à cette affaire. Le 20 : Pelat ne se serait pas contenté d'acheter 10 000 actions Triangle depuis Paris, mais en aurait acquis 40 000 depuis la Suisse. Comme toujours, nous ne savons pas la vérité [...] Personne n'ose plus appeler personne de peur d'être placé sur écoute. »

Autant de formules que Jean Lacouture juge « stupéfiantes » de la part d'un homme placé au cœur du pouvoir¹. De son côté, le 12 février, interrogé par Anne Sinclair, Mitterrand pourfend « *l'argent facile* » et se défend d'avoir informé son ami Pelat : « *Je l'aurais difficilement pu, car je ne le savais pas moi-même.* » Le 16 février, Pelat est inculpé ; le 7 mars, il décède. Mitterrand se sera jusqu'au bout refusé à douter officiellement de lui.

Non moins instructive est la mise au point du président de la COB lui-même, dans *La Tribune* du 8-09-89 : « *Par définition, les marchés financiers sont des marchés d'initiés : toute la place est initiée* » ; de sorte que « *le délit d'initié ne pose pas un problème de nature, mais de degré* »² On comprend que Mitterrand ait conclu, quelques années après : « *La Bourse, c'est fait pour être initié* »².

N.B. La formule d'Attali : « *Je ne parviens pas encore à y croire* » est linguistiquement étonnante : elle semble impliquer que l'énonciateur, au moment où il la rédige, sait déjà plus ou moins consciemment qu'il parviendra « à y croire ». Comme s'il l'avait écrite après coup... Peut-être a-t-elle inspiré celle de Chirac le 14-12-2000, à propos des marchés truqués dont certains ont osé penser que le RPR avait bénéficié alors qu'il était Maire de Paris (cf. **réf. 155**).

1. Mitterrand, *une histoire de Français*, op. cit., Tome II, p. 354.

2. *La Décennie Mitterrand*, op. cit., Tome III, Points, pp. 99 et 97.

08-10-89 – 108. Le « foulard islamique » (la presse)

À peine la loi Joxe avait-elle abrogé les « lois Pasqua » relatives à la condition des étrangers en France qu'éclate dans un collège de Creil l'affaire dite du « *foulard islamique* ». Le 8 octobre, des élèves musulmanes sont menacées d'exclusion si elles n'ôtent pas pendant les cours leur foulard. Quelques jours plus tard, elles récidivent : le Principal leur interdit alors d'entrer dans leur classe. C'est le commencement de l'affaire, qui battra son plein en novembre.

Le ministre l'Éducation nationale, un certain Lionel Jospin, se veut apaisant (l'école est faite pour accueillir). Jean-Pierre Chevènement défend la laïcité intégrale : « *Il ne peut y avoir ni soutane, ni kippa, ni tchador à l'école laïque* ». Harlem Désir et SOS-Racisme s'inscrivent dans l'air du temps : « *Qu'importe si les jeunes filles musulmanes entrent à l'école avec le voile, du moment qu'elles en sortent en blue-jean !* »¹ Les féministes, en revanche, s'opposent au port du voile, symbole de l'asservissement de la femme musulmane.

On parlera longtemps encore du « foulard islamique ». L'affaire débouchera en 1994 sur la circulaire Bayrou, qui distingue les « signes religieux ostentatoires » (interdits) des « signes discrets » (compatibles avec la laïcité). Mais on sait que la querelle reprendra dans la France des années 2000, pour s'apaiser fin 2003, avec les mesures inspirées par la commission Stasi.

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome III, Points-Seuil, pages 334-339

Mai-1990 – 109. « La France ne peut accueillir toute la misère du monde. »
(Michel Rocard, au sujet de l'immigration)

La première version de cette phrase date du 3-12-89, à l'émission 7 sur 7 d'Anne Sinclair (TF1). La France s'inquiète : l'affaire du « foulard islamique », l'accroissement de l'immigration clandestine (plus de 10 000 clandestins arrêtés en 1989) obligent le gouvernement à mettre en œuvre une véritable politique d'intégration. D'autant que le Front national réussit une percée électorale à Dreux en la personne de Marie-France Stirbois (élue ce dimanche même, à l'occasion d'une législative partielle). Interrogé par Anne Sinclair, le Premier ministre concède que si la France doit demeurer « *une terre d'asile politique* », « *elle ne peut pas héberger toute la misère du monde* ». Certains accusent aussitôt ce propos, issu d'une volonté de « gestion réaliste », de contribuer à la banalisation du discours xénophobe.

En janvier 90, Rocard précise que la France ne peut plus être « une terre d'immigration nouvelle ». Le 22 mai, à l'Assemblée nationale, voulant rallier certains députés de l'opposition, il réitère sa formule. À nouveau, il est suspecté de masquer, sous cette « évidence », une concession au discours de la droite autoritaire, surtout quelques jours après l'affaire de Carpentras qui a ému toute la gauche. Trois ans plus tard, Charles Pasqua (redevenu ministre de l'Intérieur) estimera la pensée rocardienne pleine de bon sens. De quoi effrayer son auteur !

De fait, dans une tribune au *Monde*, Michel Rocard précisera que sa formule, devenue célèbre malgré lui, n'avait certes pas pour objet de légitimer « les impitoyables lois Pasqua 93 ». Il la complète alors ainsi : « *La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre fidèlement sa part* » (*Le Monde*, 24-08-96).

21-08-90 – 110. « *Nous sommes entrés dans une logique de guerre.* » (F. Mitterrand)

Cette formule fut prononcée en pleine crise du Golfe, à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak. La guerre contre l'Irak ne sera déclenchée que le 17 janvier 1991 (opération « Tempête du désert »), après le refus obstiné de Saddam Hussein d'évacuer le territoire qu'il occupait.

Six mois auparavant donc, convaincu qu'il faudrait entrer en guerre, Mitterrand prend les devants. Le 9 août, il sermonne ses ministres. Puis intervient plusieurs fois dans les médias. En énonçant sa fameuse formule, il justifiait d'avance la participation de la France à la guerre qui allait suivre, ce qui n'allait pas de soi.

Quoi qu'on en pense sur le fond – il faut se souvenir des désaccords d'un certain nombre de responsables ou d'analystes à l'époque (J.-P. Chevènement démissionnera en janvier 1991) –, on notera que l'expression « *une logique de* » a toujours quelque chose de suspect dans le discours des politiques. Elle alimente en effet ce terrible *sophisme de l'inéluctable* qui, coupant court aux objections des citoyens, permet aux dirigeants de faire passer indûment leurs décisions pour des nécessités de l'Histoire.

N.B. En juin 1990, un article du *Monde Diplomatique* a pour titre : « Retour à une logique de guerre au Proche Orient ? » (Alain Gresh). Ce texte traite en réalité du problème palestinien. Mais l'expression était dans l'air...

02-03-91 – 111. La « *vache folle* » (les médias)

Comme ce fut le cas avec le « *délit d'initiés* » et le « *foulard islamique* », l'émergence de cette affaire est indissociable du « succès » de l'expression qui la nomme. C'est effectivement le 2 mars 1991 qu'est découvert dans les Côtes-d'Armor le premier cas de vache nationale morte d'ESB, c'est-à-dire d'Encéphalopathie Spongiforme Bovine. Le tout 1^{er} cas de « vache folle » avait été détecté en Grande-Bretagne six ans plus tôt, en avril 1985. Les preuves de la transmissibilité à l'homme seront établies vers 1996 (cf. l'historique précis de l'épidémie, dans le *Quid*).

En envahissant les médias, l'expression devint vite une référence à la fois culturelle et politique. Elle marqua si bien son époque que l'on est conduit à se poser sérieusement la question : où donc se situait la folie dans cette affaire ? Dans le comportement aberrant des bêtes au cerveau ramolli ? Dans la panique des foules européennes boycottant stupidement les étalages de viande bovine ? Dans l'affolement des autorités faisant abattre des troupeaux entiers de bêtes suspectes, pour n'avoir pas assez tôt protégé les marchés nationaux ? Dans le vent de libéralisme thatcherien qui, renonçant aux contrôles au nom de la

déréglementation et de la liberté de profit, avait poussé les éleveurs à nourrir les bovins d'abats à vil prix sous forme de farines animales ?

■ Sous Édith Cresson et Pierre Bérégovoy

Nommée avec enthousiasme par le chef de l'État qui la trouve « charmante » (14-07-91), Édith Cresson se montre maladroite, et ne parvient ni à entraîner ses ministres ni à convaincre l'opinion du bien-fondé de ses réformes. En décembre 91, F.-O. Giesberg anticipe en parlant d'un « crépuscule de Dieu ». L'affaire du sang contaminé, puis « l'affaire Habache » affaiblissent le pouvoir. Mitterrand s'empresse avec retard de nommer Premier ministre Pierre Bérégovoy, en mars 92. Celui-ci reprend les choses en mains, tandis que le président fait un aller-retour aéroporté à Sarajevo. Au referendum de Maastricht, le « oui » gagne de justesse. Malgré le « big bang » souhaité par Rocard, dérouté des socialistes aux législatives de mars 93, suivies du suicide de P. Bérégovoy le 1^{er} mai. Tout cela est parfaitement raconté dans La Décennie Mitterrand, op. cit., Tome IV.

19-05-91 - 112. « *La Bourse, j'en ai rien à cirer !* » (Édith Cresson)

Après avoir « démissionné » Rocard, Mitterrand choisit comme Premier ministre Édith Cresson : « [elle] m'est apparue comme la plus apte à muscler notre économie ». Ce tempérament musclé – Mme Cresson déclarant elle-même vouloir « muscler notre appareil productif » – se manifeste illico par un dérapage gaullien.

Alors qu'elle s'entretient avec une journaliste, son chef de cabinet vient l'informer que « les indices économiques ne sont pas bons mais que la Bourse est à la hausse ». Agacée, elle lâche : « *La Bourse, j'en ai rien à cirer !* ». Et voici que la formule fait le gros titre du *Journal du dimanche*, au grand dam de son auteur !

Formule étrange de la part d'une responsable qui avait géré avec zèle le « redéploiement industriel » et le commerce extérieur français.

Formule médiocre, si on la compare au mot du président de Gaulle dont elle apparaît comme un avatar dégradé : « *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » (cf. réf. 56 bis).

Formule malheureuse, aussitôt controversée, dont les médias firent en dépit de son auteur une « référence » politico-culturelle.

19-06-91 - 113. « *Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français sur le palier, il devient fou. Ce n'est pas être raciste que de dire cela.* » (J. Chirac, discours au RPR)

Si ce discours chiraquien n'était pas « raciste », il visait pourtant l'électorat du Front national, et certains crurent y sentir comme une odeur de xénophobie... Il affirmait en effet, en proposant de mettre un frein au « regroupement familial » : « *Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose* ». Il citait alors le cas d'école (rarissime) d'une famille immigrée dont le père, entouré de quatre épouses, pouvait toucher « 50 000 francs de prestations sociales, sans

naturellement travailler ». De quoi indigner l'ouvrier français, surtout si l'on ajoutait « *le bruit et l'odeur* » !

Ces propos soulevèrent une légitime indignation. En Afrique surtout, ils furent d'autant plus mal reçus que le mot « odeur » était interprété dans le sens d'*odeur corporelle*... L'odeur des immigrés !!! Certains firent remarquer que le responsable du RPR n'avait pas les mêmes réticences à l'égard de certaines mannes financières venues d'Afrique pour soutenir ses campagnes électorales. L'argent, lui, n'a pas d'odeur.

N.B. Ce dérapage chiraquien est très bien présenté dans l'ouvrage *100 grandes citations expliquées*, op. cit. pp. 587-90.

24-06-91 - 114. « *Omar m'a tuer.* » (auteur inconnu ; il a paru douteux que ç'ait été la victime)

Ces mots étaient inscrits, tracés en lettres de sang, sur le mur au bas duquel gisait le cadavre de Ghislaine Marchal. La victime semblait désigner ainsi son employé. À moins que la mise en scène ait été conçue par le véritable assassin, quelque peu brouillé avec l'orthographe, pour faire condamner Omar Haddad à sa place. Toujours est-il que celui-ci, d'abord condamné en 1994, fut gracié l'année suivante.

Ce qui a surpris, c'est le succès de l'inscription : « *Sitôt formulée, sitôt récupérée, la phrase a commencé de circuler en ondes larges dans le discours de tous, sur le modèle de X m'a tuer* », commente Sylvie Brunet¹. Et de citer André Rousselet, « démissionné » de Canal+ par Édouard Balladur : « *Édouard m'a tuer* » (*Le Monde* du 17-02-94) ou encore Bernard-Henri Lévy, à propos du suicide de F. de Grossouvre : « *Écrira-t-on dans les gazettes : "c'est le président qui l'a tuer" ?* » (*Le Point*, 16-04-94).

C'est là un bon exemple de formule, issue de la société civile, qui devient vite une « référence » dans le champ politique, où les meurtres symboliques font partie de la vitalité citoyenne...

1. *Les Mots de la fin du siècle*, op. cit. p.187.

03-11-91 - 115. « *Responsable mais pas coupable* » (Georgina Dufoix)

Sous le gouvernement Fabius, en 1985, des stocks de sang contaminé par le virus du Sida continuèrent d'être transfusés *sans être préalablement chauffés*, seul moyen de rendre le produit inoffensif. Cette décision jugée criminelle, prise pour des raisons d'économie à l'initiative du docteur Garretta, eut pour effet d'empoisonner des milliers d'hémophiles. Georgina Dufoix, alors ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, faisait partie de l'équipe gouvernementale « couvrant » les questions de transfusion sanguine.

En octobre 1991, l'affaire du sang contaminé éclate dans les médias. Elle donnera lieu à un long procès, de 1992 à 1995. Mais dès le 3-11-91, interrogée sur le sujet, l'ex-ministre G. Dufoix se déclare « *responsable mais pas coupable* ». L'expression fait scandale et devient « historique » dans son ambiguïté même. Elle sera mille fois reprise dans la presse, pour symboliser la dérobade des politiques qui s'innocentent indûment des conséquences de leurs décisions.

Il faut pourtant souligner que l'indignation médiatique fut un contresens. D'une part, G. Dufoix s'était dite « *profondément responsable* », montrant qu'elle assumait l'affaire. D'autre part, au sens strict, les élus et gouvernants, qui délèguent leurs pouvoirs et font exécuter des décisions, sont toujours responsables *légalement* des fautes de leurs subordonnés, mais non pas « coupables » (moralement) de ces méfaits – aussi longtemps du moins qu'une enquête n'a pas prouvé leur compromission ou leur négligence.

En l'occurrence, G. Dufoix manifesta son courage et son honnêteté en se disant prête à assumer sa responsabilité légale, contrairement à bien d'autres politiciens qui, dans des affaires aussi graves, sont d'autant plus coupables qu'ils se refusent à paraître « responsables ».

Année-92 – 116. La « *fin de l'histoire* » (Francis Fukuyama)

Selon l'américain F. Fukuyama, auteur de l'ouvrage *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, l'humanité accédait enfin en 1992 – avec le dégel du bloc soviétique et l'essor de la mondialisation – à l'idéal démocratique universel des sociétés de consommation, qui correspond si bien à la nature humaine et à sa soif de liberté.

Le concept de « fin de l'histoire » n'était pas nouveau. Selon Alexandre Kojève, brillant interprète de la pensée de Hegel dans les années 1930, la fameuse dialectique hégélienne du maître et de l'esclave parvenait déjà à son terme, il n'était plus nécessaire d'agir pour faire accoucher l'Histoire : celle-ci était achevée... Et peut-être l'Homme avec elle !

La thèse de F. Fukuyama, souvent applaudie et parfois discutée dans les médias, consacrait en réalité l'économie néo-libérale à la mode anglo-saxonne comme seul modèle planétaire valable de société « démocratique ». *Exit* l'idéal « socialiste », *exit* l'interprétation du monde par le marxisme, ou par la psychanalyse, ou par le structuralisme, etc. Il n'y avait plus d'idéologies. Débattre d'un projet de société, opposer des choix politiques de gauche ou de droite, n'avait plus de sens. Tout était affaire de technique et de gestion fonctionnelle du social, le marché allait tout régler, la consommation promise à tous allait faire le bonheur du genre humain.

C'est en tout cas sur cette toile de fond, elle-même « idéologique », qu'allaient se dérouler les débats politiques des années 90, au-delà des

querelles franco-françaises, au sein d'une Europe des douze en marche vers la « monnaie unique ».

20-09-92 – 117. « La France frileuse » (une certaine presse)

C'est à propos des partisans du « non » français au traité de Maastricht, minoritaires de peu (49%), que se développa le concept d'une « France frileuse », à la fois démunie, chauvine et archaïque, tournant le dos à la voie royale de l'Histoire et aux promesses de la modernité¹. Notons que, dans un style plus relevé, Philippe Sollers qualifiera démocratiquement cette moitié de son pays de « France moisie ».

On sait que ce fut de justesse, grâce notamment à l'engagement de F. Mitterrand lors du débat télévisé du 3 septembre (à la Sorbonne), que le Traité de Maastricht fut ratifié le 20 septembre 1992. Au conseil des ministres qui suivit, le président s'en réjouit dans des termes manichéens : « *Ce "oui" est un acte de civisme incroyable, comme rarement la France en avait connu depuis la guerre* » (*Le Monde* du 24-09) : voter « non » avait donc été un acte d'incivisme².

Cette « France frileuse », puis « moisie », devenue entre-temps « France d'en bas », sera de nouveau abominée par la majorité des médias, en mai 2005, lorsqu'elle se sera rendue coupable de rejeter le Traité Constitutionnel Européen (cf. **réf. 123 et 163**).

1. Cf. la protestation d'A. Grejbine, « Abrutis, frileux et archaïques », *Le Monde* du 25-09-92. Voir aussi le chap. « Rhétorique maastrichtienne », in « *Les Médias pensent comme moi !* », F. Brune (L'Harmattan, 1997).

2. Propos qui semble répondre à l'argument aussi incroyable qu'avait employé la veille du scrutin Jacques Lesourne, directeur du *Monde*, en osant déclarer : « *Il faut le dire en pesant ses mots : un 'non' au référendum serait pour la France et pour l'Europe la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés par l'arrivée de Hitler au pouvoir* » (« Les enjeux du 'oui' », *Le Monde*, 19-09-92). L'auteur avait si bien pesé ses mots qu'il dut expliquer, dans le numéro suivant, qu'il ne voulait pas dire ce que sa formule disait pourtant, en assimilant le rejet (démocratique) d'une politique et les méfaits du nazisme (« Post-Scriptum », *Le Monde* daté du 21-09-92).

17-02-93 - 118. « Big Bang » (Michel Rocard, près de Tours, réunion publique)

À la mi-février 1993, la campagne pour les législatives bat son plein et le PS sent venir sa défaite. D'une part, ses électeurs déçus se tournent vers les candidats écologistes. D'autre part, ses principaux dirigeants sont empêtrés dans « les affaires » : Fabius, Premier secrétaire du PS, aux prises avec l'affaire du sang contaminé, et Bérégovoy, Premier ministre, devenu suspect politique n°1 en raison d'un prêt sans intérêt, dont Roger-Patrice Pelat lui a fait cadeau sept ans plus tôt (voir ci-dessous la **réf. 119**).

Reste Rocard, dernière carte à jouer, mais non la moindre. Celui-ci lance alors, au cours d'une réunion publique près de Tours, l'idée d'un

« *Big Bang* » salutaire qui permettrait au Parti socialiste de renaître de ses cendres en s'ouvrant « *aux écologistes, aux centristes et aux communistes rénovateurs* ». L'expression éclate aussitôt dans le champ politico-médiatique, telle une déflagration positive : toute la presse s'en fait l'écho, ça bouge enfin la politique ! Naturellement, ce *big bang* est si sonore qu'il se suffit à lui seul, et que l'Opinion le reprend sans trop savoir ce qu'il recouvre.

Ce n'est pas tout à fait le cas de la direction du PS. On sent que ce *big bang* politique est un boomerang : il risque de faire exploser le Parti sans pour autant le faire renaître. Chevènement, qui a lu Hubert Reeves, rappelle que le *big bang* originel n'engendra d'abord qu'une « *soupe primitive* ». Mitterrand prend publiquement ses distances. La droite invente les variantes « *big band* » et « *big gang* ». Et quand les élections de mars consacreront la déroute des socialistes, *Le Monde* parlera de « *Big Crunch* » (implosion de l'univers qui, se rétractant, devient un « trou noir », à la fin des temps). Quant à Rocard soi-même, bien qu'il ait appelé à ne pas faire du *big bang* un slogan, mais à lui donner sa « dimension vraie » (?), il est battu aux élections : c'est un « *Big crash* » !¹

1. *Les Mots de la fin du siècle*, op. cit., p. 121.

04-05-93 - 119. « *Toutes les explications du monde ne justifieront pas qu'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et finalement sa vie.* » (François Mitterrand à Nevers, aux obsèques de Pierre Bérégovoy).

En 1986, alors ministre des Finances, Pierre Bérégovoy accepte, pour acheter un appartement, un prêt gratuit de Roger-Patrice Pelat, cet homme d'affaires qui sera convaincu de « délit d'initié » trois ans plus tard (cf. **réf. 107**). Ce prêt est enregistré chez un notaire, en parfaite transparence.

Début 1993, le juge Thierry Jean-Pierre découvre l'existence de ce prêt. Le 3 février, *Le Canard Enchaîné* publie l'information. *Le Monde* enquête et développe ces révélations. L'opposition et les médias s'en donnent à cœur joie. Une terrible suspicion de malhonnêteté pèse désormais sur Bérégovoy et, à travers lui, sur un système de pouvoir qu'avaient déjà éclaboussé les affaires politico-financières de 1989-90.

L'intégrité financière de Pierre Bérégovoy ne fait pas de doute ; sa faute politique non plus. On n'accepte pas un prêt gratuit (ce cadeau) des mains d'un affairiste peu scrupuleux, qui offre si généreusement une partie des gains qu'il acquiert frauduleusement. Meurtri par les calomnies, se sentant responsable de l'échec du socialisme, l'ex-ministre tombe dans une sévère dépression. Il se dit coupable, il pense avoir trahi ses idéaux, et va même jusqu'à dire : « *Si je disparaissais*

[...], ce serait l'acte fondateur fort qui permettrait de tout laver. »¹ Il met fin à ses jours le 1^{er} mai 1993, avec le revolver de son chauffeur.

Apprenant sa mort, Mitterrand dira : « *Ils l'ont assassiné.* » Qui ? Les journalistes, ces « chiens » qu'il désigne hardiment, le jour des obsèques de son ministre et ami : « *Toutes les explications du monde ne justifieront pas que l'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et finalement sa vie, au prix d'un double manquement de ses accusateurs aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous.* »

1. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome IV, p. 486

■ Sous Édouard Balladur : seconde cohabitation (93-95)

Il arrive que la mémoire soit fidèle, et c'est précisément le cas lorsqu'on croit se rappeler que, sous Édouard Balladur, il ne s'est quasi rien passé. Ni rien dit de mémorable. Les réputées expressions franco-françaises ne refleuriront qu'à partir de la campagne présidentielle. Se déroulent surtout, au fil des années 91 à 96, les « folies balkaniques » en Europe et le « génocide » rwandais en Afrique... Cependant, il y aura encore la polémique assez vaine sur les rapports de F. Mitterrand avec Vichy, en sept. 94, et aussi début nov., l'annonce d'une nouvelle, enfin réjouissante en ces temps de « sinistrose » : l'existence de Mazarine.

14-12-94 - 120. « **Exception culturelle** » (notables et médias)

Après de longues discussions, et en dépit des pressions des USA, l'Union européenne obtient que le secteur culturel et audiovisuel soit placé en dehors du champ couvrant les accords du GATT. Dès septembre, la France avait réclamé cette clause dite « d'exception culturelle ». C'est une sorte de victoire pour le couple Balladur-Mitterrand : la production artistique et audiovisuelle va pouvoir échapper aux logiques purement commerciales et aux dogmes de la libre concurrence. Naturellement, lorsque le GATT sera devenu l'OMC, les « néo-libéraux » – toujours désireux de transformer le monde en marchandise – reviendront à la charge. L'**exception culturelle**, dont il fut abondamment parlé¹, demeure menacée.

Le concept d'exception culturelle s'inscrit plus largement dans la notion d'**exception française**, qui est bien antérieure, et qui recouvre un ensemble de spécificités de la nation française dans les domaines politique, économique, administratif, culturel, ainsi qu'un certain esprit gaulois où le génie à l'indiscipline se mêle. Exception dont les étrangers s'irritent dans la mesure où les Français s'en glorifient.

En 1988, par exemple, de brillants intellectuels épris de modernité annonçaient (loin de s'en plaindre) « *la fin de l'exception française* »². De quoi réjouir nombre de « penseurs » anglo-saxons aux yeux desquels la France passait pour à la fois chauvine et économiquement archaïque. À ce sujet, on peut lire un article fort instructif de l'écrivain

américain Thomas C. Frank, qui ironise sur les préjugés anti-français de ses compatriotes : « L'impardonnable exception française »³

1. Cf. *L'Exception culturelle*, par Serge Rigourd, PUF, coll. « Que sais-je », 2002.

2. *La République du Centre*, par F./Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, Calmann-Lévy, 1988.

3. *Le Monde diplomatique*, avril 98.

1992-95 – 121. « *Purification ethnique* » (les médias)

« *Élimination, par une population dominante, des autres groupes ethniques vivant sur le même territoire, par l'exercice d'une violence physique ou psychologique* » : telle est la définition qu'on trouve, dans *Le Petit Larousse* de 1994. Elle vise aussi bien les « épurations » qui eurent lieu à l'époque sur le territoire de l'ex-Yougoslavie que les « nettoyages » génocidaires qui se déroulaient simultanément au Rwanda.

À l'époque il fut reproché à Mitterrand (qui disait ne pas vouloir « *ajouter la guerre à la guerre* ») et aux dirigeants européens (refusant d'intervenir militairement) une attitude trop molle à l'égard de Milosevic et de ses sbires. « Non-assistance de peuples en danger », disaient B. Kouchner et d'autres, en arguant du **devoir d'ingérence**, autre expression qui fit florès, quoique n'étant pas nouvelle¹. En dépit du saut humanitaire de Mitterrand à Sarajevo (28-06-92), qui ne modifiera guère le cours des événements, la situation en Bosnie empirera jusqu'aux massacres de Srebrenica, en juillet 1995, où la France créera une « force d'intervention rapide ».

Du côté africain, l'engagement français sera plus net. En juillet/août 94 est décidée « l'opération Turquoise », destinée à sauver des milliers de vies dans l'inextricable situation de la guerre civile au Rwanda. Opération elle-même très critiquée : on reprochera à la France, sous la façade d'une intervention humanitaire, de poursuivre d'occultes intérêts géostratégiques².

Il semble qu'en politique, l'action et l'inaction soient également coupables.

N.B. La façon dont les médias occidentaux rendirent compte des événements de l'ex-Yougoslavie a été fort controversée. Il semble bien, avec le recul, qu'ils se soient livrés à un manichéisme anti-Serbes évident, en grossissant démesurément le nombre des victimes ou des exactions, sous couvert de l'expression trop commode « épuration ethnique », « *dont le flou conceptuel a été un élément important de son efficacité médiatique* » (Maurice Pergnier, *Mots en guerre*, discours médiatique et conflits balkaniques, l'Âge d'Homme, 2002). Voir aussi l'essai de D. Vidal et S. Halimi *L'opinion ça se travaille*, cf. **réf. 148**.

1. C'est Jean-François Revel, dans *L'Express* (juin 1979), qui parle le premier semble-t-il du *devoir d'ingérence*. B. Kouchner s'empare de l'expression, mais il n'est pas le seul ; on la trouve par exemple sous la plume de Cl. Julien dans le

Monde diplomatique d'oct. 1981 : « Dans les cas extrêmes – plus de 10 000 morts au Salvador depuis le début de l'année – s'impose ce qu'il faut bien appeler un devoir d'ingérence. » La difficulté sera de passer du « devoir d'ingérence » (humanitaire) au « **droit d'ingérence** » (politique). « *Droit d'ingérence : peut-on les laisser mourir ?* » sera justement le titre de l'ouvrage collectif préfacé par B. Kouchner en 1988.

2. Voir *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome IV, « Le fardeau africain », pages 535-574.

Oct. 94 - 122. « Préférence française pour le chômage » (Rapport Minc, *La France de l'an 2000*)

Reprise d'un ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, cette étrange expression laissait entendre que la misère et l'exclusion dont souffraient les Français était *leur* choix collectif, choix les ayant « conduits à préférer l'octroi de revenus à l'emploi ». La formule est reprise en décembre par Édouard Balladur, qui accuse « la préférence collective implicite de la société française pour le chômage » (article « La force et la justice », *Le Monde*, 20-12-94). Voici superbement dédouanés les responsables politiques des décennies précédentes.

Mais cette expression suggérait aussi, fort innocemment, qu'une baisse des revenus (y compris des minimas salariaux) était la condition *sine qua non* pour résorber efficacement le chômage, selon les canons du « social-libéralisme ». Chose pour le moins contestable, si l'on en juge par les analyses de S. Halimi dans *Le Grand bond en arrière*¹. Une lecture dont on a le droit de ne pas se priver...

1. Fayard, *op. cit.*, pages 321-323 et 525-527.

Nov. 94. - 123. « Fracture sociale » (E. Todd, Chirac, et quelques autres)

Dans une note destinée à la Fondation Saint-Simon, concernant les origines du « *malaise politique français* », l'historien Emmanuel Todd employa en novembre 1994 l'expression « **fracture sociale** ». Selon lui, celle-ci venait de culminer au cours de l'été 1992, lorsque s'étaient affrontés les partisans du Traité de Maastricht : sociologiquement parlant, le camp du « oui » avait plutôt traduit les intérêts et les aspirations des élites, tandis que le camp adverse avait rallié les électeurs proches des aspirations et des intérêts du peuple.

L'étonnant sociologue Jacques Chirac comprit aussitôt combien ce concept éclairait le mal français et, flairant là un bon coup électoral, fit de l'expression un slogan personnel. On connaît la suite : élu début 95 en s'engageant à réduire la fracture sociale, Chirac mit en œuvre une politique diamétralement opposée à sa promesse, qui entraîna la vaste grève de nov./déc. 95... et pour finir, la « dissolution » de 1997.

N.B. L'expression « fracture sociale » n'était pas nouvelle. Dans *Le Monde diplomatique* de nov. 93, Ignacio Ramonet diagnostiquait déjà une « *France à la limite de la fracture sociale* ». Mieux encore : en mars 1989, Michel Carraud

publiait aux éditions Publisud un essai intitulé *Que faire des jeunes ? Radioscopie d'une nouvelle fracture sociale*. Et s'il parlait de « nouvelle » fracture sociale, c'est que...

janvier 95 - **124.** « *Pensée unique* » (I. Ramonet)

C'est dans l'éditorial du *Monde diplomatique* de janvier 1995 qu'Ignacio Ramonet stigmatisa la fameuse « *pensée unique* » régnant dans les médias. Il s'agissait de la nouvelle idéologie dominante, issue des théoriciens du néo-libéralisme, avec ses mots d'ordre récurrents : restructuration, dérégulation, déréglementations (nécessaires), « acquis sociaux » (à démanteler) délocalisations (inévitables), privatisations (des services publics), compétitivité, modernisation, logique économique, contraintes (des marchés), « réalités » (incontournables), etc. Selon l'éditorialiste, ces mots d'ordre, pénétrant la conscience collective à longueur d'antenne (« *répétition valant démonstration* »), entérinaient peu à peu la réduction du politique à l'économique, l'économique s'enfermant lui-même dans la « pensée de marché » telle que la définit Alain Minc : « *Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.* » Dès lors, toute contestation de la « pensée unique » était récusée comme archaïque ou irréaliste.

L'expression fut aussitôt récupérée/orchestrée par le candidat Chirac partant à l'assaut de la « fracture sociale ». Puis devint à son tour un poncif des essayistes dogmatiques voulant discréditer les dogmatismes d'en face (cf. réf. **129** et **130**).

N.B. En vérité, l'expression « pensée unique » n'était pas nouvelle. Plusieurs auteurs l'avaient déjà utilisée, dont JFK (Jean-François Kahn), qui visait le « dogmatisme » des prisonniers du clivage droite/gauche. JFK rêvait en effet d'un « centrisme révolutionnaire » rassemblant les partisans d'une social-démocratie fondée sur... le libéralisme économique. De sorte que la « pensée unique » dénoncée par Ignacio Ramonet n'était pas tout à fait celle que déploraient les progressistes bon teint de la France centriste.

31-12-94 - **125.** « *Je crois aux forces de l'esprit.* » (F. Mitterrand, ultimes vœux)

Dans cet exercice convenu que sont les vœux de nouvel An, François Mitterrand a surpris les Français en lançant cette phrase inattendue : « *Je crois aux forces de l'esprit* ». Autant l'appel aux grandes valeurs procède de l'éternelle langue de bois politicienne, autant cette profession de foi parut sonner juste et sincère, ce soir-là, même aux yeux de ceux qui se sentent un « devoir d'impertinence » à l'égard de l'éternelle phraséologie politique.

Sachant le chef de l'État irrémédiablement frappé par le cancer, on était en droit d'admirer ce sursaut d'une conscience qui croit à la Conscience. J'ai songé en l'écoutant (car il faut bien dire « je » de temps en temps) aux formules célèbres de Pascal célébrant la pensée

humaine : « *Quand bien même l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui ; l'univers n'en sait rien.* »

Il n'était pas incongru *politiquement*, en effet, que le président François Mitterrand ose dire, lors de sa dernière allocution, et contre l'avis de ses conseillers¹ : « *Je crois aux forces de l'esprit et je ne vous quitterai pas.* » Il convenait que sa pensée et ses convictions, dans ce qu'elles eurent de meilleur, soient connues de ceux dont il avait présidé l'Histoire, au risque de leur transmettre une certaine espérance.

1. Selon Roland Dumas, cité dans *La Décennie Mitterrand*, Tome IV, p. 708.

-IV-

SOUS CHIRAC PREMIER

Les années « compatriotes »

1995-2002

DES ENTRECHATS DE JUPPÉ... AU QUINQUENNAT JOSPIN.

En recherchant les paroles ou expressions qui, depuis une décennie, ont acquis le statut d'incontestables « références politiques », j'ai été surpris de leur soudaine raréfaction. Elles m'ont paru de moins en moins « politiques », et de plus en plus médiatiques, ou économiques. À la fois plus nombreuses et moins éclatantes, elles proviennent bien souvent de la « société civile », qu'on oppose à tort d'ailleurs au monde politique, comme si tout n'était pas à la fois civil et politique dans la Cité.

L'heure n'est plus où le verbe gaullien, remettant « l'intendance » à sa juste place, transformait par son seul élan volontariste les situations même qu'il évoquait. Dès les années 90, le discours politique en France semble s'être abandonné aux « logiques » de l'économie de marché et aux poncifs de la nécessaire adaptation à un monde difficile (réformes, modernité, gouvernance, etc.).

Il fallait donc ouvrir ce florilège aux mots ou phrases qui, l'espace d'un moment, ont pu faire quelques vagues dans les médias, qu'elles émanent de la « *pensée unique* » ou de ses détracteurs, des fabricants de « *cerveaux disponibles* » (à la publicité), ou des militants qui pensent que « *le monde n'est pas une marchandise* ». D'où qu'elles aient surgi, même vite oubliées, je les ai retenues comme « signes des temps », en fonction bien sûr de mes propres présupposés « politiques », vis-à-vis desquels le lecteur ne manquera pas d'exercer lui-même son « devoir d'impertinence » (cf. p. 7).

On notera enfin qu'un nombre croissant d'expressions références sont issues de l'actualité internationale. Qu'il s'agisse de paroles liées à divers conflits, ou aux effets de la « mondialisation », il fallait « ouvrir » aux belles étrangères ce recueil de formules « franco-françaises ». Ne sommes-nous pas « *tous Américains* », comme l'estimera un journaliste ? (cf. **réf. 91**) En attendant peut-être, au fil de nos importations, de nous sentir aussi Chinois...

■ 1995-1997 : Juppé, jupettes, austérités et entrechats. Du ballet au coup de balai...

J. Chirac est élu le 7 mai 1995, après un débat contradictoire avec Lionel Jospin dont personne ne se souvient. Il nomme Premier ministre son fidèle Juppé, qu'il avait qualifié en 1993 de « meilleur d'entre nous ». Le gouvernement compte 12 femmes, vite appelées « Jupettes », dont la plupart feront les frais d'un remaniement gouvernemental début novembre. Très vite, Alain Juppé – qui avait été un ministre des Affaires étrangères estimé, montre ses limites : attitude rigide et formules impopulaires, au service d'une politique d'austérité imposée sans ménagement. D'où les grèves de l'automne 95, les soubresauts de 96, et la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée le 21-04-97.

fév-1995 – 126. « TSB » (certains milieux, en campagne électorale)

Ce sigle bizarre ne désigne ni un moyen de transport, ni un contrat pour jeunes en mal d'emploi, ni une nouvelle forme de maladie contagieuse menaçant la faune planétaire. Il s'agit simplement du mot d'ordre du parti chiraquien, rejoint par un certain nombre d'hommes de gauche, qui désiraient épargner à la France le risque du pouvoir ultra-libéral qu'eût incarné l'élection d'Édouard Balladur. D'où le slogan : *Tout Sauf Balladur*. TSB !

Il va de soi que ce mot de passe varie d'une élection à l'autre, selon le type d'ennemi public n°1 qu'on doit absolument éliminer dans le bien de la France, ou de tel parti, ou de tel mouvement. Du « *Tout Sauf Le Pen* » au « *Tout Sauf Fabius* » ou au « *Tout Sauf Sarkosy* », la liste est longue de ces variantes qui ne vont cesser de se multiplier.

N.B. Curieusement, on ne retiendra comme « mot » de Balladur, surnommé Ballamou par *Le Canard Enchaîné*, que son impératif du 24 avril 95 : « **Je vous demande de vous arrêter** ». C'était le soir du premier tour des présidentielles où, devancé par Chirac, Balladur tentait de faire taire ses propres partisans, afin de prononcer son allocution en direct à la télévision. Pour la première fois, on entendit de sa part une note d'autorité, – telle la voix fluette d'un professeur chahuté qui, bombardé de projectiles, s'insurgerait au point d'espérer le silence.

06-07-95 – 127. « Je suis droit dans mes bottes » (Alain Juppé, TF1)

La Ville de Paris détient un certain nombre d'appartements privés, dont l'Administration municipale assure la gestion. Bras droit du maire de Paris (J. Chirac), Alain Juppé réussit, on ne sait comment, à se loger dans l'un de ces appartements. Devenu Premier ministre, il en jouissait encore. Si bien qu'en juin-juillet 1995, le bruit courut que cet appartement, fort bien situé (rue Jacob), lui avait été concédé pour un loyer dérisoire. Plus généralement, on accusait le clan RPR de se partager ces résidences à des conditions très avantageuses.

Interrogé sur TF1 à propos de cette affaire, Alain Juppé déclara hautement : « *Je suis droit dans mes bottes et je crois en la France.* » Cette formule qui fit la joie du *Canard Enchaîné* devint aussitôt célèbre. D'une part, elle illustre le caractère peu souple (voire

arrogant) de son auteur, d'autre part... il n'est guère habile d'attirer l'attention sur ses bottes lorsqu'il s'y colle un peu de boue. On n'ignore pas en effet que, dans une autre affaire, celle des « emplois fictifs » que s'offrit le RPR aux frais de la mairie de Paris, Juppé fut inculpé de « prise illégale d'intérêt », le 21-08-1998. Et condamné le 30-01-04 pour avoir délibérément, selon les juges, « *trompé la confiance du peuple souverain* ».

N.B. Une décennie plus tard, la formule de Juppé n'est pas oubliée. Aux prises avec la mobilisation des jeunes contre son projet de Contrat Première Embauche, Dominique de Villepin déclare au *Monde* : « *Je ne serai pas un Premier ministre droit dans ses bottes qui n'écoute personne.* » (*Le Monde* du 8-03-06, p. 1). C'est pourtant ce qu'il a été (cf. réf. 183 et 185). Moralité : il est vain de rester droit dans ses bottes quand elles s'enfoncent dans des sables mouvants.

16-07-95 - 128. « *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par l'État français.* » (J. Chirac, 53^e anniversaire de la Rafle du Vél' d'Hiv')

Cette parole de « repentance » historique mérite d'être soulignée : pour la première fois, un président français reconnaissait publiquement la responsabilité nationale dans les crimes de Vichy.

Pour en comprendre l'importance, il faut se souvenir que François Mitterrand, dans le sillage de ses prédécesseurs, avait refusé en sept. 1994 d'adresser de semblables excuses, au nom de la France, pour les persécutions commises par « Vichy ». À l'époque, la presse s'était déchaînée contre lui, lui faisant un procès largement injustifié au sujet de ses relations avec de hauts responsables de ce régime, dont René Bousquet (ex-secrétaire général de la police de Vichy). Affecté par cette affaire, mais tenant bon sur les principes, Mitterrand expliqua : « *On veut que la République, la France s'agenouille, s'excuse pour les crimes de Vichy. Eh bien, [...] historiquement, cela n'est pas juste. La vérité, c'est que la République a donné ses pleins pouvoirs, le 10 juillet 1940, au maréchal Pétain, sans savoir ce qu'il en ferait. Et, le 11 juillet, il a supprimé tous les pouvoirs républicains. La République n'a donc rien à voir avec ce qui s'est passé du 11 juillet 1940 à la Libération.* »¹

Cette position, qui était la position officielle adoptée par tous les présidents depuis de Gaulle, nous paraît tout de même assez spécieuse. Car « la France », ce fut *à la fois* la France libre et le régime de Vichy. Si « la République » n'est pas *coupable* des crimes commis par « l'État français » qu'incarnait Vichy, elle demeure *responsable* de lui avoir donné « les pleins pouvoirs ». Elle est donc largement fondée à présenter ses « excuses » au nom de la nation.

N.B. Le terme de « repentance », allégué plusieurs fois à la fin des années 80, émergera vraiment dans le discours public lorsque est publiée, en novembre 94, la Lettre apostolique de Jean-Paul II « *Tercio millennio adveniente* », qui invite l'Église à faire amende honorable pour les exactions commises par les catholiques au cours des siècles : « *L'Église ne peut passer le seuil du nouveau millénaire sans inciter ses*

filis à se purifier, dans la repentance, des erreurs, des infidélités, des incohérences, des lenteurs, etc. » (*Le Monde*, 15-11-94, p. 13). Ce sera en 1998 que Jean-Paul II publiera officiellement sa Déclaration de repentance à l'égard des juifs (cf. **réf. 142**).

1. cf. *La Décennie Mitterrand, op. cit.*, Tome IV, coll. Points-Seuil, page 647.

21-09-95 - 129 « *Ce n'est pas la pensée qui est unique, mais la réalité.* » (Pierre Méhaignerie, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, *Le Monde*, 21-09-95)

Cette formule est sans doute l'expression la plus caractéristique de la « *pensée unique* » (cf. **réf. 124**). Elle est elle-même *unilatérale*, puisqu'elle présuppose qu'il ne saurait y avoir qu'une seule réalité (la réalité « économique » bien sûr) et qu'une seule appréhension de celle-ci par l'esprit humain. Alain Minc reprendra ce propos à son compte, par exemple dans *L'Événement du jeudi* (17-09-98) : « *En économie, il n'y a pas de pensée unique, il y a simplement une réalité unique* » ; il avait déjà écrit dans *Le Débat*, en mai 1995 : « *Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés [...] Il faut le savoir, et partir de là : agir comme s'il s'agissait d'un phénomène météorologique.* »¹ En d'autres termes, les responsables de la cité n'ont plus à concevoir de projet politique, ni à faire preuve de volontarisme : il n'est plus question pour eux et pour leurs concitoyens que de *se soumettre* à la « réalité » préexistante ou aux idéologues qui la définissent comme telle. Au risque d'invoquer dramatiquement leur absence de « marges de manœuvre » devant les « contraintes » de la mondialisation : « *Que peut le politique face aux diktats de la finance, gémit le politique... après avoir installé la finance ?* », ironise à juste titre Frédéric Lordon².

Cette « référence politique » fonde ainsi la négation même du politique... et nous explique peut-être que les grandes phrases apparentées au verbe gaullien, capables de transformer les situations mêmes qu'elles exprimaient, se soient effacées au profit de formules dérisoires soufflées par « l'air du temps ». (cf. **réf. 130, 133**, etc.)

1. Cité par Serge Halimi, *Le Grand bond en arrière, op. cit.* p. 222.

2. *Et la vertu sauvera le monde*, Raisons d'agir, 2003 (cité par S. Halimi, p. 368).

14-05-96 – 130. « *[...] une fonction publique qui fait de la mauvaise graisse* »

(Alain Juppé, à l'Assemblée nationale, *Le Monde* du 16-05, p. 6).

Commentant les termes « *dégraissage* » et « *dégraïsser* », l'auteur des *Mots de la fin du siècle*¹ déplore à juste titre ce langage qui fait des êtres humains un lubrifiant de la machine économique : comment peut-on oser dire qu'au nom d'une certaine « hygiène de vie » nécessaire à sa santé, l'entreprise doit se débarrasser de son excès de graisse ? Et de citer nombre d'autres locutions, souvent

euphémistiques, qui couvrent la cruelle réalité de la mise au chômage : *compression de personnel, licenciement économique* (et parfois « *licenciement sec* », qui paraît moins poisseux que « *dégraissage* »), *réduction de la masse salariale, flexibilité nécessaire au plein emploi, plan social d'accompagnement*, etc. Du côté des salariés, on préfère parler plus directement de « charrettes ». À chacun son point de vue.

C'est au moment même où est publié ce livre de S. Brunet qu'Alain Juppé, Premier ministre d'un président qui promettait de « réduire la fracture sociale », annonce une nécessaire réduction des dépenses publiques, en accusant la fonction publique de faire « *de la mauvaise graisse* ». Il faut, déclare-t-il, « *préférer une fonction publique moins nombreuse mais plus efficace [...] à une fonction publique qui fait de la mauvaise graisse.* » Ces propos, tenus au lendemain d'une rencontre avec les syndicats, sont si habiles ces derniers crient au « saccage », à « l'insulte » et à la « provocation » (*Le Monde*, 17-05-96). Bien des fonctionnaires, et notamment les enseignants, se demandèrent aussitôt si on allait leur ôter le peu de peau qui leur restait sur les os. Après le tumulte de la grande grève de l'automne 95, cette parole n'arrangea pas la popularité du ministre.

1. Sylvie Brunet, *op. cit.*, publié en 1996. Cf. les pages 242-243.

Automne-96 – 131. « *L'Horreur économique* » (Viviane Forrester)

Publié fin 96, un an après les grèves de l'automne de 1995, ce pamphlet eut immédiatement un grand succès. Son titre répondait parfaitement à ce que ressentaient des millions de citoyens, déçus par l'impuissance des politiques qui se soumettaient aux « logiques économiques », en dépit de leurs promesses électorales.

V. Forrester dénonçait en particulier ces sociétés qui, pourtant bénéficiaires, licenciaient dans le seul but d'offrir à leurs actionnaires quelques suppléments de « retour sur investissement ». Si bien qu'à la seule annonce d'un plan de réduction des effectifs, leur cotation en Bourse faisait un bond (cf. le débat V. Forrester / A. Minc dans *L'Événement du jeudi* du 13 mars 1997). Cf. **réf. 123, 124, 130.**

23-10-96 – 132. « *Thomson, ça ne vaut rien, ça vaut 14 milliards de dettes !* » (Alain Juppé, sur France 3)

Thomson, qui faisait partie du secteur public, était certes une entreprise endettée. Mais les défenseurs de ce groupe considéraient que ses actifs et son potentiel productif avaient une valeur suffisante pour qu'on tente de le sauver avec détermination.

Décidé à se débarrasser de Thomson, plutôt que de l'assainir et le fortifier, Juppé tenta donc de privatiser l'entreprise en la cédant à la

multinationale sud-coréenne Daewo. À quel prix ? Là était toute la question.

Pour un franc symbolique ! déclara le Premier ministre, en montrant le franc et en prononçant la formule citée ci-dessus.

Il se trouve que l'opération échoua ; l'État dut renflouer la société Thomson. Et celle-ci retrouva une pleine santé financière.

31-12-96 – 133. « *Il n'est pas facile d'adapter la France à son temps.* » (Chirac)

Échaudé par les grèves de la fin 95, et saisissant mal les raisons de l'impopularité croissante de son Premier ministre (Juppé), Jacques Chirac lâche cet aveu attendrissant à l'attention de ses chers compatriotes, en présentant ses vœux à la nation. Comme on le comprend ! D'autant que la France doit « *s'adapter à un monde qui se transforme de plus en plus vite* » !

Et cependant, c'est là le poncif des poncifs de la modernité selon les médias, l'éternel argument de la « pensée unique ». Lionel Jospin dira lui-même : « *La France doit épouser la modernité* » (07-03-2002). Il s'agit toujours de se « soumettre » (à la « réalité »), de « s'adapter » à un « monde en mutation », et non de le modifier, de le transformer, ou de lui résister le cas échéant (ce qu'osent espérer parfois les citoyens de l'action de leurs élus ; cf. **réf. 129**).

Un leitmotiv que reprendront tous les gouvernements.

13-03-97 – 134. « *La fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie. Les arbres naissent, vivent et meurent. Les plantes, les animaux, les hommes et les entreprises aussi.* » (AFP, 13-03-97)

Pour des raisons indiscutables, c'est-à-dire économiques, la régie Renault décide de fermer son usine belge de Vilvorde. Cette usine fonctionne pourtant bien, elle est rentable, son personnel est très qualifié. Mais voilà, en fermant ce site pour délocaliser sa production, l'entreprise Renault récemment privatisée espère encore baisser le prix de revient de ses véhicules, marquer des points sur la concurrence, et satisfaire ses actionnaires. Imparable ! On comprend mal pourquoi cette décision engendra une « eurogrève », plus de 70 000 manifestants défilant à Bruxelles le 16 mars pour protester contre cette décision.

Devant cette situation, il était pourtant permis aux citoyens de souhaiter qu'un chef d'État, dans le cadre de la CE, fasse tout ce qui semblait en son pouvoir (s'il lui en restait !) pour que soit préféré le plein emploi des travailleurs au gain des actionnaires.

Eh bien, non. Le président, pourtant élu sur le thème de la fracture sociale, choisit de s'adapter à la logique néo-libérale de son temps (cf. **réf. 133**), la présentant comme une loi de la nature. On retrouve ici cette rhétorique spécieuse que, dans ses *Mythologies*, Roland Barthes

nommait la *naturalisation du politique* : c'est-à-dire l'art de masquer sous des catégories « naturelles » des réalités regrettables dont la responsabilité est précisément *politique*.

N.B. Au cours de sa campagne électorale, Lionel Jospin ne manquera pas de soutenir la cause des ouvriers de Vilvorde, en les recevant le 29 mai à Lille (cf. *Le Monde* daté du 2 juin : « Jospin veut faire revenir la direction de Renault sur la fermeture de Vilvorde »). L'ennui est qu'une fois au pouvoir, il abandonnera l'usine à son destin. C'est que l'État ne peut pas tout (cf. **réf. 149**), et qu'il importe de « s'adapter à son temps ».

21-04-97 – 135. *Dissolution* (Jacques Chirac, président de la République)

Entouré de deux personnalités fortes, son premier ministre Alain Juppé, et le secrétaire général de l'Élysée Dominique de Villepin, le président Chirac ne comprenait pas bien pourquoi la politique gouvernementale était impopulaire. Des voix s'élevaient même dans sa propre majorité, pour critiquer l'action du gouvernement. De là à croire que la solution du problème consistait à faire appel au peuple pour retrouver un élan vigoureux, une majorité franche, et une image de renouveau, il n'y avait qu'un pas. Le président décida donc de dissoudre l'Assemblée nationale, en surprenant tout le monde. L'Opposition serait prise de court. On allait gagner à la hussarde.

L'ennui, c'est que le mécontentement des électeurs ne provenait pas de problèmes institutionnels et d'une simple « affaire d'image », mais de la politique même conduite par le gouvernement. Un écrivain proche de J. Chirac, fidèle admirateur du président, Denis Tillinac, l'explique clairement : « *Il suffisait de fréquenter des gens dans la rue, des députés de base, des journalistes locaux, voire des ministres sans renom, pour sentir l'exaspération monter comme une lave mauvaise. Pas la grogne rituelle de ce peuple râleur et gouailleur : l'exaspération. Elle venait de loin, c'était un volcan au bord de l'éruption, et pour s'en prémunir, on improvisait des restaurations d'"image"...* » (*Le Monde*, 4-06-97, p. 22)

Le résultat fut cruel. Le président y perdit sa majorité et vit son pouvoir se réduire comme une peau de chagrin. D'où cette définition d'un humoriste : « **Dissolution** : *Processus chimique qui peut s'étendre à l'expérimentateur lui-même.* »

24-04-97 - 136. « *Les socialistes se trompent décidément de siècle.* » (A. Juppé)

Sitôt annoncée la dissolution de l'Assemblée nationale, Alain Juppé se lance dans une campagne qu'il définit comme devant être « brutale » (*Le Monde* du 26-04-97). Il accuse aussitôt l'opposition d'archaïsme ; au pouvoir, elle ferait « machine-arrière toute » : « *Les socialistes, puissamment aidés par leurs alliés communistes sans les voix desquels ils ne peuvent escompter aucune majorité, se trompent décidément de siècle.* »

Que répond Lionel Jospin, qui vient de lancer le slogan *Changeons d'avenir* ? Que c'est lui qui est dans « la modernité ». Ce sera un leitmotiv : « *La France doit épouser la modernité* » (07-03-2002).

C'est donc à qui se montrera le plus « de son époque ». On attend des projets précis. On n'entend que de la pensée unique.

N.B. Pour donner une idée du niveau auquel se situe le débat, on peut relever ce propos de François Léotard qui juge Jospin « *sinistre au double sens du terme* » et ce dérapage de François Hollande qui estime qu'Alain Juppé « *incarne presque physiquement l'impôt* » (*Le Monde*, 26-04-97, p. 6). À tout prendre, on préférera la formule par laquelle Jospin stigmatise les louches affaires du RPR : « *La ville-lumière est devenue la capitale de l'opacité : même l'office HLM de Paris s'appelle l'OPAC* » (*Le Monde*, 17-05-97, p. 6)

■ Le « quinquennat » Jospin

Nommé Premier ministre le 3 juin, Lionel Jospin ne va pas jusqu'à déclarer comme V.G.E. en 1974 « De ce jour date une ère nouvelle de la politique française », mais il entend bien faire de la politique autrement. Cependant, son projet n'est pas vraiment « socialiste » : s'il baptise son rassemblement « gauche plurielle », avec écolos et cocos, sa gestion sera plutôt pragmatique. Côté « changement », il institue les 35 heures, les emplois-jeunes et le Pacs. Côté « continuité », il ratifie le « Traité d'Amsterdam » qu'il avait mis en cause au cours de sa campagne et facilite les privatisations qu'il s'était engagé à ne pas favoriser. Advient l'euro, qui ne réduit pas le chômage. Malgré une croissance réelle mais modérée, la « fracture sociale » perdure. Et, avec elle, l'insécurité. Sans parler des scores du Front national...

24-06-97 - 137. « *Il faut dégraisser le mammouth.* » (Claude Allègre)

Il s'agit là du programme subtilement politique d'un ministre de l'Éducation nationale qui a cru, à peine nommé à ce poste, soulever l'enthousiasme du corps professoral en le mettant à la diète.

Mais ce qui est à souligner, c'est la parenté de l'expression avec celle d'Alain Juppé accusant la fonction publique de « *faire de la mauvaise graisse* » (cf. réf. 130) Ce sont les mêmes mots, la même impatience du « dégraissage » (issue des milieux d'affaires), la même « idéologie » en somme, qui ont semblé animer les élites de droite ou de gauche présidant au destin du pays. Quatre ans durant (1997-2001), le ministre de l'Éducation nationale a ainsi contribué à décevoir l'électorat qui l'avait porté, par la grâce de son ami Premier ministre, à cette responsabilité prestigieuse. La moindre des prudences politiques n'eût-elle pas été de caresser un tant soit peu le mammouth dans le sens du poil ? Vaste débat, en vérité !

déc. 1997 - 140. « *Prenez de l'avance sur votre avenir* » (Cité des Sciences, Paris)

En décembre 1997, cet impératif dans l'air du temps appelle le public, et plus particulièrement les usagers du métro et du RER, à visiter une exposition de la Cité des Sciences. Une fois de plus, cette formule décrit l'avenir du citoyen comme une réalité préprogrammée,

à laquelle il ne peut que joyeusement se soumettre, et ceci quelques mois à peine après l'avènement d'un Premier ministre qui proclamait : « *Changeons d'avenir* ».

Ce qui est nouveau, c'est la course contre la montre qu'implique le slogan. Pour les jeunes, il y a là une invitation à *dépasser* le temps par peur d'être distancé, et l'on imagine l'énergie soudaine qu'exige de leur part la nécessaire adaptation à cet inéluctable avenir.

Pour les moins jeunes, et notamment les retraités, cette exhortation au dépassement les pousse à souhaiter l'accélération de leur funèbre destin. Malheur aux mortels qui prennent de l'avance sur leur futur : même s'il vient à son heure, celui-ci n'arrive-il pas toujours trop tôt ?

N.B. Dans la même perspective, la Cité des Sciences avait déjà risqué cette formule non moins étrange : « *Le monde s'accélère. Comment s'y préparer ?* »

An 1998 – 141. « *Devoir de mémoire* » (médias, personnalités, etc.)

L'expression « **devoir de mémoire** » se répand au cours des années 90 et culmine à l'occasion du « procès Papon », début 98. Elle s'oppose radicalement au « négationnisme » (dont les adeptes nient ou minimisent la « Shoah », l'extermination préméditée de plus de cinq millions de juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale), comme aux responsables politiques qui ont voulu faire oublier la complicité propre de Vichy dans ce que l'on nomme à juste titre un « crime contre l'humanité » (cf. **réf. 103** et **128**).

La vogue événementielle de l'expression « *devoir de mémoire* » ne doit pas faire oublier (c'est le cas de le dire !) qu'il s'agit d'un impératif collectif de toute communauté humaine. L'acte de mémoire, à la base de toute conscience, l'est aussi de toute conduite (morale). Les mémoriaux, écrits ou architecturaux (le latin *monumentum* signifie « souvenir »), témoignent toujours des horreurs du passé pour conduire les citoyens à en éviter le retour. Concernant en particulier le peuple juif et la Shoah, un spécialiste, l'historien Henry Mousso, précise :

« *La notion de "devoir de mémoire" a été forgée par les survivants des camps d'extermination, à commencer par Primo Levi. C'était le devoir que les rescapés s'imposaient à eux-mêmes : témoigner. Ils craignaient [...] de ne pas avoir le courage de parler, de succomber à la tentation d'oublier pour se reconstruire une vie. C'est cela le devoir de mémoire, qui rejoint une tradition juive profonde, moins tournée vers le ressassement du passé que vers sa transmission.* »¹

Mais, selon ce même historien, exhorter tout à coup au « devoir de mémoire » des générations qui n'ont pas connu le drame présente le risque d'en faire « *une sorte d'idéologie, de morale de substitution avec ses tabous et sa langue de bois* ». Risque que n'ont pas évité les médias à l'époque, entretenant selon le même Henry Mousso une

confusion regrettable : « *En fait, l'hypermnésie, le "trop-plein" du passé, est aussi inquiétant que l'amnésie. Pour échapper à l'un comme à l'autre, je pense avec Paul Ricœur qu'il faut substituer à la notion de "devoir de mémoire" celle de "travail de mémoire" »¹. Dans le même esprit, d'autres historiens disent aussi préférer l'expression « *devoir d'histoire* ».*

1. *Le Monde* daté du 07-04-98, p. 14.

Mars-98 - 142. « *Repentance* » (le pape Jean-Paul II)

Réactivé dans le langage de l'Église en 1994 (cf. **réf. 128**), le mot « *repentance* » pénétra non sans succès dans la société médiatique, trop heureuse d'observer ce mélange d'archaïsme et de modernité qui caractérisait la « *communication* » du chef de l'État le plus petit du monde – mais grand par le rayonnement.

Le mot avait déjà paru dans la presse : par exemple à propos de l'affaire du Carmel d'Auschwitz (*Le Monde* du 18-02-87) ou, mieux encore, lors de la « *Repentance des évêques germaniques* » (*Le Monde* du 24-10-88, p. 1).

Entre-temps, illustrant cette volonté générale de repentance et de réconciliation avec « *le monde* », il y avait eu, en 1992, la révision du « *procès de Galilée* », par laquelle l'Église avait reconnu son erreur historique. Puis, le 15 juin 1994, le Vatican établissait des relations diplomatiques avec Israël.

Et ce fut, le 16-03-98, avec la *Déclaration de repentance* de l'Église catholique envers les juifs, que le mot « *repentance* » prit toute son ampleur, authentifiant l'attitude qu'il recommandait. Deux ans plus tard, Jean-Paul II en visite à Jérusalem confirma cet acte de contrition. En particulier, le 26 mars 2000, il vint se recueillir devant le Mur des Lamentations, et il y glisse une prière au Dieu d'Abraham (qu'il nomme « *Dieu de nos pères* »), engageant la chrétienté à vivre une « *fraternité authentique avec le peuple du Livre* ».

mars-avril 98 – 143. « *Un parti pas comme les autres.* » (les médias)

Le Front national a suscité une polémique continuelle depuis l'élection de J. Chirac en 1995 jusqu'à sa réélection en 2002. Cette polémique n'a cessé de rebondir à chaque nouvelle affaire : la profanation du cimetière de Carpentras (jugement en 1996, qui met hors de cause le parti de J.-M. Le Pen) ; le procès Papon (cf. **réf 141**) ; et encore l'élection de cinq présidents de Région grâce au soutien du FN... laquelle conduisit le président Chirac à condamner vertement le Front national comme « *un parti de nature raciste et xénophobe* » (Allocution radiotélévisée du 23-03-98).

C'est alors que se répandit dans la presse l'expression « pas comme les autres » pour définir le FN : « *Le Front national est-il un parti comme les autres ?* » (*Le Monde* du 21-03-98), « *Un parti pas comme les autres* » (émission *Envoyé spécial*), « *Pourquoi le Front national n'est-il pas un parti comme les autres ?* » (*Télérama*, 01-04-98) ou encore : « *Pourquoi le Front national ne sera jamais un parti démocratique ?* »

Autant on peut comprendre (et même partager) les critiques adressées au FN par des démocrates sincères, autant on peut se sentir gêné par le langage ostracisant dans lequel ces critiques sont formulées. Vouloir disqualifier un parti qui déclare que certains Français « *ne sont pas des Français comme les autres* », en l'accusant lui-même de « *n'être pas un parti comme les autres* », n'est-ce pas contradictoire ? Dépassant clivages et généralisations, n'est-il pas raisonnable de penser que la richesse humaine d'une nation implique que ses sujets ne soient ni complètement « comme les autres » ni absolument différents ? Et si un président de la République juge un parti raciste et xénophobe par nature, qu'attend-il – au pays des Droits de l'Homme, pour le faire interdire par la majorité dont il dispose ?

N.B. La banalisation de cette expression a été telle qu'on a pu entendre, par exemple, à la même époque : « La sclérose en plaque, une maladie pas comme les autres ». Plus tard, le 5 mai 2002 (second tour des présidentielles où est présent Le Pen) sera nommé « *un dimanche pas comme les autres* »

Avril-98 – 144. « *Le Sida, on l'aura.* » (slogan de la campagne Sidaction)

Cette publicité dite « d'intérêt général » illustre sans doute la façon dont le champ politique se confond peu à peu avec le champ médiatique. Du coup, les « références » politiques ne sont plus tant générées par les hommes politiques que par les médiaticiens professionnels. Non sans les mêmes ambiguïtés.

L'argument des promoteurs de l'action contre le Sida, qui appelaient les téléspectateurs à « donner » le mercredi 22 avril 1998, apparaît délicieusement amphibologique. « *Le Sida, on l'aura* » : cela veut dire qu'on parviendra à le vaincre. Mais cela peut signifier aussi, à l'opposé, qu'on finira tous par « l'avoir », c'est à dire « l'attraper » ou, plus exactement, se faire attraper par le virus.

Si les têtes pensantes qui ont inventé le slogan n'ont pas été conscientes de son amphibologie, nous ne cacherons pas notre stupéfaction amusée. Si elles l'ont sciemment voulue comme telle, nous resterons pour le moins aussi circonspects : comment peut-on inviter les gens à lutter contre un mal en le présentant comme inévitable ?

À tout prendre, on peut préférer les ambiguïtés historiques du général qui s'exclama « *Vive l'Algérie française !* » (cf. **réf. 17 bis**)

juillet 98 - 145. « *Black Blanc Beur* » (le public, les médias)

Cette expression, telle une devise, a retenti comme une promesse dans la société française, tout au long de la Coupe du Monde de football. Le cri de ralliement *Black Blanc Beur* faisait écho à la fois aux couleurs de la République (Bleu Blanc Rouge) et à ses valeurs fondamentales : Liberté Égalité Fraternité.

La victoire de la France, remportée par une équipe nationale dont les membres étaient à la fois d'origines diverses et parfaitement soudés, fit espérer que la pratique et le spectacle du football pourraient largement favoriser l'avènement d'une communauté multiculturelle pacifique. Les troubles qui ont eu lieu depuis, la perversion du sport par l'argent, la publicité et le dopage, sans parler des violences qui se produisent à l'abord des stades, ont fait quelque peu déchanter ceux qui y ont cru. Continuons d'espérer tout de même !

N.B. Le mot « Beur » est entré dans *Le Petit Robert* en 1980. Il provient du mot « arabe », lequel, souvent prononcé « reub' », s'est trouvé inversé par la pratique du « verlan » pour donner « Beur ».

fin 98-99 – 146. « *Je suis en Europe, donc je pense en euros.* » (campagne européenne pour la **monnaie unique**).

Étalé sur les murs et diffusé dans les journaux, ce slogan ne manque pas d'étonner le moindre esprit qui se veut cartésien. Tout est dans le « *donc* », qui ratifie une magnifique tautologie : qui dit « Europe » dit « euro », cela va de soi ! Alors que notre philosophe national plaçait son existence sous le signe de la pensée (*Je pense donc je suis*), cette formule inverse la subordination, et fait définitivement de la pensée un sous-produit de la géographie monétaire. Notre activité mentale perd toute autonomie spirituelle : elle est assignée aux assignats. Ce n'est la pensée qui se pense, c'est la monnaie qui la pense ; et comme il s'agit d'une *monnaie unique*, il n'est pas interdit de craindre que celle-ci prépare une *pensée unique*.

Ce type de slogan peut-il contribuer à développer la conscience politique des citoyens européens ? On a peine à le croire.

N.B. La débilite des campagnes européennes semble constante. En 1992, le grand argument tenait dans le slogan : « *On est plus fort à douze qu'à un* ». Aux élections européennes de juin 99, la formule choc était : « *Aujourd'hui, en Europe, exister c'est voter.* » Encore un implicite cartésien : je pense donc je vote donc j'existe. L'Europe vaut pourtant mieux que les slogans de ceux qui prétendent – disent-ils – nous la « *vendre* » !

fin 98-99 – 147. « *À quoi bon avoir une si belle armée si c'est pour ne jamais s'en servir ?* » (Madeleine Albright)

Telle est l'amusante petite phrase¹ que la secrétaire d'État adressa à au général Colin Powell, qui était beaucoup moins enthousiaste qu'elle à l'idée d'une intervention militaire dans les Balkans pour résoudre l'épineux problème du Kosovo.

D'une logique imperturbable, cette réflexion se situe aux antipodes de l'adage latin *Si vis pacem, para bellum* (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »). Elle montre aussi l'étonnant progrès qui conduit de l'impérialisme romain à l'impérialisme américain. L'archaïque scrupule d'épargner des vies humaines se serait-il – enfin – effacé devant l'urgence d'expérimenter des matériels modernes ?

N.B. Madeleine Albright est aussi connue pour un autre mot. En 1996, comme on lui faisait remarquer, au cours d'une émission télévisée, que l'embargo imposé à l'Irak depuis 1991 avait – en cinq ans – fait périr un demi million d'enfants, elle expliqua : « *Ce fut un choix difficile, mais nous pensons que cela vaut la peine de payer ce prix* » (citée par Noam Chomski, *Le Monde diplomatique*, mai 1999). Depuis, elle a paraît-il regretté ce propos. On se demande pourquoi.

1. Citée dans *Le Monde* du 07-02-03, p. 15 : la date exacte n'est pas précisée ; mais s'agissant d'un éditorial, on suppose la référence exacte.

01-07-99 - 148. « *L'opinion, ça se travaille.* » (un général sachant *communiquer*)

Quoi qu'on puisse penser de la légitimité de l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo, en 1999, il s'avère qu'elle a été l'objet d'une vaste manipulation de l'information, à la fois pour justifier son bien-fondé et couvrir les « bavures » dues à ses pilonnages aveugles. Il se trouve en effet que si elle fut déclenchée pour prévenir un « génocide » (les médias parlaient de 500 000 Kosovars assassinés), on ne comptabilisa après coup qu'environ trois mille cadavres ; et que la brutalité de ses bombardements semble avoir précipité l'« épuration technique » qu'ils avaient pour mission de stopper. C'est ce qui ressort des constatations rigoureuses établies par S. Halimi et D. Vidal sur « l'otanisation » dont les médias furent alors les victimes complaisantes, dans un document intitulé *L'Opinion, ça se travaille*¹ – selon l'innocente formule d'un général de l'organisation atlantique, dont voici l'entière déclaration : « *Pour les bavures, nous avons une tactique assez efficace. Le plus souvent, nous connaissions les causes et les conséquences exactes de ces erreurs. Mais afin d'anesthésier les opinions, nous disions que nous menions une enquête, que les hypothèses étaient multiples. Nous ne révélions la vérité que quinze jours plus tard, quand elle n'intéressait plus personne. L'opinion, ça se travaille comme le reste.* »²

N.B. Ce « travail » de l'information destiné à mobiliser les opinions passe notamment par les euphémismes. Les bombardements massifs, couverts du simple nom de « *frappes* », devenaient beaucoup mieux perçus par l'opinion (selon les organismes de sondage). Appelés « *frappes chirurgicales* », ces actes de charcuterie prophylactique prenaient alors le statut d'opérations de santé publique. Quant aux inutiles pertes civiles ou aux milliers de victimes innocentes, fatalement produites par des bombardiers volant à cinq mille mètres, elles eurent droit à l'autre très fameuse expression de « *dégâts collatéraux* ». C'était mieux que « bavures ». Mais moins bien que « *faute de frappe* » (Cl. Imbert, LCI, 14 mai)... Cf. **réf. 169**.

1. Agone, juin 2000, pour la première édition.
2. *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} juillet 1999.

13-09-99 - 149. « *Il ne faut pas tout attendre de l'État.* » (L. Jospin, France 2)

Cette formule d'une incontestable « évidence » illustre une forme fréquente de rhétorique politique : justifier une position en récusant (ce que serait) l'excès inverse. Des voix s'élèvent pour demander que l'État fasse *quelque chose*, le pouvoir réplique que l'État ne peut pas *tout* faire. On le supplie d'accorder l'asile politique à un certain nombre de réfugiés, il déclare que la France ne peut pas « accueillir *toute* la misère du monde ». Ou encore, on interroge Alain Minc sur l'uniformité de la Commission qui a pondu le rapport *La France de l'an 2000*, (exclusivement composée d'énarques), celui-ci répond : « *lorsqu'on veut interdire aux élites de s'exprimer, on risque de verser dans le populisme* » (cité par A Bellon, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2005, p. 6).

C'est à propos de la suppression de 7500 emplois chez Michelin, annoncée en septembre 1999, que L. Jospin justifia son laisser-faire face à ceux qui estimaient que la responsabilité d'un Premier ministre était d'intervenir. Certes, l'État-Providence avait vécu ; mais était-ce une raison – disait la *vox populi* – pour accepter qu'une entreprise largement bénéficiaire jette à la rue des milliers de travailleurs ?

La déclaration du Premier ministre socialiste fut pourtant sans ambiguïté : « *Il ne faut pas tout attendre de l'État. Je ne crois pas qu'on puisse administrer désormais l'économie. Ce n'est pas par la loi, les textes, qu'on régule l'économie.* »¹ Cette abdication soudaine (avec son « *désormais* » accablant !) fit alors douter de celui qui avait annoncé, deux ans plus tôt, un nouvel « *humanisme économique* » (*Le Monde*, 03-05-97). Humanisme économique : un oxymore ?

1. Cité par S. Halimi dans *Le Grand Bond en arrière*, p. 371, *op. cit.* Fayard (2004). Jospin poursuit : « *Tout le monde admet maintenant l'économie de marché, toutes les forces politiques françaises pratiquement – sauf peut-être l'extrême gauche dont je ne sais pas comment elle ferait fonctionner l'économie.* »

27-09-99 – 150. « *Les bandits tchéchènes, on va les buter jusque dans les chiottes.* » (Vladimir Poutine)

S'agissant de la question des « rebelles » tchéchènes, une gazette russe avait titré sur deux pages, le 17 septembre 1999 : « *Il faut étouffer cette canaille à la racine* »¹. Quelques jours plus tard, le futur président Poutine, alors Premier ministre, reprend publiquement l'idée à sa manière, en déclarant : « *Les bandits tchéchènes, on va les buter jusque dans les chiottes* ». À chacun son « politiquement correct »...

Cette formule n'est pas seulement remarquable par sa grossièreté : elle l'est surtout par les résonances freudiennes qu'on peut lui trouver,

à l'insu de son auteur. Elle illustre en effet un trait fréquent chez les hommes de pouvoir : le *caractère sadico-anal*. Au cours de ce que les psychanalystes nomment précisément « stade anal », l'intérêt de l'enfant pour sa production excrémentielle n'irait pas sans problème. Contrarié par les éducateurs qui l'exhortent à la propreté, l'enfant à la fois intériorise cette impératif, mesure son pouvoir de déplaire (en déféquant comme il veut) et souffre de devoir y renoncer. De la naîtra dans son inconscient un désir aussi subtil qu'ambivalent : trouver dans l'acte même d'épuration et de nettoyage l'occasion de tripoter la saleté et d'en jouir, tout en l'éliminant au nom de la propreté.

On comprend dès lors la précision « *jusque dans les chiottes* » qui fait des insurgés, aux yeux du dirigeant, une merde bien aimée...

1. cf. *Le Monde diplomatique*, nov. 1999 : « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie ».

Fin 99/ 2000 - 151. « Porteurs de valises » (la presse)

De même qu'on trouve en Occident cinq histoires de pommes célèbres¹, on rencontre dans la vie politique du dernier demi-siècle deux types de « porteurs de valises ». Les premiers furent mis en procès le 5 septembre 1960 pour avoir transporté des fonds, des documents ou des armes au profit du FLN, à l'époque de la « guerre d'Algérie » : il s'agissait d'intellectuels « de gauche » membres du « réseau Jeanson », accusés de trahir leur patrie.

Les seconds « porteurs de valises » transportaient plutôt des billets de banque, selon divers circuits financiers pouvant passer par la Suisse, au service de partis politiques prélevant frauduleusement des pourcentages sur les marchés publics. Parmi ceux-ci, l'un s'appelait Didier Schuller, impliqué dans l'affaire des fausses factures des HLM d'Île-de-France, au cours des investigations menées par le juge Éric Halphen, fin 1994. L'autre avait pour nom Jean-Claude Méry, dont la confession posthume fut jugée « abracadabrantesque » par le chef de l'État (cf. **réf. 154**). C'est alors que l'expression « porteurs de valises » reprit du service, notamment grâce au *Canard Enchaîné*...²

1. Cf. *Réviser vos Références culturelles*, **réf. 401 bis**, Ellipses 2003.

2. Référence pour référence, on peut rencontrer un troisième type de porteurs de valises : selon Jacques Brel, ces sont *Les Timides*, ceux qui ont toute leur vie « *une valise sur le cœur* ».

Janv. 2000 – 152. « Le Monde n'est pas une marchandise. » (José Bové)

C'est le titre de l'essai publié par José Bové et François Dufour, membres de la Confédération paysanne, aux Éditions La Découverte. Il est sous-titré *Des paysans contre la malbouffe*. La couverture est illustrée par la photo d'un José Bové au sourire rebelle, levant les bras

et brandissant, poings fermés, les menottes qui enchaînent ses poignets. Tout un symbole !

Le succès de ce livre et de son titre fut sans doute lié à une actualité brûlante, largement médiatisée : la « mise à sac » du Mc Do de Millau, le 12 août 1999, suivie de l'arrestation spectaculaire de son principal artisan. D'autant plus qu'entre-temps (nov. 99), José Bové et ses amis étaient allés manifester aux USA, organisant à Seattle, où s'ouvrait la Conférence de l'OMC, un contre sommet anti-mondialiste.

Mais en dehors du caractère par trop médiatique de ces opérations, qui pourraient alerter notre devoir d'impertinence, il faut reconnaître que la notoriété de l'ouvrage de J. Bové et F. Dufour a aussi tenu à la qualité concrète de ses analyses. Celles-ci étayaient les préoccupations des citoyens qui s'interrogent sur l'avenir de la planète, au triple niveau politique (état du Tiers-Monde et de ses paysans), économique (mondialisation néo-libérale) et écologique (dérèglement climatique, malbouffe liée à la pollution des sols, etc.).

Ce livre donc, avec son titre, favorisa largement le mouvement « anti-mondialiste », vite devenu « altermondialiste » en développant l'idée qu'« *Un autre monde est possible* ».

N.B. Petit historique. L'Union européenne ayant refusé d'importer des viandes aux hormones (américaines), elle est condamnée en février 1998 par l'OMC, qui lui donne quinze mois pour se mettre en règle. Au milieu de l'année 1999, la France refusant toujours le bœuf aux hormones, les États-Unis surtaxent une série de produits français à l'importation, dont le roquefort, produit dans les environs de Millau. D'où l'idée des agriculteurs de rendre visite au *futur* Mc Donald's en chantier, pour y protester symboliquement contre « l'impérialisme » américain. Il y aura quelques dégâts, certes ; mais le mot « saccage » paraît largement disproportionné.

Mars-2000 – 153. « *Et si la Bourse profitait à tous ?* » (Site www.selftrade.fr)

On peut à juste titre se demander si ce slogan est bien une référence « politique ». La réponse est dans le « visuel » de l'affiche, qui reproduit l'emblème de la révolution prolétarienne : le marteau et la faucille de l'ex-drapeau soviétique. Sauf que ces deux objets... sont en or massif !

Au dessous du slogan nous est explicité le message : « *150 000 Français ont déjà choisi d'investir en Bourse sur Internet. Rejoignez-les.* » Il s'agit donc d'un appel à l'émancipation du peuple par la pratique boursière. En termes idéologiques, cela s'appelle de la « récupération ».

Ce n'est certes pas la première fois que le discours publicitaire mobilise ainsi les thèmes de la révolution. Cependant, cette affiche n'émergeait pas tout à fait par hasard dans la France de l'an 2000. Elle est historiquement liée à la « bulle boursière » générée par la « Net-économie » au premier semestre 2000, bulle dont l'effondrement aux États-Unis, entraînant la faillite d'un certain nombre de « Start Up »,

refroidit singulièrement la foi révolutionnaire proposée au peuple dans l'affiche décrite ci-dessus...

21-09-00 – 154. « *Une histoire abracadabrantésque.* » (J. Chirac, France 3).

À trois jours du referendum sur le quinquennat, *Le Monde* publie le texte d'une interview de Jean-Claude Méry, enregistrée sur cassette avant son décès. Dans cette confession posthume, Méry décrit le système de financement occulte des partis, dont il fut l'une des chevilles ouvrières au profit du RPR (cf. réf. 155). Il affirme notamment avoir remis une valise de cinq millions de francs à Michel Roussin, directeur de cabinet de Chirac – alors maire de Paris – en présence de ce dernier (cf. réf. 151).

Le soir même, sur FR3, Élise Lucet interroge le président Chirac :

« *J'ai envie de vous demander quelle est votre réaction ?* »

Réponse du président : « *Ma réaction : je suis indigné. Indigné par le procédé. Indigné par le mensonge. Indigné par l'outrance. [...] On rapporte une histoire abracadabrantésque. On fait parler un homme mort il y a plus d'un an. On disserte sur des faits invraisemblables qui auraient eu lieu il y a plus de quatorze ans. On exhume un enregistrement fait il y a plus de quatre ans et dont le journal lui-même, qui publie ces propos, les qualifie d'invérifiables* »

Emporté par la condamnation de ces « calomnies », Jacques Chirac refuse de dire s'il a eu oui ou non des contacts avec Jean-Claude Méry, et l'entretien passe à d'autres questions.

Mais le mot « *abracadabrantésque* » a fait mouche. Une trouvaille ! À l'adjectif *abracadabrant*, qui qualifie quelque chose d'invraisemblable ou d'incohérent, le suffixe *-ésque* adjoint une connotation de démesure baroque et torsadée... De sorte que, dans l'esprit de l'auditeur, le caractère « tordu » des fraudes chiraquiennes se déplace sur l'échafaudage plus « tordu » encore des accusations d'un homme mort : il n'y a vraiment que des esprits illuminés, férus de spiritisme, qui peuvent ajouter foi à cette confession posthume.

Reste que les journalistes, saisis par ce mot qu'ils crurent d'abord de l'invention du président (dont le mérite avait surtout été de ne pas bafouiller en l'énonçant), apprirent bien vite qu'il s'agissait d'un emprunt à Arthur Rimbaud, sans doute soufflé au chef de l'État par le secrétaire de l'Élysée, un certain Dominique de Villepin.

On pouvait lire en effet ce néologisme dans « Le cœur volé », poésie d'A. Rimbaud publiée en 1871. En voici le contexte :

*Ô flots abracadabrantésques,
Prenez mon cœur, qu'il soit lavé !
Ithyphalliques et pioupesques
Leurs quolibets l'ont dépravé !*

Le succès du qualificatif ne s'est pas démenti depuis. On en trouve plus de cinquante mille références sur Internet. Le « Dictionnaire des mots inventés par les écrivains des XIX^e et XX^e siècles » en a fait son titre (Larousse). Il sera repris à propos du CPE (cf. **réf. 183**).

14-12-00 - 155. « *Je vais vous dire franchement une chose : je ne peux pas y croire.* » (J. Chirac, TF1, interrogé par P. Poivre-d'Arvor)

Il était une fois des édifices d'intérêt public (lycées, HLM, etc.) qu'il fallait de temps en temps rénover ou reconstruire, et dont la gestion – publique – dépendait, en dernier ressort, des élus régionaux qui appartenaient à divers partis politiques.

Il se trouvait aussi, à Paris et en Île-de-France surtout, diverses entreprises très désireuses d'obtenir les marchés que représentaient ces travaux. Il était donc tentant, pour les représentants du peuple chargés d'entretenir ces immeubles, de favoriser certaines entreprises amies, de préférence à d'autres, pour peu qu'elles veuillent bien alimenter de quelques valises de billets la trésorerie de leurs partis nécessaires...

Il était également une fois un petit juge, grand par le talent et l'intégrité, dont la mission était d'investiguer à la fois sur ces affaires juteuses et sur les finances des partis, afin d'examiner par quels circuits magiques l'argent passait des uns aux autres.

Si bien que le chef de l'État, Jacques Chirac (cf. les expressions « *porteurs de valises* » et « *abracadabrantésque* ») fut soupçonné, à la suite de rumeurs fondées, d'avoir entériné ou couvert certaines de ces frauduleuses opérations au bénéfice du RPR, du temps où, maire de Paris, il avait Michel Roussin pour directeur de cabinet.

Or, le dénommé Roussin fut incarcéré le 1^{er} décembre 2000, dans le cadre de l'enquête sur les marchés publics des lycées d'Île-de-France. Le 14, Chirac n'hésita donc pas à faire part de son étonnement en regardant dans les yeux le journaliste phare de TF1 :

« *Je vous dirai franchement une chose : je ne peux pas y croire. Qu'il y ait eu des ententes avec une entreprise par ci, par là, c'est tout à fait probable [...]. Mais qu'il y ait eu un système où les partis de la majorité et de l'opposition se seraient mis ensemble pour se partager je ne sais quel gâteau ! Si c'est démontré, je serai le premier à le condamner* » (p. 1, *Le Monde* daté du 16-12-2000).

Le problème, c'est que pour faciliter cette démonstration, le juge Halphen eût bien aimé interroger comme témoin l'ex-maire de Paris. Mais celui-ci refusa de déférer à la convocation du juge, en arguant du principe de la séparation des pouvoirs (mars 2001). Chose d'autant plus regrettable qu'un directeur de l'OPAC de Paris, le 3 avril 2001, démissionnant de son poste, confirmera les « abracadabrantésques » allégations de la cassette Méry, en accusant Chirac d'avoir organisé tout un « système » de fraudes sur les marchés publics.

Les affaires de ce monde sont décidément compliquées. Que conclure de ce « *je ne peux pas y croire* » à propos d'un « *je ne sais quel gâteau* », sinon – comme l'estime le docteur Freud – que l'être humain est double et qu'il a toutes les peines du monde à croire ce qu'il ne sait que trop.

22-04-01 – 156. « *Loft Story* » (« reality show »: version française de l'émission « **Big Brother** », conçue et nommée comme telle par le groupe néerlandais Endémol)

Annoncée pendant plusieurs mois avec un battage sans précédent, présentée la veille, l'avant veille et le jour même comme l'émission que « tous les jeunes » allaient regarder, cette émission importée de Hollande fut aussitôt regardée par (presque) tous les jeunes. Étonnés, les parents désireux de comprendre la jeunesse regardèrent aussi. Dans leur sillage, les sociologues les plus aptes à se pencher sur les « phénomènes de société », ouvrirent leur poste pour s'expliquer ce qui se passait. Des intellectuels convertis à la modernité firent de même, suivis d'ailleurs par des philosophes qui voulaient dénoncer cet engouement tout en y participant. Tant est si bien que tout le monde parut regarder le « Loft », par nécessité sociale d'en parler, à l'exception de quelques rebelles archaïques qui s'y refusèrent pour des motifs spécieux d'éthique fondamentale¹.

Le voyeurisme du public fut évidemment ce qui l'attira dans le piège. Il croyait jouir du regard suprême, à l'instar du dictateur mythique inventé par Orwell (*Big Brother is watching you*), dont les producteurs avaient tiré leur « concept ». Ce surnom donné à l'émission, prestigieuse référence, contribua à sa popularité. Mais voilà : les lecteurs de 1984 savent que *Big Brother* n'est pas tant celui qui nous regarde que celui qui nous force à le regarder. Ce faisant, nous n'existons pas ailleurs, et sommes prisonniers de ce qui nous est exhibé². Ainsi, « Big Brother », c'était la pseudo-réalité de l'émission elle-même, dans toute sa banalité normalisante, et les victimes de cette normalisation, ceux-là mêmes qui s'imaginaient en position dominante à l'égard de leurs tristes semblables.

1. Le principe de l'émission était d'enfermer des humains mâles et femelles dans une sorte de cage dorée, comme des rats de laboratoire, afin d'observer comment ils évolueraient « naturellement ». Le public votait pour éliminer chaque semaine les participants dont le comportement ne lui plaisait pas. Au voyeurisme s'alliait donc l'ostracisme. Deux raisons suffisantes, pour une conscience réellement humaniste, de se refuser à regarder *cela*.

2. Citons ici un commentateur proche : « *Big Brother vous regarde, le Télécran vous regarde, la Télévision vous regarde : vous n'avez plus à voir ou à penser par vous-même. L'ambition première de Big Brother n'est pas tant de surveiller notre champ de conscience que de l'occuper.* » (François Brune, *Sous le Soleil de Big Brother*, L'Harmattan, 2000).

05-06-01 – 157. « *Je n'ai jamais été trotskiste.* » (Jospin, mars 1995 ; affirmation rectifiée en 2001)

Au cours de la campagne présidentielle de 1995, interrogé sur son passé de militant de gauche, Lionel Jospin opposa une dénégation splendide au soupçon d'avoir appartenu à un mouvement trotskiste. Il précisa que si un « Jospin » avait participé à l'OCI (Organisation Communiste Internationale), c'était son jeune frère Olivier. Il n'y avait pourtant pas de honte à avoir été passagèrement « trotskiste » – bien des idéalistes ayant depuis tourné leur veste l'avaient fait avant lui – et Chirac aurait lui-même, en sa folle jeunesse, vendu l'Humanité-Dimanche¹. Bref, il n'est pas forcément coupable d'avoir péché à gauche.

Six ans plus tard, la vérité finit par s'immiscer dans le champ politico-médiatique. Le Premier ministre dut s'expliquer davantage. Car en 1964, élève à l'ENA, il avait effectivement appartenu, dans le cadre de l'OCI, au « groupe Lambert ». Qui disait cela ? Pierre Lambert lui-même, théoricien de « l'entrisme »¹.

Ayant pris ses distances dès 1971, Lionel Jospin ne pouvait être suspecté d'avoir joué double jeu en entrant au PS. Reconnaisant les faits, il déclara alors : « *Il s'agit là, d'un itinéraire personnel, intellectuel et politique dont je n'ai eu en rien à rougir* ». Pourquoi donc avoir paru craindre la vérité ?

Voici en tout cas un bel exemple d'une catégorie verbale largement pratiquée par nos politiciens : la « dénégation ». On sait que, dans le même genre, J. Chirac avait excellé le jour où il avait déclaré : « *Je n'ai jamais rencontré Le Pen* », alors qu'il eut au moins deux entretiens avec lui en 1988².

1. D'après les *Mémoires* du métallo Raymond Casas (parus en 1994). Le 14 janvier 1951, l'étudiant Chirac lui propose de l'aider à vendre L'Huma, et en écoule 6 (« Quand Jacques Chirac vendait *L'Humanité* », *Le Monde* du 23-01-95).

2. Toutes ces informations se trouvent dans l'ouvrage d'Edwy Plenel *Secrets de jeunesse* (Stock, septembre 2001).

3. L'une avant le premier tour des présidentielles, l'autre après, selon F.-O. Giesbert, *La Tragédie du président*, *op. cit.*, pages 36 et 39.

21-07-01 – 158. « *Ce n'est pas le chemin qui est difficile. C'est la difficulté qui est aujourd'hui le chemin.* » (J.-P. Chevènement, « *Homme de la Nation* »)

Cette formule de l'ex-ministre de l'Intérieur de Jospin figure dans *Le Monde* du 05-09-2001, qui relate sa déclaration de candidature aux présidentielles 2002. Elle semble aussi bizarre bizarre par son hermétisme que paraîtront risibles par leur platitude les futures raffarinades (cf. **réf. 165**). Elle ne manque pas non plus de sel, lorsqu'on sait l'impasse à laquelle a mené cette stratégie de la

difficulté choisie : échec du candidat lui-même le 21 avril 2002, échec aussi du camarade Jospin qu'il aura fait trébucher en lui prenant quelques voix.

Le candidat Chevènement était en effet parti à l'assaut du « condominium » Chirac-Jospin, en déclarant aux électeurs : « *Ou bien vous choisirez le chef d'un des deux partis qui se partagent le pouvoir : aucun ne porte, vous le savez bien, une vision pour la France. Ou bien vous chercherez à discerner qui peut être, en ces temps d'incertitudes, l'Homme de la Nation. C'est ce président de la République que je veux être, et voilà pourquoi je me déclare candidat* » (Belfort, 04-09-2001).

Si la France ne semble pas avoir, en 2002, trouvé « l'Homme de la Nation » qu'elle espère depuis si longtemps, c'est peut-être qu'il reste à rechercher parmi le peuple des Femmes¹, mais en 2007...

1. Voir le blog *désirsdavenir.org* : un beau parti, assurément.

12-09-2001 - 159. « *Nous sommes tous Américains* » (Jean-Marie Colombani, *Le Monde* daté du 13-09-01)

Au lendemain de l'attentat terroriste qui fit s'effondrer les Twin Towers new yorkaises, le Rédacteur en chef du *Monde* signait un éditorial retentissant intitulé : « *Nous sommes tous Américains* ». Salué par de nombreux médias, ce cri du cœur parut exprimer la position à laquelle tout démocrate sincère devait se tenir : solidarité *humaine* avec les milliers de victimes innocentes, ralliement *politique* à la cause de l'Amérique, considérée comme parangon de la démocratie, que menaçait partout le terrorisme international.

Si l'appel à la solidarité suscita la quasi unanimité, l'invitation à rejoindre le « camp » américain – qu'impliquait simultanément la formule colombanienne – n'alla pas de soi. En titrant d'ailleurs « L'Amérique frappée, le monde saisi d'effroi », *Le Monde* commettait un glissement que l'on peut juger discutable entre « le monde » et *Le Monde*... Car, au plan politique, l'effroi des uns, il faut le rappeler, cacha mal la « jubilation » des autres, selon le terme employé par le sociologue Jean Baudrillard. Pour un certain nombre de citoyens du monde en effet, il était difficile d'oublier qu'un autre 11 septembre, en 1973 au Chili, un certain général Pinochet avait pris le pouvoir en opérant un coup d'État sanglant, avec la bénédiction et le soutien militaire des États-Unis, ce qui se solda par des dizaines de milliers de victimes – fusillées, emprisonnées, torturées. Bref, la compassion envers le peuple américain n'avait pas servi de caution aux stratégies douteuses des occupants de la Maison Blanche.

N. B. Si notre commentateur s'inscrivait habilement dans la tradition du « *Nous sommes tous des juifs allemands* » de D. Cohn Bendit en 1968, il ne pouvait faire oublier que cette formule avait pour précédent illustre le « *Nous sommes tous des*

assassins » du film d'André Cayatte (1952). Formule à double tranchant, dont l'adoption n'est pas exempte d'ambiguïté : serions-nous tous des Américains qui assassinent (par notre américanisme suspect), ou des assassins d'Américains (par notre anti-américanisme coupable) ?

-V-

SOUS CHIRAC SECOND

De Raffarin à Villepin, ou les années perlimpinpin¹

2002-2007

1. « Poudre de perlimpinpin » : poudre que les charlatans vendaient en la faisant passer pour une panacée (*Le Robert*).

L'ÈRE DE LA « GOUVERNANCE »

Y a-t-il eu un soudain regain du verbe politique, lorsque Jean-Pierre Raffarin s'est mis à produire ses fameuses *raffarinades* ? On peut en douter. Qu'en fut-il, lorsque ce style proverbial fit place au phrasé gallican de son successeur ? On ne saurait dire si les *villepintades*¹ ont vraiment renouvelé la rhétorique nationale. Aussi ne nous reste-t-il, pour juger de la petite musique ministérielle, que de méditer sur ce lot de *raffarinades/villepintades*, dont huit (sur seize) sont authentiques¹ :

- *Il n'y a pas de gouvernance sans gouvernail.*
- *L'avenir est une suite de quotidiens.*
- *Quel quinquennat n'a pas le goût d'un septennat inachevé ?*
- *Il est terminé le temps des gadgets, des formules, des communications ; le temps est venu de la vérité.*
- *La quête de l'éthique ne doit pas être une stratégie de l'étiquette.*
- *Je suis un homme carré dans un corps rond¹.*
- *Il n'y a pas de plan B : ce sera tout Raffarin ou Raffarien.*
- *Il faut prendre le risque d'éviter de prendre des risques.*
- *La concentration est aussi nécessaire aux médias qu'aux médiums.*
- *Je suis le pilote de l'Airbus gouvernemental.*
- *J'écoute la rue qui gronde, j'écoute aussi la rue qui ne gronde pas.*
- *Ô silence salutaire de ceux qui me soutiennent en se taisant !*
- *Mon « oui » est plus qu'un non au « non ».*
- *La rue doit s'exprimer mais ce n'est pas la rue qui gouverne.*
- *L'abus peut s'exprimer mais ce n'est pas l'abus qui gouverne.*
- *Le pétrole est une ressource inépuisable qui va se faire de plus en plus rare.*

1. Les formules apocryphes se reconnaîtront... à leur absence dans l'Index.
2. Terme approprié au plumage lustré de Dominique de Villepin, de préférence au substantif « villepinade » qu'emploie *Le Canard Enchaîné*.
3. La formule « *un homme carré dans un corps rond* », qui au départ définissait Raymond Barre, a été reprise par Chirac pour désigner Raffarin (selon Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président*, p. 308).

■ 2002 : Élections en France.

À la suite d'une médiocre campagne, Jospin, arrivé troisième au premier tour des présidentielles, est éliminé. Le candidat socialiste a sans doute été victime de ce fameux « droit d'inventaire » qu'il avait réclamé concernant la gestion de la France par cet autre « socialiste » qu'avait été Mitterrand. Inventaire mené, entre autres, par son ami Chevènement, dont le discours contribue à éloigner des urnes les électeurs déçus du « socialisme » à la Jospin... Quant à Chirac, n'ayant plus à répondre du « passif », il renaît de ses cendres pour courtiser la nation, en proclamant avec un accent d'inimitable originalité : « C'est la passion qui m'anime. J'aime la France. J'aime les Français. » (*Le Monde*, 11-02-02).

10-03-2002 – 160. « *Chirac vieilli, usé, fatigué* » (L. Jospin, sur un nuage ?)

C'est effectivement dans l'avion qui le ramenait de la Réunion, le 10-03-2002, en conversant librement avec quelques journalistes, que le candidat Jospin aux présidentielles dit de son principal rival : « *Chirac a perdu beaucoup de son énergie et de sa force. Il est fatigué, vieilli, victime d'une certaine usure du pouvoir.* »¹. Cette insinuation apparaît aussitôt comme déloyale. Accuser l'âge ou la santé du concurrent, ça ne prend plus depuis qu'un certain « homme du passé » a répliqué à son adversaire qu'il était devenu l'« homme du passif » (cf. réf. 66). Piqué au vif, le « vieux » Chirac accuse les propos de Jospin de friser « *le délit de sale gueule* » et fait à son tour le procès du Premier ministre, largement usé, lui aussi, par cinq ans d'une gestion inégale. Certains auront beau dire que l'avis de Jospin découlait d'un « *mouvement sincère de commisération* » (Fabius), cette « erreur de communication » conduira son auteur à faire son « mea culpa » sur France 2, le 19 du même mois.

Mais l'« erreur de communication » était-elle dans cette maladresse, ou dans le fait même d'avoir voulu « faire de la com. » au lieu de faire de la politique ? Car, déplore une revue habituellement dans l'air du temps, le *règne des communicants* a vidé cette campagne de ses enjeux réellement politiques et sociaux : « *Jamais les candidats, des plus grands aux plus petits, n'ont été autant entourés de professionnels de la communication, publicitaires, conseillers image, spécialistes des sondages... Jamais ils n'ont autant réfléchi leurs affiches, leurs slogans, leurs meetings, leurs déplacements, leurs apparitions télé. Jamais ils n'ont autant sondé la France pour savoir que dire, que proposer.* » (*Télérama* du 27-03-02).

C'est peut-être aussi, comme le rappelle Jean-Pierre Le Goff dans la même revue, que les principaux candidats, ayant des programmes presque similaires (« *mettre la France en mouvement* », « *épouser la modernité* »), n'ont plus pour se différencier que des stratégies d'images. D'où l'écoeurement de l'électorat populaire (« *la sous-France en souffrance* », fut-il dit) : ne se reconnaissant plus dans le

discours des partis dominants, nombre de citoyens voteront pour le celui qui les dénonce, un certain candidat Le Pen. (cf. **réf. 161**).

N.B. La mise en cause des performances physiques du chef de l'État avait déjà été faite deux ans plus tôt. Chirac s'en plaint dans son entretien télévisé du 21-09-2000 (cf. **réf 154**) : « *Il doit y avoir des limites à la calomnie. Hier, on faisait circuler une rumeur sur une grave maladie qui m'aurait atteint – sous-entendu je ne serais plus capable d'assurer mes fonctions. Aujourd'hui, on rapporte une histoire abracadabrantesque, etc.* » Rappelons-nous aussi qu'en 88, Jospin avait qualifié de « *médiocres et mesquines* » les allusions faites par Pasqua à l'âge du candidat Mitterrand (*Le Monde* du 12-03-1988) !

1. Cité par F.-O. Giesbert (*La Tragédie du président*, p. 295, Flammarion 2006).

21-04-02 – 161. Le « séisme », dit encore « 21-avril » (les médias)

En France, on n'a pas de « tsunamis », mais de temps à autre, on s'offre un « séisme ». Tel fut en effet le terme consacré pour parler de la « poussée d'extrême droite », au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002. Distancé d'un petit pourcentage, Lionel Jospin dut laisser à Jean-Marie Le Pen sa place au second tour. Ce fut pour la France, selon les médias et les politiciens, « *la catastrophe, la honte, l'horreur, la peste* ».

Avec le recul, en considérant les chiffres, bien des commentateurs ont nuancé l'importance du cataclysme. Le pourcentage obtenu par Le Pen (17% des suffrages) ne dépassait guère le nombre des voix qu'il avait obtenues en 1995 (quelques dizaines de milliers). Ce qui s'était produit provenait à la fois d'une abstention record (28% des inscrits), d'un effritement de l'ex-gauche plurielle, et d'une montée des votes d'extrême-gauche. Bref, rien à voir avec un « séisme ». Ce n'était pas Le Pen qui avait « gagné », c'était – bien des commentateurs l'ont noté – Jospin qui avait perdu.

Il n'empêche : la France « politiquement correcte » cria au loup. Le candidat Chirac et ses amis refusèrent toute confrontation (risquée ?) avec le parti d'en face. Les médias firent majoritairement campagne pour le « *vote Chirac* », vouant aux gémonies ceux qui envisageaient, en toute conscience, de voter blanc ou de s'abstenir. « *Dire non au Couperet, à la Haine, à l'Intolérance, au Racisme, à l'Antisémitisme et à la Cancérisation, c'est inventer une nouvelle grammaire et ça s'épelle C-H-I-R-A-C.* » s'écrièrent les frères Cohn-Bendit¹. Peu nombreux furent les observateurs qui s'alarmèrent de voir qu'au nom de la démocratie, on refusait la pluralité de l'expression démocratique.

Résultat : après le « séisme » du premier tour, ce fut le « *raz-de-marée* » du second. Chirac élu avec 82% des suffrages, le « *sursaut* », la « *fierté retrouvée* », « *le triomphe de la République* ». Et les citoyens, rassurés, oubliant alors ce qui s'était *réellement* passé.

Car au-delà du psychodrame collectif que s'était offert une certaine France, c'est la « fracture sociale » qui avait refait surface. « *La*

majorité des électeurs lepénistes ouvriers et chômeurs ont moins voulu voter pour le programme du Front national qu'émettre une protestation, rappelle un commentateur². [...] Un mur s'est dressé entre les élites et les populations, entre une France officielle, avouable, qui se pique de ses nobles sentiments, et un pays des marges, renvoyé dans l'ignoble, qui puise dans le déni opposé à ses difficultés d'existence l'aliment de sa rancœur.» Ce que ces « Français d'en bas » avaient donc fait, confirme Emmanuel Todd cité dans le même article, « c'est un bras d'honneur aux gens corrects ». Et le fait de les juger « démocratiquement irrécupérables » ou de les traiter de « peuple lepénisé » (expression éminemment raciste !) était le plus sûr moyen de pérenniser le problème en refusant de l'analyser.

N.B. 1. Un séisme peut en cacher un autre. Il faut savoir qu'il y eût un *réel* séisme, dans les Alpes Maritimes, le 21 avril 1995, année d'élection présidentielle. Il doit s'agir d'une loi naturelle. À quelle catastrophe peut-on s'attendre en avril-mai 2007 ? Vous le saurez en lisant la prochaine édition de ce livre.

2. L'expression « **21-avril** » devient elle-même une référence politique. En mai, *Le Monde* parle de « gifle du 21 avril ». Deux ans plus tard, la poussée de la gauche aux régionales est nommée : « *Le 21 avril à l'envers de Jacques Chirac* » (30-03-2004). Et en 2005, à l'approche du référendum sur la constitution européenne, on craindra « le séisme d'un non » qui sera élevé sur l'échelle de Richter.

1. Cité par Edgar Roskis dans « Chronique d'un orphéon médiatique » (*Le Monde diplomatique*, juin 2002).

2. Éric Conan, « Que faire de ce peuple lepénisé ? », *L'Express* du 23-05-2002.

21-04-02 - 162. Voter Chirac « en se bouchant le nez » (D.S.K.)

Le 21 avril 2002, consternés à la fois par la défaite de Jospin et la catastrophe du vote Le Pen, et considérant que la patrie était en danger, les dirigeants du parti socialiste ont estimé devoir se rallier au candidat Chirac au second tour. Un politicien dont ils abominaient la politique et la campagne quelques jours auparavant.

Si ce choix était respectable, bien qu'il ait surpris les partisans de l'abstention pure et simple, la façon de l'annoncer fut moins convaincante. Dominique Strauss-Kahn, en particulier, étonna et même amusa certains téléspectateurs à l'esprit demeuré gaulois, en déclarant qu'il irait déposer son bulletin dans l'urne « *en se bouchant le nez* ». D'autant que, disant cela, il manifestait par une grimace le sacrifice que la vertu démocratique exigeait de lui.

Naturellement, dès qu'il est question d'odeur nauséabonde, on pense à la fois aux relents des partis d'extrême droite et à l'odeur des fritures immigrées dont se plaignait un certain Chirac en 1991 (cf. **réf. 113**). Comment choisir entre tant de parfums ?

En l'occurrence, certains se souvinrent que l'ami DSK, mis en examen pour « faux et usage de faux » en 1999, n'avait pas cru devoir se boucher le nez lorsqu'il s'était agi pour lui d'empocher 600.000

francs de la MNEF, en échange de conseils juridiques. Il est vrai que l'argent n'a pas d'odeur et que le ministre fut finalement blanchi (au motif qu'il n'avait *antidaté* les documents que par négligence et non par intention coupable) ; mais la suspicion demeure¹.

1. Cf. cet avis de Bernard Langlois : « *La justice républicaine est bonne fille : elle a jugé que le faux et usage de faux (des documents antidatés pour justifier des émoluments suspects dans l'affaire de la Mnef n'avait rien de répréhensible ; pas plus que la rémunération occulte d'une collaboratrice par Elf ; et moins encore que la curieuse histoire de cette cassette égarée, où un ancien porteur de valises du RPR détaillait les turpitudes de la mairie de Paris : ce ne sont là que vétilles, dues au caractère primesautier de l'ancien ministre, volontiers négligent dans la tenue de ses affaires personnelles.* » (Politis, 16-01-2003)

Mai 2002 – 163. La « France d'en bas » (Jean-Pierre Raffarin, après d'autres)

Si, en mai 2002, le nouveau Premier ministre fait de la « France d'en bas » son cheval de bataille, pour la soigner, voire l'incarner, l'expression est loin d'être nouvelle. Elle a émergé entre les deux tours des présidentielles, après le « séisme » du 21 avril (cf. **réf. 161**), pour expliquer le vote populaire en faveur de Le Pen. « *La France d'en bas en dissidence électorale* », titre un commentateur dans *Le Figaro* du 23-04-2002, p. 17 ; deux jours plus tard, on lit dans le même journal, sous la plume de Jean-Claude Barreau : « *Depuis vingt ans, comme le dit justement Henri Emmanuelli, pourtant cadre du PS, la "France d'en bas" est méprisée, précarisée et ridiculisée* ».

En vérité, cette expression remonte à plus de trente ans. On la trouve par exemple dans le premier éditorial de *Libération*, sous la plume de Serge July : « *La France d'en bas, celle des grands ensembles, des champs et des usines, celle du métro et des tramways, prend la parole.* » (22-05-73)

Parler de la « France d'en bas » n'a évidemment pas la même signification selon que l'on est « puissant » ou « misérable ». Dans le premier cas, il y a toujours une tonalité de commisération, de pitié penchée sur la « fracture sociale ». Dans le second cas, la connotation est plutôt revendicative. Mais qu'en est-il de ceux qui ont oublié, en parvenant à s'intégrer à la France d'en haut, qu'ils se voulaient solidaires de la France d'en bas ? La réponse se trouve dans un autre éditorial du même Serge July, au lendemain du « Non » des Français au référendum sur la constitution européenne : « *La France d'en haut et la France d'en bas, c'est le duo bien connu de toutes les périodes populistes* » (*Libération*, 30-05-05)¹.

1. Pour ces citations de S. July, voir l'essai de Pierre Rimbart, « *Libération* » de Sartre à Rothschild (Raisons d'agir, 2005).

13-08-02 – 164. « *Je ne serai pas toujours muet.* » (Jospin, en Corse)

On se souvient du long silence de Lionel Jospin, après sa défaite aux présidentielles de 2002. Il dut sans doute méditer de longue date cette confidence livrée à un journal corse, puis reprise en brève par *Le Monde* du lendemain. Enfin, Lionel allait parler. Pour quoi dire ? Qu'il ne serait pas toujours muet.

L'intérêt de cette phrase est naturellement dans son caractère performatif : l'énoncé opère par lui-même ce qu'il annonce. Déclarer « Je persiste à me taire » serait contradictoire. Mais dire « Je ne serai pas toujours muet » suffit à rompre le silence. Chacun mesure alors l'ampleur du non-dit qu'implique cette formule : « je suis encore là ; j'existe – bien qu'en rongant mon frein ; ma parole demeure en moi, prête à bondir. Je n'ai pas dit mon dernier mot, mais j'annonce que je le dirai. »

Il était donc assuré, chers lecteurs, que Jospin parlerait.

N.B. Comme le note *Le Canard Enchaîné*, le problème de nos gouvernants, ce n'est pas le mutisme, c'est la surdité.

Automne-02. 165. « *La route est droite, mais la pente est raide* » (« raffarinade »)

Dans une conférence sur le marketing, en 1985 à Sciences-Po¹, un certain Jean-Pierre Raffarin déclarait aux étudiants : « *Votre marché, en matière politique, c'est votre électorat* ». Poursuivant l'image, il faisait remarquer que le marketing commercial s'adresse à des consommateurs « *qui vont tous les jours dans les supermarchés acheter leur produit* », tandis qu'en politique, « *on achète une fois tous les sept ans un président, une fois tous les cinq ans un député* », ce qui suppose des stratégies différentes. C'est donc un communicant de haute volée, conscient de son art, qui, une fois Premier ministre, distilla pendant trois ans ses fameuses « raffarinades » en guise de pédagogie politique.

Qu'est-ce qu'une raffarinade ? Une sorte de « tartarinade » ou lapalissade énigmatique, de forme proverbiale, qui semble tellement marquée au coin du bon sens, que le citoyen ne peut qu'acquiescer... à moins d'en rire lorsqu'elles ne sont pas tout à fait volontaires. Celle que nous citons ci-dessus est la plus connue. Elle est souvent donnée dans une version légèrement différente : « *Notre route est droite, mais la pente est forte* ». En voici quelques autres :

Les jeunes sont destinés à devenir adultes.

Les veuves vivent plus longtemps que leurs conjoints.

La nouvelle retraite, c'est la vie en plus de la vie.

Je vous recommande la positive attitude.

Il existe une intelligence de la main, et elle communique avec le cœur.

Il faut mettre en place la République du bon sens.

La Marseillaise sera d'autant moins sifflée qu'elle sera entonnée par tous.

Un peuple qui doute n'est pas un peuple qui marche.

C'est dans les vents et la bourrasque que les voiles sont gonflées².

Tant que le navire n'a pas heurté l'iceberg, la croisière continue.

On notera que la croisière s'arrêta le 29 mai 2005, à la suite d'un pilotage déficient de la campagne en faveur du Traité Constitutionnel Européen. Reste que forger des raffarinades demeure un excellent exercice pour animer une soirée festive (cf. présentation de ce chapitre).

1. Document de l'INA, repris dans le documentaire *Désentubages cathodiques*, Zaléa TV, 2005.

2. Erratum ! Vérification faite, il s'agit là d'une « villepintade » (*Le Canard Enchaîné*, 05-04-06).

02-09-02 – **166.** « *La maison brûle et nous regardons ailleurs.* » (Chirac à Johannesburg, au sommet du « développement durable »)

Cet aphorisme flamboyant, dont il n'est pas exclu qu'il soit de l'invention de l'orateur, a toute la beauté des alarmes électorales qui resteront lettre morte. S'adressant à un parterre de chefs d'État et de délégués officiels, Jacques Chirac s'est sans doute donné à fond dans cette vibrante leçon de morale, puisqu'il déclare in extenso : « *La maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables.* »

Tous également responsables, ou certains davantage que d'autres ? Autant l'on peut être sensible à cet appel, autant on peut se demander s'il ne ressemble pas à un discours de pompier s'adressant à une confrérie de pyromanes. Quatre ans après ces vigoureuses déclarations, ce sommet du « développement durable » n'a-t-il pas été un sommet de déclarations non suivies d'effet (ou du moins, d'effets à la mesure des alarmes évoquées) ?

Toute la question est de savoir ce qu'on appelle « développement durable ». Ce que montre l'évolution récente des nations développées ou en voie de développement, c'est que les objectifs de croissance économique et de concurrence « hautement compétitive » tiennent lieu de loi fondamentale de ce qu'on nomme la « mondialisation ». Même proclamé, le souci de l'environnement, de l'effet de serre ou du gaspillage de ressources non renouvelables n'arrive qu'en second. Et tandis que les multinationales polluantes prétendent toutes souscrire à l'impératif de « développement durable », on voit se multiplier les conséquences néfastes du dérèglement climatique.

Dans ces conditions, il n'est pas interdit de penser que la notion même de « développement » s'oppose à l'idée de « durabilité ». Et que le seul « développement » soutenable ne peut consister qu'en une politique de dé-croissance maîtrisée, seule susceptible de « sauver la planète », et avec elle, l'espèce humaine.

14-02-03 – 167. « Vieille Europe » / « Vieux pays » (Rumsfeld / Villepin)

Tout commence le 22 janvier 2003. Les faucons du président Bush n°2 veulent entraîner le monde dans leur croisade contre l'Irak, accusée de fabriquer des armes de destruction massive. À ce bellicisme s'opposent l'Allemagne et la France, dont la position risque d'influencer les autres pays d'Europe. C'est alors que Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense de l'administration Bush n°2, exprime sa pensée profonde : « *Lorsque vous pensez à l'Europe, vous pensez à la France et à l'Allemagne. Pas moi. Je pense qu'il s'agit là de la vieille Europe.* »

L'expression scandalise aussi bien les Allemands que les Français. Les uns, qui abominent le passé, parce qu'ils se veulent partie prenante d'une moderne Europe. Les autres, qui tiennent à l'héritage culturel européen, parce qu'ils récuse l'idée même qu'on puisse employer comme péjorative l'expression « vieille Europe ». Ce sera justement la position de la France, exposée par Dominique de Villepin le 14-02-03, en réunion plénière du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Après l'exposé ubuesque par lequel Colin Powell fit publiquement état des « preuves irréfutables », quoique mensongères, de l'existence d'armes de destruction massive en Irak, vint en effet le discours attendu de Dominique de Villepin. Celui-ci, ne se limitant pas à un argumentaire circonstancié, revendiqua précisément l'expérience de la vieille Europe pour conférer à son message une éloquente vigueur :

« *La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix. Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit, aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes.* »

Ce discours fut applaudi, chose rarissime dans l'enceinte de l'ONU. L'ampleur de l'enjeu justifiait sa grandiloquence. Aussi bien, mettant de côté la distance ironique qui nous semble de règle dans cet ouvrage, l'applaudirons-nous à notre tour.

2000-03 - 168. « État voyou » (« Rogue State » en américain très politiquement... incorrect !)

C'est en 2002-03 que l'expression *État(s) voyou(s)* sort du discours des spécialistes pour se répandre dans la presse¹, au moment où la frêle démocratie américaine s'apprête enfin à défier l'immense Empire irakien. Mais cette formule, qui est moins une insulte qu'une notion, est bien antérieure.

Le concept de « Rogues States » fut forgé sous la présidence de W. Clinton par le Département d'État. Il désignait les pays susceptibles de

mettre au point des missiles (atomiques, chimiques, bactériologiques) menaçant le sol des États-Unis ou de leurs alliés. Étaient visés l'Irak, l'Iran, la Libye, la Syrie (liste à laquelle s'ajouteront la Corée du Nord, Cuba, le Soudan). À l'intérieur du pays, agiter le spectre d'*États voyous* toujours menaçants permettait aux responsables de l'armée d'obtenir les crédits nécessaires à leurs projets de défense. Sur la scène internationale, cela légitimait d'éventuelles interventions militaires *préventives*, décidées unilatéralement (sans accord de l'ONU). Et bien entendu, tout éventuel déséquilibre stratégique régional (notamment au Moyen Orient) pouvait être interprété comme menaçant les intérêts américains. Les « États voyous » n'avaient donc qu'à bien se tenir, en se pliant aux injonctions venues de Washington.

En juin 2000, l'expression « Rogue State » fut exclue du langage de la diplomatie américaine, au profit de la formule enfin politiquement correcte : « State of concern », c'est-à-dire *États préoccupants*². Le concept ne changeait pas, mais cette formulation, moins arrogante, rendait plus difficile de retourner l'accusation contre l'accusateur. Hélas, le mal était fait : les contempteurs de l'impérialisme américain n'avaient pas eu de peine à rappeler les multiples occasions où les USA, directement ou non, s'étaient comportés en nation sans foi ni loi³. Et de fait, trois ans plus tard, l'État voyou américain envahira l'État voyou irakien, pour y détruire des « armes de destruction massive » inexistantes, dont un fieffé mensonge avait apporté la « preuve ».

1. Cf. la parution, en mars 2002, de l'essai critique de William Blum, *L'État voyou* (Parangon), qui remporte un vif succès.

2. *Le Monde* du 21-06-2000. À noter que les États bénéficiant provisoirement de cet euphémisme prendront la dénomination d'*Axe du Mal* dans la bouche de G. W. Bush, communément appelé « dobelyou », après les attentats du 11-09-2001

3. Cf. l'article de Noam Chomsky « L'Amérique, État voyou » (in *Le Monde diplomatique*, août 2000), ou encore, les réflexions de J. Derrida sur la très relative notion de « voyous » (*Le Monde Diplomatique*, janvier 2003).

avril 2003 - 169. « *Tir ami* » (*Friendly fire*, en langue « politically correct »¹)

Semblables à ces grands professionnels du football européen qui, de temps à autre, « marquent contre leur camp », les militaires américains ne manquent pas, à chaque nouvelle opération aéronavale, de bombarder par erreur, semble-t-il, leurs propres soldats. Cela avait été le cas durant la première guerre du Golfe, assez abondamment disent les statistiques. Il en fut de même au cours de l'expédition contre l'Afghanistan, en 2002. Et la chose se reproduisit, quoiqu'à une moindre échelle, lors de l'invasion irakienne en 2003. Si bien que réapparut dans la presse l'expression qui, de longue date, qualifiait cette forme d'amicale bavure : « *tir ami* » (*friendly fire*). Parée de ce

nom, elle se muait en explosion de fraternité virile entre militaires enthousiastes. Au point d'en devenir désirable. Car, sans tomber dans un freudisme délirant, il est permis de se demander s'il ne s'agit pas là, pour l'inconscient yankee, de vivre un profond vertige de communion dans la mort, seule forme achevée de l'amour entre boys dignes de ce nom. Dans *Le Charme discret de la bourgeoisie*, n'entendait-on pas déjà un subtil officier incarné par Piéplu déclarer au sujet du Vietnam : « *Si les Américains bombardent leurs propres troupes, c'est qu'ils ont leur raisons* » ?

1. Selon Robert Solé, c'est *Le Monde* qui est à l'origine de la traduction euphémistique « tir ami ». On trouve aussi « feu ami ». Bien entendu, le sens véritable est « tir fratricide » (*Le Monde*, 16-10-05).

01-04-03 – 170. « Vos cancers sont nos emplois ! » (les buralistes en colère)

Poisson d'avril ! Cet mot célèbre n'a pas été prononcé.

S'il y eut effectivement un mouvement de protestation des buralistes contre les restrictions apportées à la vente du tabac, surtout pendant l'automne 2003, ce slogan (issu d'une caricature dont je n'ai pas retrouvé l'origine) n'a jamais illustré les banderoles de quelconques manifestants en colère.

Il exprime pourtant bien à quel point, au nom du sacro-saint emploi, certains seraient prêts à produire et à vendre n'importe quel poison, OGM douteux ou pesticides nocifs, missiles ou cassettes porno, j'en passe et des meilleures...

15-10-03 – 171. « J'y pense parfois, en me rasant. » (Fabius)

N'ironisons surtout pas : il faut féliciter Laurent Fabius d'avoir fait accéder au devant de la scène cette fameuse arrière-pensée, jusqu'alors inavouable, que les politiciens démentent sans convaincre : le désir de devenir Président à la place du Président. Au demeurant, notre orateur sut fort bien compenser le délit du désir par la vertu de son aveu.

C'était le 15 octobre sur France 2, au cours de l'émission « Cent minutes pour convaincre ». Interrogé par Alain Duhamel sur son éventuelle candidature aux présidentielles de 2007, l'ancien Premier ministre déclare littéralement : « *Il serait hypocrite de ma part de dire que je n'y pense pas, parfois, en me rasant, et je ne souhaite pas être hypocrite.* »¹. La qualité de la formule fit aussitôt son succès. Et surtout cette trouvaille qui a consisté, pour l'orateur, à se peindre *pensant*, de temps à autre, face au miroir qui ne trompe pas : c'est en interrogeant sa propre image, en se rasant ou non, que l'homme politique toise son propre destin.

L'expression fut vite reprise, et d'abord par Nicolas Sarkozy au cours de l'émission qui suivit, Alain Duhamel lui ayant naturellement

demandé : « *Pensez-vous à 2007 en vous rasant, comme Laurent Fabius nous l'a confié ?* » (« Cent minutes pour convaincre », 20-11-03). Mais cette fois, s'engouffrant dans la brèche ouverte par son rival, l'hôte des médias brava toute pudeur : « *J'y pense, et pas seulement en me rasant* ». Phrase d'un homme d'action qui n'a pas même besoin d'interroger son destin national, puisqu'il y pense tout le temps ! Sans doute aussi inspirée de Mitterrand qui aurait dit : « *On a une chance de devenir président un jour quand on y pense sans arrêt, y compris le matin en mettant ses chaussettes* »².

Cela nous renvoie aux temps anciens où les futurs candidats *ne pensaient pas* à la chose. Ou alors, ils concédaient que Dieu seul déciderait de leur destin national. L'un d'eux assura même que n'y pas penser était le meilleur moyen de s'y préparer. Ô Freud ! C'était Valéry Giscard d'Estaing, s'il m'en souvient bien.

N.B. Déjà plusieurs fois cité, Fabius n'est donc pas le moins doué dans le genre « petites phrases ». En voici une autre, lâchée à un journaliste qui laissait entendre que F. Hollande pouvait lui faire quelque ombrage au sein du PS : « *On ne cache pas un éléphant derrière une fraise des bois* » (Grand jury *Le Monde-LCI*, 17-11-2002).

1. Littéralement. De sorte qu'on a pu s'étonner de lire dans *Le Monde* cette version corrigée : « *Ce serait hypocrite de dire que ça ne traverse jamais mon esprit, et je ne souhaite pas être hypocrite* ». Notons qu'en novembre, ledit quotidien ne citera pas non plus le « *j'y pense et pas seulement en me rasant* » de Sarkozy. Tout se passe comme si *Le Monde* avait passé ces propos au tamis du « politiquement correct », en rasant le rasage. Résultat : on cite souvent Sarkozy sans savoir qu'il réfère au mot de Fabius.

2. Selon Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président*, p. 136. Mais, selon Mitterrand lui-même, Giesbert « a le guillemet facile ».

19-10-03 – 172. « *L'ascenseur social est en panne.* » (*Le Monde*, p. 23)

Ce n'est pas *Le Monde* qui est à l'origine de la métaphore de « l'ascenseur social ». On avait déjà pu l'entendre sur les ondes (cf. France-Inter, 03-09-2002). Elle devenait pourtant plus que jamais d'actualité, après tant d'efforts gouvernementaux impuissants à réduire la fracture sociale, et à donner de l'air à « la France d'en bas ».

Cependant, aussi usée soit-elle, pareille métaphore mérite qu'on se penche sur ses implications.

D'une part, elle a l'avantage de laisser croire qu'il existe, pour s'élever de la France d'en bas jusqu'à la France d'en haut, des moyens fonctionnels, modernes, ultra rapides, abolissant pour toujours la funeste idée de lutte des classes, et même de « classe sociale ». Il suffit de *réparer* la panne. De relancer le moteur de l'emploi, bref d'appuyer sur le bon bouton. Chacun peut alors se hausser socialement, en créant par exemple son entreprise : la mode n'est-elle pas aux nouveaux « self made men » ?

Mais d'autre part, l'image de l'ascenseur implique qu'il existe une nécessaire limitation dans le nombre de personnes susceptibles d'entrer dans la cage. En effet, si l'ensemble des habitants du rez-de-chaussée, voire du premier étage, voulaient tout à coup occuper les étages supérieurs, l'élévation massive ainsi favorisée engendrerait une société pyramidale en équilibre instable, ne reposant plus que par la pointe sur le terreau social. La métaphore de l'ascenseur social prouve ainsi que seule une société élitiste peut réellement tenir debout¹.

1. On peut donc, même sans l'avoir lu, souscrire au probable contenu d'un livre qui ose s'intituler : *Le Descenseur social* (Ph. Guibert et A. Mergier, Plon, 2006).

Début 2004 – 173. « Je vais être libre, libre, LIBRE ! » (Gaz de France)

Tel fut le cri de joie qu'on entendit, en particulier sur Radio France, à l'heure des inévitables publicités. Quel était l'opérateur à l'origine de cette annonce ? Gaz de France, entreprise publique. Pourquoi cet enthousiasme ? Parce que le marché du gaz allait être « libéralisé ». Qui parlait ? Pour les uns, un consommateur type revivant l'histoire de la France libre. Pour les autres (dont je suis), une personnification du gaz lui-même qui, longtemps esclave du service public, se sentait tout à coup « affranchi » par la privatisation qui allait l'introduire à la fois dans la modernité, la Bourse et la mondialisation. Le texte de l'annonce était en effet celui-ci : « *Dans six mois, le marché de l'énergie va être libre. Je vais être libre, libre, libre !* » On eût dit le génie d'Aladin sortant enfin de sa bouteille (de sa bonbonne ?).

Mais s'agit-il là d'une référence « politique » ? « économique » ? « médiatique » ? C'est en tout cas l'expression, par médias interposés (et d'une finesse extrême !) d'une politique économique qui sera suivie, après l'entrée de GDF en Bourse (juillet 2005), d'une série de hausses des tarifs du gaz domestique. Liée sans doute à l'élévation du prix du pétrole ; mais n'annonçant rien de bon de la « libéralisation » en cours. La liberté aurait-elle sa facture ?

été 2004 – 174. « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. » (Patrick Le Lay, PDG de TF1)

Si les « Bourgeois » de Jacques Brel aimaient parler de leurs petites affaires à l'hôtel des Trois Faisans (« *Entre notaires, on passe le temps* »), les « managers » modernes se plaisent à communiquer sur leurs grandes affaires en organisant des colloques et des séminaires, d'où sont issues des publications que lisent parfois des esprits critiques. C'est ainsi qu'au cours de l'été 2004, des citoyens mal pensants sursautèrent en lisant la formule citée plus haut, dont voici l'argument : « *Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour*

vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible »¹.

Vite connus, ces propos scandalisèrent. Ils avouaient sans fard la pensée profonde – c'est-à-dire *uniquement* mercantile² – des gérants de chaînes privées. Dans la foulée, ils dépossédaient les analystes professionnels de leur travail critique : la messe était dite à leur place. « *Patrick Le Lay nous vole le seul pouvoir qui nous reste*, dit Baudrillard, *celui de la dénonciation* » (*Le Monde* 2, 28-05-05). D'où le scandale !

À la réflexion cependant, on peut trouver limité le diagnostic psychologique de Patrick Le Lay. Quand le cerveau est disponible, justement, il a toutes les capacités critiques qui lui permettent de résister aux appels publicitaires. C'est quand sa conscience est encombrée (et qu'elle est donc *indisponible*) que le conditionnement commercial, pénétrant son Inconscient, l'influence en toute liberté...

1. in *Les Dirigeants face au changement*, Éditions du huitième jour (Paris, 2004).

2. Les propos de P. Le Lay sont en effet à mettre en parallèle avec la critique qu'il fit, au nom de la morale et de la dignité humaine, de « Loft Story » (diffusée par M 6). S'agissant de TF1, il déclarait : « *Une grande chaîne gratuite, disponible en clair pour l'ensemble des Français, y compris les plus jeunes d'entre eux, a des règles éthiques et déontologiques à observer* » (« Peut-on tout montrer à la télévision ? », *Le Monde* du 11-05-01).

24-02-05 – 175. « **Je suis propre comme un sou neuf.** » (H. Gaymard)

Rigueur et sens de l'économie sont deux qualités éminentes que tout ministre des Finances est censé posséder, ce qui l'autorise à les prêcher vigoureusement, et sans scrupule, à autrui. C'est pour cela que le public attendait beaucoup d'Hervé Gaymard. Or, voici que des mauvais plaisants firent savoir, en février 2005, que le ministre occupait gratuitement un logement de fonction de 600 m², ce qui lui permettait de louer (au prix du marché) le très grand appartement qu'il possédait par ailleurs. Cela affaiblissait quelque peu ses exhortations à la rigueur, ou si l'on préfère en langage familier, « ça la foutait mal ».

L'affaire défrayant la chronique, le ministre se sentit obligé de démissionner le 25 février, en regrettant « *une erreur d'appréciation [...] concernant les conditions de mon logement de fonction* ». Mais l'affaire nous avait valu la veille, dans *Le Figaro* cette magnifique formule de contre-attaque :

« *Je ne vais pas me laisser épingleur comme un papillon alors que je suis propre comme un sou neuf et que nous travaillons comme des fous pour la République* ».

« **Je suis propre comme un sou neuf** » : y eut-il jamais dans la bouche d'un financier une métaphore aussi appropriée à sa fonction ?

En règle générale, mieux vaut rester propre comme un sou neuf que d'avoir à blanchir des sous sales !

Mars/mai-05 – 176. « *Il n'y a pas de plan B.* » (référendum du 29-05-05)

La locution « plan B » semble appartenir depuis longtemps au vocabulaire des décideurs, notamment militaires. On est par exemple amusé d'entendre dire dans le troisième épisode de la saga de *La Guerre des étoiles* : « *Il n'y a pas de plan B* ». Mais c'est avec la campagne pour le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen que l'expression obtint ses galons de référence politique.

Retraçons le contexte. Pour un observateur objectif (quoique toujours subjectif !), il est difficile de savoir s'il y avait en France davantage de démocrates sincères dans le camp des partisans du « oui » que dans celui des zéloteurs du « non », ou inversement. Ce qui est sûr, c'est qu'un certain nombre de citoyens hésitants, froissés par le chantage et l'intimidation que cultivait le premier camp, passèrent dans le second. Les partisans du Traité Constitutionnel Européen en effet, suivis par la plupart des médias, estimaient qu'il n'y avait pas de salut hors du vote « oui », que le « non » engendrerait le chaos, car il n'y avait pas de « *plan B* ». À telle enseigne que Jacques Delors (partisan du « oui »), ayant un soir de mai laissé entendre qu'il *pourrait* tout de même y avoir un « plan B », jeta le trouble dans sa propre mouvance¹.

Dans une entretien au *Monde* 2 (28-05-05), avant même le vote, Jean Baudrillard fait ce diagnostic : « *L'évidence du "oui" a fabriqué le "non". [...] La montée soudaine du non est le plus bel exemple d'une réaction vitale de défense contre le chantage consensuel au oui, à cet ultimatum à peine déguisé qu'est devenu le référendum* ». Chantage accompagné, il faut bien le dire, du tableau injurieux que la « France d'en haut » dressait d'une « France d'en bas » frileuse et archaïque, ce que Michel Onfray résume à sa manière en ces termes :

« *Les gens qui vont voter Non à la Constitution européenne sont des crétins, des abrutis, des imbéciles, des incultes. Petit pouvoir d'achat, petit cerveau, petite pensée, petits sentiments. Pas de diplômes, pas de livres chez eux, pas de culture, pas d'intelligence. Ils habitent la campagne, en province. Des paysans, des pécores, des péquenots, des ploucs. Ils n'ont pas le sens de l'Histoire, ne savent pas à quoi ressemble un grand projet politique. Ils ignorent le grand souffle du Progrès. Jadis, ces mêmes débiles ont voté Non à Maastricht, ignorant que le Oui allait apporter le pouvoir d'achat, la fin du chômage, le plein emploi, la croissance, le progrès, la tolérance entre les peuples, la fraternité, la disparition du racisme et de la xénophobie...* » (18-04-05)

On a reproché à ce morceau d'anthologie son outrance. Pourtant, la position qu'il caricature ici s'est poursuivie au lendemain du vote : globalement, dans les médias, le « non » de 54% des citoyens fut considéré comme un symptôme de la pathologie française. Alors qu'il

s'agissait d'un choix démocratique fondé sur un certain nombre d'arguments au moins aussi rationnels que ceux du camp adverse.

Quoi qu'il en soit, l'expression « plan B » prit le statut d'une référence politique. Chaque fois qu'un pouvoir veut imposer un projet unique, alors qu'il existe une alternative réelle, on invoque le « plan B » qu'il pourrait avoir gardé sous le coude.

Plan B est même devenu le titre d'une revue décryptant le discours unique lié à la concentration des médias, ensemble qu'elle ose nommer, dans son ardeur polémique, « le PPA » (le Parti de la Presse et de l'Argent).

1. Plus précisément, dans *Le Nouvel Observateur* du 28 avril, une interview (dont les propos, semble-t-il, ont été forcés) fait dire à J. Delors qu'il n'y a pas de plan B. Or, deux semaines plus tard, celui-ci déclare dans *Le Monde* que, même s'il s'avère difficile de mettre en œuvre un plan B, « *Le devoir de vérité impose de dire qu'il peut y en avoir un* » (*Le Monde* daté du 14-05-05).

Mars-05 – 177. Le « plombier polonais » (Frits Bolkestein)

Jusqu'en 2005, le terme de « plombiers » ne référerait, – politiquement parlant –, qu'à une tentative d'espionnage gouvernemental, au cœur même de la rédaction du *Canard Enchaîné*, en décembre 1973. Des journalistes avaient surpris une équipe de « spécialistes » en train d'installer dans les murs du local des micros-espions... et se faisant passer pour des « plombiers » ! Il s'agissait en fait de membres de la DST, qui agissaient en service commandé. On imagine avec quelle jubilation la revue satirique fit ses choux gras de cette bavure, aussitôt qualifiée de « Watergaffe », certains s'en souviennent sans doute.

Au printemps 2005, au cours de la campagne sur le référendum, le mot « plombier » prit une autre dimension, européenne cette fois. Une certaine « directive Bolkestein », élaborée par le commissaire européen éponyme, comportait en effet une clause dite « du pays d'origine », en vertu de laquelle un travailleur européen embauché dans un autre pays que le sien, pouvait y être traité selon le droit du travail de son pays d'origine. De sorte qu'un entrepreneur français, par exemple, pouvait employer des ouvriers étrangers plutôt que nationaux, à un salaire inférieur au SMIC, sans lui garantir les sécurités auxquelles a droit le travailleur français. D'où un « dumping » intolérable, au nom de la « libéralisation » des services en Europe, que dénonçaient les partisans du « non » au référendum européen, non sans mettre mal à l'aise certains tenants du « oui ».

Le 14 mars, Philippe de Villiers, pour illustrer ce danger auquel conduisait, selon lui, le Traité Constitutionnel Européen, le concrétisa en donnant l'exemple d'un « plombier polonais » qui serait traité de la sorte. Frits Bolkestein lui-même, bientôt de passage à Paris (le 6 avril), fut vigoureusement interpellé sur cet exemple type, qu'il tenta

de justifier. Aussitôt, le « plombier polonais » devint une « figure sociale », au service des partisans du non, selon le mot de Denis Sieffert¹. Au point que des adeptes du « oui » accusèrent leurs adversaires de xénophobie, ce qui n'était vraiment pas la question.

1. Voir son analyse, dans *Politis*, jeudi 14-07-05.

9-06-05 – 178. « La concentration des médias en France : une réelle exception culturelle ? » (journée thématique organisée par le Sénat)

Amusante question qui n'a guère défrayé la chronique. Car il est assez plaisant, à l'heure où les concentrations de sociétés sont la règle suprême de la mondialisation, de se demander si la concentration des médias, en France, relève de notre fameuse « exception culturelle ».

Pour comprendre ces étranges concentrations dont on ne sent pas toujours la logique, c'est en nous tournant du côté de Raymond Devos, qui est à lui seul une « référence culturelle », que nous trouverons la lumière.

Dans l'un de ses sketches, le génial comique s'étonne de l'expression « un bout de bois ». En effet, fait-il remarquer, tout bout de bois a en réalité *deux* bouts. Or, chose troublante, si l'on scie ce bout de bois, nous obtenons *deux* bouts de bois ayant chacun *deux* bouts, ce qui en fait quatre (si vous suivez bien). En renouvelant l'opération, on produit ainsi de multiples bouts de bois, chacun doté de deux bouts, à l'infini. C'est un miracle de dynamisme, c'est la démultiplication même du vivant, c'est la démocratie.

Mais voilà : ce processus peut évidemment être *inversé*. Si vous prenez un bout de bois (doté de deux bouts, comme tout bout de bois), vous pouvez naturellement le faire fusionner avec un autre bout de bois (doté également de deux bouts, comme tout morceau de bois qui se respecte). Or, si au départ nous dénombrons quatre bouts pour les deux morceaux, une fois la fusion faite, qu'advient-il ? D'une part, n'ayant plus qu'UN morceau de bois, vous avez réduits les quatre bouts des deux bouts de bois à seulement deux bouts d'*un* bois (vous suivez ?). Mais d'autre part, et c'est là essentiel, le nouveau morceau de bois obtenu par la fusion EST PLUS GROS !!! Vous suivez toujours ?

Admettons maintenant que des marchands de bois pénètrent dans une forêt médiatique primaire, où s'étalent à perte de vue ces "bouts de bois" debout qu'on appelle arbres. Ils auront tôt fait, dans le désir de rationaliser le monde, de mettre bout à bout toute paire de morceaux de bois pour la réduire à l'unité. Et cette réduction des bouts s'accompagne forcément d'une réduction des coûts. En systématisant l'entreprise, nos idéalistes de la fusion simplifieront considérablement la complexité du réel. Au bout du compte – car je vous passe ici les

péripiétés –, nous n'aurons plus sur le chantier que quelques géants dotés chacun d'un méga-morceau de bois à deux bouts.

Mais que fait-on d'un énORRRme morceau de bois ? D'un côté, on le tient fermement pour s'assurer de sa puissance. Et de l'autre, on frappe pour être sûr de son efficacité. Il est donc vain, et frileux, de déplorer ces concentrations qui permettent aux puissants de revenir joyeusement à l'ère de la massue préhistorique¹.

1. C'est pourtant ce que déplore, documents à l'appui, le très utile Observatoire Français des Médias (OFM), [www](http://www.ofm.fr).

30-08-05 - 179. « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? » (Laurence Parisot, présidente du Medef)

Cette maxime, dont le « succès » immédiat donne lieu à plusieurs variantes, se trouve textuellement dans les pages économiques du *Figaro* (30-08-05). Elles s'inscrivent dans ce que l'on peut appeler, avec Roland Barthes, la « naturalisation » du politique, au même titre que la déclaration de Chirac sur la fermeture de Vilvorde (« *les arbres naissent, vivent et meurent... les entreprises aussi* », cf. **réf. 134**). Rhétorique qui sévit dans le discours des décideurs chaque fois qu'ils entendent dédouaner le système qu'ils servent, en faisant de ses méfaits les conséquences d'une loi « naturelle ».

Quatre jours plus tard, interrogée sur France Inter, la patronne des patrons reprend ce thème en déclarant : « *La précarité est une loi de la condition humaine.* » Certes ! Et c'est bien parce que la précarité menace sans répit l'être humain qu'il inventa la politique, c'est-à-dire l'art d'organiser l'entraide collective pour lutter contre l'insécurité individuelle. C'est bien pour atténuer les rigueurs de la condition humaine que les hommes ont cru améliorer leur sort en ordonnant des lois *sociales*. Mettre en cause le progrès humain que représentent ces systèmes de protection mutuelle, voilà l'archaïsme.

25-10-05 – 180. « Racaille », « Karchériser », etc. (Nicolas Sarkozy)

Parmi les « références » politiques, il y a différents genres : les sublimes promesses, les dénégations indignées, les mensonges énormes, etc. Mais à côté de ces hautes productions, on trouve aussi ce qu'il faut bien qualifier de basses insultes, directes ou indirectes. Si l'on peut passer sur les « sauvageons » de Jean-Pierre Chevènement, vocable qui, à tout prendre, atténue la responsabilité de certains casseurs en les présentant comme de jeunes arbustes mal greffés, on ne peut que stigmatiser la scandaleuse sortie du « socialiste » Georges Frèche traitant de « sous-hommes » des harkis de sa région (janvier 2006).

Reste le cas de Sarkozy osant qualifier de « *racailles* » un certain nombre de délinquants qui pratiquent, entre autres activités ludiques,

le viol collectif dans les caves d'immeubles, le trafic de drogues, les incendies de voitures et le saccage d'écoles. La question est alors : comment qualifier les auteurs de tels agissements sans les enfermer dans un mépris de classe ? Comment, tout en fustigeant leurs conduites, ne pas les réduire à la vilénie définitive d'une sous-espèce humaine ? Si l'on en juge par ce qui a suivi, l'injure *racailles* appartient peut-être à la catégorie des expressions que l'on nomme « performatives », c'est-à-dire dont l'effet est de produire ce qu'elles énoncent.

Mais revenons aux faits. Le 25-10-05, deux jours avant l'essor des émeutes dans les banlieues, le ministre de l'Intérieur, lors d'un passage à Argenteuil, entre dans un immeuble où, depuis le 1^{er} étage, « une personne maghrébine » l'interpelle : « M. Sarkozy, débarrassez-nous de ces racailles, on n'en peut plus, on a peur ! » Le ministre répond : « Oui, madame, faites-nous confiance, on va vous débarrasser de ces racailles »¹. Le même avait déclaré, le 20 juin à La Courneuve : « Dès demain, on va nettoyer au Kärcher la cité des 4000. » Langage prophylactique qui n'est pas sans rappeler le style pur et dur de V. Poutine (cf. **réf. 150**). Ces propos, fort mal reçus par les intéressés, ont alors, sinon déclenché, du moins favorisé « l'explosion » de la violence dans les banlieues des grandes cités.

Injustes ou non, ils sont fautifs dans la mesure même où, en politique, l'erreur est parfois pire que la faute. S'il est vrai que l'injure sarkosienne n'a été qu'une reprise, en écho, de l'exaspération d'une « maman » des cités, cela atténue mais ne lave pas sa maladresse. Ce qui *peut* se dire, entre habitants des « quartiers sensibles », prend une toute autre dimension dans la bouche hautaine d'un représentant de l'ordre, et nous rappelle ce que disait Cyrano de Bergerac des railleries qu'il s'adressait à lui-même :

*Je me les sers moi-même avec assez de verve
Mais je ne permets pas qu'un autre me les serve.*

1. Le ministre raconte lui-même cet échange avec cette personne dans *Libération* (23-12-05), renvoyant d'ailleurs à l'enregistrement qu'avait diffusé l'émission « Arrêt sur images » deux mois plus tôt.

09-12-05 – 181. Le « rôle positif » de la colonisation française (débat public)

La « positivité » régnante a du plomb dans l'aile. En dépit de Carrefour qui nous demande toujours de positiver depuis des décennies, en dépit de la « pensée positive » que nous conseillent les psychologues, en dépit de la « positive attitude » que recommandait Jean-Pierre Raffarin à la veille du référendum, le « non » français du 29 mai 2005 semble avoir donné un coup d'arrêt à tous ceux qui ne veulent voir que du « positif », voire du « globalement positif », dans

les systèmes économiques ou politiques qu'on nomme généralement « l'ordre établi ».

C'est ainsi que l'article 4 de la loi en faveur des rapatriés, promulguée le 23 février 2005, qui faisait aux programmes scolaires obligation de reconnaître le « rôle positif » de la colonisation française, suscita aussitôt de vives polémiques. Cet article, sans grand rapport avec la loi elle-même, avait été introduit à l'initiative d'un député UMP, et stipulait : « *Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer* ». Formule qui impliquait un certain nombre de questions non élucidées : en fonction de quels critères jugeait-on l'expression « rôle positif » (économique ? politique ? droit de l'homme ? littéraire ?) ; était-ce à la loi d'imposer sa version dans un débat ne pouvant être tranché, s'il devait l'être, que par des historiens ? Les manuels scolaires devaient-ils s'autocensurer, ou présenter un bilan critique de la colonisation ?

Désireux d'apaiser les débats, l'Élysée déclara solennellement : « *Dans la République, il n'y a pas d'histoire officielle. Ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire. L'écriture de l'histoire, c'est l'affaire des historiens* ». Ces propos annonçaient la prochaine suppression de l'article incriminé par le chef de l'État, lequel décida, le 4 février 2006, de faire réécrire un texte « *qui divise les Français* ».

fév-06 - 182. « Une relation durable, ça change la vie. » (Crédit agricole)

Dans un monde où tout change, l'inconstance elle-même doit changer. Et donc, se muer en dur désir de durer. Tel est le « nouvel air » (du temps) que prône le Crédit agricole.

Avec ce slogan donc – début 2006 – la mode se met à la fidélité. Autant une « relation changeante » débouche toujours sur la même chose, autant une « relation durable » va permettre enfin de réellement changer... Avant de revenir, on l'imagine, à la monotonie des fluctuations !

À dire vrai, ce paradoxe ne manque pas de profondeur. Les moralistes classiques s'y retrouveraient. De même que Don Juan ne cesse de changer de partenaires pour ne vivre avec chacune qu'une répétitive relation, de même est-ce peut-être au sein d'une relation durable que l'on assume au mieux, d'âge en âge, les changements inévitables par lesquels la vie nous « transforme ».

Mais qu'allons-nous chercher là ? Il ne s'agissait, pour cette maxime élaborée par une grande banque, que de « fidéliser » ses jeunes clients en finançant leurs divers projets d'investissement.

N.B. On peut se demander si le Crédit agricole, en exaltant le sens du durable dans un monde où règne la frénésie du nouveau, ne prenait pas un énorme risque : celui de prévenir la jeunesse contre toute flexibilité salariale. Prôner la « relation durable », à l'heure même où le pouvoir instituait un Contrat de Première Embauche synonyme de précarité pour les jeunes, n'était-ce pas appeler le pays à la rébellion ?

08-02-06 – 183. « *Contrat de Première Embûche* » (on dit aussi « *Embauche* »)

Désireux de s'attaquer enfin au problème de l'emploi, le nouveau gouvernement français avait déclaré le 1^{er} juin 2005, par la bouche de Dominique de Villepin : « *Nous n'avons pas tout tenté contre le chômage. Il n'y a pas de fatalité, c'est le grand combat. Cette bataille, je vais la mener personnellement.* » On pouvait naturellement se demander pourquoi tout n'avait pas encore été tenté depuis qu'avait été diagnostiquée la fracture sociale, dont les conséquences néfastes avaient pesé sur toutes les élections depuis lors, notamment trois jours plus tôt, quand la France avait osé proférer un « Non » historique.

Qu'importe, avec D. de Villepin, les choses allaient enfin changer. Habile et présentant bien, le nouvel homme fort fit merveille pendant six mois. Et puis, les pesanteurs technocratiques étant ce qu'elles sont, il mijota « personnellement » (– puisque tel était son combat), c'est-à-dire sans consulter les catégories sociales intéressées, une loi instituant un « Contrat de Première Embauche » (le CPE) qui, sans vraiment enchanter la France économique, laissa perplexe la France sociale. Ce contrat permettait aux jeunes chômeurs d'accéder à un emploi définitif au bout de deux ans de bons et loyaux services, pour peu qu'ils n'aient pas été congédiés du jour au lendemain, sans explication, au cours des 24 mois qui précédaient...

Au Parlement, l'opposition eut beau dénoncer une lutte contre le chômage qui se traduisait par l'institution de la précarité, la loi fut votée sans discussion. C'est alors que les petits français qui étudiaient, soutenus par leurs parents qui s'inquiétaient, s'émurent, se mobilisèrent, manifestèrent. En un mot, la « rue » bougeait.

Bien entendu, le gouvernement se ressouvint aussitôt qu'il avait promis le dialogue. Le Premier ministre, sincèrement désireux d'expliquer une loi qu'il refusait de modifier, accepta de communiquer *personnellement* sur Internet avec des jeunes. Et c'est alors, le 2 février 2005, que par un excès de pratique poétique ou par un accès de prémonition politique, il fit un lapsus orthographique aussitôt révélé par *Le Canard Enchaîné* : il avait écrit « Contrat de Première *Embûche* », en lieu et place du mot « *Embauche* ».

La suite prouva que, lapsus aidant, la gouvernance n'exclut pas toujours la voyance...

N.B. S'inquiétant à juste titre de « *l'inflation législative* », *Le Figaro* du 16-01-06 cite Montesquieu : « *Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires.* »

mars 06 – 184. « *Dialogue social* » (le gouvernement)

En règle générale, plus le « dialogue social » s'absente de la conduite des affaires publiques (ou privées), plus l'expression se multiplie dans le discours des dominants. Elle fait notamment florès

chez les gouvernants frappés de surdité à l'égard des mécontentements sociaux. C'est ainsi qu'après le « non » au référendum du 29-05-05, qui traduisait un rare degré d'impopularité du pouvoir, l'expression « dialogue social » devint omniprésente dans les propos officiels et la presse qui en rendait compte, comme l'a relevé *Le Canard Enchaîné* du 29-03-2006 :

*Le Premier ministre s'est fixé comme priorité de « mener la bataille pour l'emploi », avec « plus d'audace et d'imagination », et dans « le dialogue social » (*La Tribune*, 2-06-05) ;

*« Il n'y aura pas de réforme sans dialogue social » promet l'entourage du Premier ministre (*Le Monde*, 21-09-2005) :

*« Dialogue social, les premiers pas de la méthode Villepin » (*Le Figaro*, 29-11-05) ;

*« Villepin et Borloo parient sur le dialogue social » (« une » du *Monde*, 13-12-05)

Ce dialogue s'effectuera de telle sorte, on s'en souvient peut-être, que le fameux Contrat de Première Embauche sera élaboré sans consultation aucune des acteurs sociaux, puis voté en février 2006 sans débat réel au Parlement.

On connaît la suite (cf. réf. 185).

30-03-06 – 185. « *Sortir par le haut* » (poncif du discours politico-médiatique)

Les manifestations contre le Contrat Première Embauche ont rassemblé le 29 mars 2006 environ deux millions d'opposants. Le Premier ministre ne voulait ni retirer ni suspendre son projet, ni le faire rediscuter à l'Assemblée nationale, tout en prônant un « dialogue social » que *Le Canard Enchaîné*, nomma *monologue social*. (cf. réf. 183-4). Comment sortir de cette situation parut bloquée ? « *Par le haut* », souhaitèrent les journalistes et les politiciens.

Solution d'autant plus pertinente que Dominique de Villepin l'avait lui-même envisagée dans son ouvrage *Le Cri de la gargouille* (Albin Michel, 2002).   voquant les réformes-surprises qui risquent « de coaliser les oppositions et de provoquer l'explosion », il préconisait d'en « sortir par le haut » dans les termes suivants : « C'est alors qu'il faut rester grand dans l'abnégation, sortir par le haut en préférant le sacrifice au compromis qui discrédite. »¹

En l'occurrence, la sortie « par le haut » prit la forme d'un recours au sommet, c'est-à-dire à l'arbitrage du président de la République. Lequel annonça, avec sa clarté habituelle, qu'il promulguait aussitôt cette loi tout en en suspendant l'application. La « sortie par le haut » s'avérait ainsi une sortie par le labyrinthe². La loi bénéficiant de cette « promulgabrogation » (terme glan   dans *Le Monde*), après une semaine d'incohérence législative, fut enterrée. Sans que le mot « abrogation » ait été prononcé, bien sûr.

N.B. Dans les prisons françaises, la mode est aussi de « sortir par le haut » en s'évadant par hélicoptère. Il y a belle lurette qu'on ne cherche plus à « sortir par le bas » en creusant des tunnels. Là comme ailleurs, tout le problème est d'avoir des amis sachant piloter.

1. Cité par *Le Canard Enchaîné* du 29-03-2006, p.2.

2. Pour *Le Canard Enchaîné* du 05-04-06, ce fut un discours « *abracadabran-texte* ». Le propos présidentiel y est résumé comme suit : « Faites ce que je vous dis, et non pas ce que je vous dis ».

mars-06 – 190. « *Un pays où il n'est pas possible de faire des réformes* » (les médias progressistes)

Question de Claire Chazal à François Hollande, ou encore d'un journaliste de France-Info à Henri Emmanuelli : « *La France est-elle le seul pays européen où la réforme n'est pas possible ?* »¹ Il y en a pourtant eu de bonnes et de moins bonnes (abolition de la peine de mort, 35 heures, professionnalisation de l'armée, quinquennat, RMI, CSG, modification du régime des retraites, sans parler des réformes successives ou contradictoires de l'Éducation nationale qui, au nom des meilleures intentions des « pédagogues » ministériels, ont souvent abouti à empirer les situations auxquelles elles entendaient remédier. Un certain nombre de penseurs ouverts à la modernité récusent ainsi le « dogmatisme » d'une réformite chronique, balancée de haut sur les intéressés sous prétexte de « s'adapter au réel » au lieu de le transformer : « *Réformer* » est devenu un verbe intransitif », constatent-ils². Il faut réformer, n'en déplaisent aux récalcitrants, dont on culpabilise aussitôt le « *conservatisme* ». Au risque de faire échouer les meilleures réformes parce qu'on a refusé d'entendre les objections de leurs destinataires.

La question de la réforme tient moins à ses intentions qu'à ses conditions d'élaboration (plus ou moins démocratiques) et d'application (avec ou sans les moyens qu'elle nécessiterait). C'est notamment l'avis de Michel Crozier, pourtant peu suspect de gauchisme, pour qui tout est dans l'écoute : « *Nos dirigeants, quels qu'ils soient, font toujours la même erreur : ils ne travaillent pas sérieusement, ils s'embarquent, n'écoutent personne, et ils s'étonnent des réactions. [...] Ceux qui refusent de subir les réformes sont tout de même plus excusables que la technocratie qui les élabore et tente de les imposer sans réfléchir aux conséquences* »³.

1. Autre variante, à un responsable syndical : « *Mais, Bernard Thibault, est-ce que vous croyez franchement qu'il est encore possible de faire des réformes en France ?* » (R. Mihail, France-Inter, 19-03-06).

2. Cf. « *Claude Allègre, énième pompier pyromane* », par Paul Thibaud, Marcel Gauchet et quelques autres, *Le Monde* du 24-03-2000.

3. *Le Figaro magazine*, 01-04-06, dossier « Comment faire bouger la France ». Très bon titre, au demeurant, puisqu'il pose la question du « comment » sans s'inquiéter du « pourquoi ». C'est qu'il faut réformer pour réformer.

Début-06 – 191. Profession : « Déclinologues » (l'air du temps)

Ils sont depuis longtemps d'une clairvoyance absolue. Ils disent le pourquoi et le comment du « *mal français* ». Ils diagnostiquent en particulier la « *France malade* » chaque fois que celle-ci, faisant preuve de santé républicaine, proteste au lieu de « positiver ». Contre la « *peur économique* » qui l'étreint, ils voudraient « *soigner la France écophobe* ». Comme rien n'y fait, ils dénoncent « *la France qui tombe* », du haut du septième ciel où leurs revenus substantiels leur permettent de résider sans sombrer. Ce sont les Cassandre de « *la France en déclin* ». Ce sont les « déclinologues »¹.

À quoi les reconnaît-on ? Aux remèdes qu'ils proposent – rigueur salariale, flexibilité, déréglementation des lois sociales, privatisation des services publics, précarisation de l'emploi – remèdes que d'autres considèrent comme autant de « saignées » aggravant le mal qu'ils sont censés soigner². Ces sympathiques experts, quoique ne portant pas de chapeaux pointus, parlent si bien du mal qui ne les atteint pas qu'on peut saluer en eux nos modernes « médecins de Molière ». Gageons qu'au cours des prochaines présidentielles, les médias impatients de nous guérir ouvriront largement leurs micros aux professionnels de la *déclinologie*. Mais la France saura-t-elle les entendre ?

À vos calepins, lecteurs, et notez dès maintenant les expressions historiques qui vont éclore au fil des mois qui viennent³ !

1. Cf. l'éditorial d'Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, avril 2006.

2. « *L'actuel discours "décliniste" rabâche que tout problème évoqué proviendrait du "modèle français", et qu'il aurait pour modèle obligé l'"adaptation à l'Europe et au monde". Ou, pour le dire plus crûment, une "thérapie de choc libérale"* », précise Serge Halimi (*Le Monde diplomatique*, oct. 2005).

3. L'auteur de ce livre sera heureux d'accueillir ces nouvelles « références » pour mettre à jour la prochaine édition de ce livre. Merci à tous.

■ Présidentielles 2007

Gouverner, c'est prévoir. Écrire également... Il est donc avisé, à l'heure où s'achève ce memento d'expressions historiques, d'anticiper sur ce que pourraient être les formules-clefs de notre avenir. J'ai donc pensé utile à ma nation de proposer ici quelques citations non encore prononcées, à l'usage des prochains candidats aux présidentielles 2007. Cela me permettra d'atteindre le chiffre rond de 200 références dans ce livre, et surtout, d'accéder à la notoriété en compagnie du futur président qui aura bien voulu s'inspirer de ces fortes paroles. J'appelle donc les candidats, qu'ils soient de droite ou de gauche, à puiser librement dans ces ultimes citations que je leur lègue gracieusement. C'est alors qu'elles auront droit de figurer dans l'index. À noter, pour les nécessiteux, qu'il m'en reste plusieurs autres au fond de mes tiroirs, en réserve de la République...

192. (*prophétique*) « **Quand l'Europe s'éveillera, croyez-vous vraiment que la Chine se rendormira ?** ».

193. (*raisonnable*) « **L'exception française se garde de deux excès : 1/ Ne pas légiférer ; 2/ Faire appliquer la loi.** ».

194. (*compatriotique*) « **Ayez confiance : la lueur de l'impasse est au bout du tunnel.** »

195. (*social*) « **J'entends tout donner à ceux qui n'ont rien sans rien prendre à ceux qui ont tout.** »

196. (*darwinien*) « **L'opinion doit comprendre que lorsque nous marchons sur la tête, c'est pour mieux penser avec nos pieds.** »

197. (*pacifiste*) « **L'homme est une louve pour l'homme.** »

198. (*positive attitude*) « **La France ne s'ingénie jamais à échouer que pour faire valoir sa capacité de progression.** »

199. (*éthique*) « **Nul ne profite en son pays.** »

200. (*visionnaire*) « **S'il est vrai que nous allons dans le mur, apprenons à rebondir.** »

INDEX DES EXPRESSIONS ET RÉFÉRENCES

Voici par ordre alphabétique l'ensemble des locutions recensées dans cet ouvrage. Chacune est suivie de son chiffre de référence et du numéro de la page où elle est commentée. Deux remarques :

1/ Pour faciliter la consultation, certaines d'entre elles figurent sous deux formes, à la fois en version complète (ex : « *Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur* ») et partielle (« *Monopole du cœur* »).

2/ Par ailleurs, il se trouve que de nombreuses références politiques sont couramment citées ou connues sous une forme abrégée ou déformée. Dans les cas les plus flagrants, nous les présentons ici entre crochets. Le texte exact ou intégral (avec ses variantes éventuelles) est naturellement précisé dans le commentaire.

- *Abracadabrantésque (154, p. 96).
- *À quoi bon avoir une si belle armée si c'est pour ne jamais s'en servir ? (147, P. 91)
- *Ascenseur (l') social est en panne (172, p. 113).
- *Au secours ! la droite revient... (91, p. 53)
- *Beaucoup reste à faire ! (72, p. 42)
- *Bien entendu, nous allons ne rien faire (75, p. 43).
- *Big Bang (118, p. 72).
- *Big Brother ou Loft Story (156, p. 98).
- *Bilan globalement positif (45 bis, p. 28)
- *Black Blanc Beur (145, p. 91).
- *Bon choix pour la France (11 bis, p. 18).
- *Bonnet blanc et blanc bonnet (38 bis, p. 25).
- *C'est dans la tourmente que la France nous a choisis pour vaincre les forces du déclin (81, p. 46).
- *Ce n'est pas la pensée qui est unique, mais la réalité (124, p. 77).
- *Ce n'est pas le chemin qui est difficile. C'est la difficulté qui est aujourd'hui le chemin (158, p. 99).
- *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (174, p. 114)
- *[Cerveaux disponibles] (174, p. 114).
- *Changer de société (70, p. 41).
- *"Cher parent" [Bokassa 1^{er}] (21 bis, p. 21).
- *[Chirac vieilli, usé, fatigué] (160, p. 104).
- *Concentration des médias (178, p. 118).
- *Contrat de Première [Embûche] (183, p. 122).
- *Copains et coquins (54 bis, p. 31).
- *Coup de Jarnac (2 bis, p. 15).
- *Dans les yeux, je la conteste (106, p. 64).
- *De Gaulle a doté la France de la force de frappe militaire, je la dote de sa force de frappe économique (73, p. 42).
- *Déclinologues (191, p. 125).
- *Déçus du socialisme (77, p. 45).
- *Dégâts collatéraux (148, p. 92).
- *Délit d'initiés (107, p. 65).
- *Désenchantement du monde (87, p. 50).
- *Deuxième gauche (47 bis, p. 29).

- *Devoir d'ingérence (121, p. 75).
- *Devoir de mémoire (141, p. 88)
- *Dialogue social (184, p. 122).
- *Dictature du prolétariat [abandon] (22 bis, p. 21).
- *Dissolution (135, p. 86).
- *Droit d'ingérence (121, p. 75).
- *Du passé, faisons table rase (32 bis, p. 23).
- *En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées (57 bis, p. 32).
- *En réserve de la République (53 bis, p. 31).
- *Et si la Bourse profitait à tous ? (153)
- *État de grâce (64. p. 37)
- *État voyou (168, p. 110).
- *Exception culturelle (120, p. 74).
- *Exception française (120, p. 74).
- *Faites l'amour, pas la guerre (26 bis, p. 23).
- *Fin de l'histoire (116, p. 71).
- *Force tranquille (63, p. 37).
- *Foulard islamique (108, p. 66).
- *Fracture sociale (123, p. 76).
- *France d'en bas (163, p. 107)
- *France frileuse (117, p. 72).
- *Frappes chirurgicales (148, p. 92).
- *Génération Mitterrand (104, p. 63).
- *Histoire abracadabrantesque (154, p. 96).
- *Homme du passif ↔ Homme du passé (43 bis et 66, pp. 27 et 39)
- *Horreur économique (131, p. 84).
- *Il est interdit d'interdire (30 bis, p. 23).
- *Il est nécessaire que les casseurs soient les payeurs (39 bis, p. 26).
- *Il est terminé le temps des gadgets, des formules, des communications ; le temps est venu de la vérité. (raffarinade, intro. Chap. 5, p. 103)
- *Il existe une intelligence de la main, et elle communique avec le cœur (165, p. 108).
- *Il faut dégraisser le mammoth (137, p. 87).
- *Il faut donner du temps au temps (82, p. 47).
- *Il faut mettre en place la République du bon sens (165, p. 108).
- *Il n'est pas facile d'adapter la France à son temps (133, p. 85).
- *Il n'y a pas de plan B (176, p. 116)
- *Il ne faut pas désespérer Billancourt (1 bis, p. 15).
- *Il ne faut pas non plus dire : *"des têtes vont tomber"*, comme Robespierre à la Convention, mais il faut dire lesquelles et le dire rapidement (74, p. 43).
- *Il ne faut pas tout attendre de l'État (149, p. 93).
- *J'ai dit à ma femme : fais les valises, on rentre à la maison (10 bis, p. 18)
- *J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin national (53 bis, p. 31).
- *J'écoute la rue qui gronde, j'écoute aussi la rue qui ne gronde pas (intro chap. 5, p. 103).
- *J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer (5 bis, p. 16).
- *J'y pense parfois, en me rasant (171 p. 112).
- *Je crois aux forces de l'esprit (125, p. 77).
- *Je fais à la France le don de ma personne (50 bis, p. 30).

- *Je n'ai jamais été trotskiste (157, p. 99).
- *Je ne sais pas s'il y a un mur de l'argent, mais j'en connais beaucoup qui s'y sont cassé la tête (72, p. 42).
- *Je ne serai pas toujours muet (164, p. 108).
- *Je ne suis pas votre élève (67, p. 39).
- *Je suis droit dans mes bottes (127, p. 81)
- *Je suis en Europe, donc je pense en euros (146, p. 91)
- *Je suis le pilote de l'Airbus gouvernemental (J-P R., intro Chap. 5, p. 103).
- *Je suis propre comme un sou neuf (175, p. 115).
- *Je suis troublé (92, p. 53).
- *Je vais être libre, libre, LIBRE ! (173, p. 114).
- *Je vais vous dire franchement une chose : je ne peux pas y croire (155, p. 97)
- *[Je voterai Chirac en me bouchant le nez] (162, p. 106).
- *Je voudrais regarder la France au fond des yeux (31 bis, p. 23)
- *Je vous demande de vous arrêter (126, p. 81).
- *Je vous recommande la positive attitude (165, p. 108).
- *L'Algérie, c'est la France (17 bis, p. 20)
- *L'avenir est une suite de quotidiens (J-P R, intro Chap. 5, p. 103).
- *L'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions (84, p.49).
- *L'homme du passif ↔ L'homme du passé (43 bis et 66, pp. 27 et 39)
- *L'homme est par nature un animal politique (55 bis, p. 32).
- *L'imagination au pouvoir ! (32 bis, p. 23)
- *[L'odeur des immigrés] (113, p. 69).
- *L'opinion, ça se travaille (148, p. 92).
- *La Bourse, j'en ai rien à cirer (112, p. 69)
- *La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres (49 bis, p. 30).
- *La fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie... (134, p. 85)
- *La France ne peut accueillir toute la misère du monde (109, p. 67).
- *La France s'ennuie (3 bis, p. 15)
- *La France vit au-dessus de ses moyens (60 bis, p. 33).
- *La guerre ! c'est une chose trop grave pour la confier à des militaires (48 bis, p. 29).
- *La langue est fasciste (52 bis, p. 30).
- *La liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas (25 bis, p. 22).
- *La maison brûle et nous regardons ailleurs (166, p. 109)
- *La Marseillaise sera d'autant moins sifflée qu'elle sera entonnée par tous (165, p. 108).
- *La nouvelle retraite, c'est la vie en plus de la vie (165, p. 108).
- *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille (56 bis, p. 32)
- *La politique est l'art du possible (13 bis, p. 19).
- *La politique que nous menons est socialiste, en premier lieu, parce qu'elle est menée par des socialistes (86, p. 50).
- *La République sera conservatrice, ou ne sera pas (8 bis, p. 17).
- *La route est droite, mais la pente est raide (165, p. 108)
- *La rue doit s'exprimer mais ce n'est pas la rue qui gouverne (raffarinade, intro Chap. 5, p. 103).
- *La santé, la vie, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? (179, p. 119)
- *La télévision, qu'on le veuille ou non, c'est la Voix de la France (20 bis, p. 21)

- *La terre, elle, ne ment pas (15 bis, p. 20).
- *Le 2 septembre, j'enlève le haut / Le 4, j'enlève le bas (71, p. 41)
- *Le monde n'est pas une marchandise (152, p. 94).
- *[Le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière] (95, p. 55).
- *Le pétrole est une ressource inépuisable qui va se faire de plus en plus rare (D. de V., intro Chap. 5, p. 103).
- *Le poids des mots. Le choc des photos (24 bis, p. 22).
- *Le pouvoir est au bout du fusil (14 bis, p. 19).
- *Le profit n'est pas un facteur de paix sociale (72, p. 42).
- *Le Sida, on l'aura (144, p. 90)
- *Le socialisme à la française, je n'en fais pas une Bible (78, p. 45).
- *Le socialisme, une idée qui fait son chemin (35 bis, p. 24)
- *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la chose immonde (7 bis, p. 17).
- *Le vrai-faux passeport d'Yves Chalié (97, p. 57).
- *Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas (9 bis, p. 17).
- *Les bandits tchéchènes, on va les buter jusque dans les chiottes (150, p. 93).
- *Les Français parlent aux Français (16 bis, p. 20).
- *Les gens du Château sont partis. Le peuple aura son mot à dire (69, p. 40).
- *Les jeunes sont destinés à devenir adultes (165, p. 108).
- *Les murs ont la parole (18 bis, p. 20)
- *Les pacifistes sont à l'Ouest, les euromissiles à l'Est (80, p. 46).
- *Les promesses n'engagent que ceux qui y croient (96, p. 56).
- *Les socialistes se trompent décidément de siècle (136, p. 86).
- *Les Trente Glorieuses (12 bis, p. 18).
- *Les veuves vivent plus longtemps que leurs conjoints (165, p. 108).
- *Loft Story, dite « Big Brother » (156, p. 98).
- *Lui c'est lui, moi c'est moi ! (84, p. 49)
- *Mais vous avez tout à fait raison, Monsieur le Premier ministre (105, p. 48).
- *Make love, not war (26 bis, p. 23).
- *Mauvaise graisse (faire de la) (130, p. 83)
- *Messieurs les Censeurs, bonsoir ! (42 bis, p. 26)
- *Métro, boulot, dodo (30 bis, p. 23).
- *Mieux vaut perdre l'élection que de perdre son âme (102, p. 59).
- *Ministère de la parole (65, p. 38).
- *Moi, j'ai changé (68, p. 40).
- *Moi, j'ai trouvé cela dans l'escarcelle (72, p. 42).
- *Mon « oui » est plus qu'un non au « non » (J-P R, intro Chap. 5, p.103)
- *Monnaie unique (146, p. 91).
- *Monopole du cœur (4 bis, p. 16).
- *Mur d'ardent (72, p. 42)
- *N'ayez pas peur ! (33 bis, p. 24)
- *Notre route est droite, mais la pente est forte (165, p. 108)
- *Nous allons terroriser les terroristes (94, p. 54)
- *Nous sommes entrés dans une logique de guerre (110, p. 68).
- *Nous sommes tous Américains (159, p. 100)
- *Nous sommes tous des juifs allemands ! (19 bis, p. 21)
- *Omar m'a tuer (114, p. 70)
- *On me dira : et vous la France ? (72, p. 42)

- *On ne tire pas sur une ambulance (58 bis, p. 32)
- *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par l'État français (128, p. 82).
- *Ouvrez les yeux, fermez vos télé. Vous êtes concernés. (30 bis, p. 23)
- *Parler-vrai (46 bis, p. 28).
- *Parlons France (85, p. 50).
- *Parti des godillots (76, p. 44).
- *Pensée unique (124, p. 77)
- *Petit Livre rouge (40 bis, p. 26).
- *Petit télégraphiste (62 bis, p. 34).
- *Plan B (176, p. 116).
- *Plombier polonais (177, p. 117)
- *Plus jamais ça (101, p. 59).
- *Point de détail (le) (103, p. 60)
- *Porteurs de valises (151, p. 94).
- *Pour parler franchement, votre argent m'intéresse (59 bis, p. 33).
- *Préférence française pour le chômage (122, p. 76).
- *[Président « câblé »] (88, p. 51)
- *Prenez de l'avance sur votre avenir (140, p. 87).
- *Programme commun de la gauche (41 bis, p. 26).
- *Purification ethnique (121, p. 75).
- *Que les peuples seront heureux quand les rois seront philosophes ou que les philosophes seront rois ! (61 bis, p. 33)
- *Qui n'est pas avec moi est contre moi (6 bis, p. 17).
- *Racaille(s) (180, p. 119).
- *Raffarinades (intro Chap. 5, p. 103)
- *Repentance (142, p. 89).
- *République des copains et des coquins (54 bis, p. 31).
- *Responsable mais pas coupable (115, p. 70)
- *Révolution culturelle (36 bis, p. 24).
- *Sale boulot (93, p. 54).
- *Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur (23 bis, p. 22).
- *Séisme, alias « 21-avril » (161, p. 105).
- *Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français, sur le palier, il devient fou. Ce n'est pas être raciste que de dire cela (113, p. 69).
- *Sida mental (100, p. 58).
- *Socialisme à la française (70 et 78, pp. 45 et 45)
- *Socialisme à visage humain (37 bis, p. 25)
- *Sortir par le haut (185, p. 123).
- *Sous les pavés, la plage (30 bis, p. 23).
- *Soyez réaliste, demandez l'impossible ! (30 bis, p. 23)
- *Taisez-vous, Elkabbach ! (44 bis, p. 27)
- *Tant que le navire n'a pas heurté l'iceberg, la croisière continue (165, p. 108)
- *Terroriser les terroristes (94, p.54)
- *Thomson, ça ne vaut rien, ça vaut 14 milliards de dettes ! (132, p. 84)
- *Tir ami (169, p. 111).
- *Tonton, tiens bon, nous revenons (98, p. 58).
- *Touche pas à mon pote ! (89, p. 52)
- *Tous les animaux sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres (51 bis, p. 30).

- *Toutes les explications du monde ne justifieront pas qu'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme (119, p. 73).
- *TSB (126, p. 81).
- *Un homme carré dans un corps rond (intro Chap. 5, p. 103).
- *Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça doit l'ouvrir, ça démissionne (79, p. 45).
- *Un parti pas comme les autres (143, p. 89).
- *Un pays où il n'est pas possible de faire des réformes (190, p. 124).
- *Un peuple qui doute n'est pas un peuple qui marche (165, p. 108).
- *Un point de détail (103, p. 60)
- *Un vaquet ça va, Devaquet, bonjour les dégâts (99, p. 58).
- *Une jeunesse atteinte de SIDA mental (100, p. 58).
- *Une relation durable, ça change la vie (182, p. 121)
- *Vache folle (111, p. 68)
- *Vieille Europe (167, p. 110).
- *Vieux pays, la France (167, p. 110).
- *21-avril (voir Séisme, 161, p. 105).
- *Vive la crise ! (83, p. 48)
- *Vivez sans temps morts : jouissez sans entraves (34 bis, p. 24)
- *Vivre vite et mourir jeune (30 bis, p. 23).
- *Vos cancers sont nos emplois (170, p. 112).
- *Vous auriez dû dire "câblé" (88, p. 51).
- *Vous êtes un homme du passé (43 bis, p. 27)
- *Vous gérez le ministère de la parole [...] Moi, je gérais la France (65, p. 38).
- *Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur (4 bis, p. 16).
- *Vous parlez au Premier ministre de la France (90, p. 52).
- *[Yeux] dans les yeux, je la conteste (106, p. 64).